

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ GÉOPOLITIQUE SCIENCES POLITIQUES

Nouveau
programme

1^{re}

Sous la direction d'Anne Doustaly

AUTEURS

Stéphan Arias

Agrégé de géographie, Lycée Victor Hugo, Colomiers

Alexandre Bande

Agrégé d'histoire, professeur en classe préparatoire littéraire,
Lycée Janson de Sailly, Paris

Caroline Boyer

Agrégée d'histoire, Lycée Saint Jean Hulst, Versailles

Matthieu Charrier

Agrégé de géographie, professeur d'histoire, géographie
et géopolitique en classe préparatoire ECS, Lycée Paul Cézanne, Aix

Bruno Cinq

Agrégé d'histoire, professeur de géographie et géopolitique
en classe préparatoire ECS, Lycée Masséna, Nice

Patrick Cotelette

Agrégé de sciences économiques et sociales, professeur
en classe préparatoire BL, Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg

Rémi Darfeuil

Agrégé de sciences économiques et sociales, professeur
en classe préparatoire ECS, Lycée Janson de Sailly, Paris

Fabienne Diana

Agrégée d'histoire, Lycée Estienne d'Orves, Nice

Anne Doustaly

Agrégée d'histoire, Lycée Charlemagne, Paris

Stéphanie Fraisse d'Olimpio

Agrégée de sciences économiques et sociales, professeure
en classe préparatoire BL, Lycée Janson de Sailly, Paris

Simon Hecht

Agrégé d'histoire, diplômé de Sciences Po Paris

Stéphane Nissant

Agrégé d'histoire, Lycée Charlemagne, Paris

Belin:
ÉDUCATION

Mise en pages : Fabienne Le Bihan

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'oeuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin Éducation, 2019
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14



G0002179

Sommaire

Comment notre manuel met-il en œuvre le programme ?	5
INTRODUCTION GÉNÉRALE	
Regards croisés sur les Jeux olympiques	7
THÈME 1	
Comprendre un régime politique : la démocratie	9
Introduction	
Axe 1	Penser la démocratie : démocratie directe ou représentative 10
Axe 2	Avancées et reculs des démocraties 11
Objet conclusif	L'Union européenne et la démocratie 14
THÈME 2	
Analyser les dynamiques des puissances internationales	17
Introduction	
Axe 1	Essor et déclin des puissances : un regard historique 19
Axe 2	Les formes indirectes de la puissance 22
Objet conclusif	La puissance des États-Unis aujourd'hui 24
THÈME 3	
Étudier les divisions politiques du monde : les frontières	27
Introduction	
Axe 1	Tracer des frontières, une approche géopolitique 29
Axe 2	Les frontières en débat 30
Objet conclusif	Les frontières internes et externes de l'Union européenne 31
THÈME 4	
S'informer : un regard critique sur les sources et les modes de communication	35
Introduction	
Axe 1	Les grandes révolutions techniques de l'information 36
Axe 2	Liberté ou contrôle de l'information, un débat politique fondamental 38
Objet conclusif	L'information à l'heure d'Internet 40
THÈME 5	
Analyser les relations entre États et religions	43
Introduction	
Axe 1	Pouvoir et religion : des liens historiques 44
Axe 2	États et religion : une inégale sécularisation 47
Objet conclusif	État et religions en Inde 49

Comment notre manuel met-il en œuvre le programme ?

1. L'HGGSP, un enseignement pluridisciplinaire

L'introduction générale sur les Jeux olympiques

L'enseignement de spécialité Histoire-Géographie, Géopolitique, Sciences Politiques adopte une démarche pluridisciplinaire nouvelle. Aux disciplines du tronc commun, histoire et géographie, s'ajoutent les dimensions géopolitiques et politiques, qui étaient parfois déjà abordées par les contenus, mais reçoivent dans cette spécialité une place particulière. C'est pourquoi l'introduction générale du manuel Belin déploie, sur le thème des Jeux olympiques, **une définition claire des quatre champs disciplinaires** concernés, qui seront par la suite abordés ensemble. Il s'agit de faire **prendre conscience aux élèves des démarches qu'ils adoptent, des méthodes et des objectifs à croiser** pour une analyse complète des cinq thèmes du programme.

L'introduction de chaque thème

En début de thème, on peut envisager de rappeler les quatre disciplines à croiser. À titre d'exemple, la démocratie :

- est **un processus historique** qui se déploie du ^v^e siècle av. J.-C. à nos jours, avec ses grandes étapes, ses ruptures, ses évolutions ;
- comporte **une dimension géographique** d'expansion, puisque les premières démocraties sont des cités, aujourd'hui des États parfois immenses comme l'Inde ; en outre, des pratiques démocratiques multiscalaires coexistent, de la démocratie locale à des unités continentales comme l'Europe ;
- possède **une dimension géopolitique**, la démocratie montrant tous les jours ses enjeux dans les relations internationales, où alliances et rivalités prennent en compte les régimes politiques ;
- constitue **un sujet politique** par excellence ; en évolution permanente, elle est traversée de courants de pensée, de débats et actuellement de crises.

2. Des mises en œuvre pédagogiques variées

Avec 4 heures d'enseignement hebdomadaire, la spécialité vise et permet à la fois des objectifs d'évaluation classique, dans le cadre de la préparation aux épreuves écrites du bac, mais aussi des pratiques nouvelles qui renforcent l'oral et les travaux en autonomie, reprenant en partie des approches des anciens TPE en vue du grand oral pour lequel les deux spécialités retenues en terminale prendront une part importante.

C'est pourquoi la mise en œuvre de chaque thème décline des méthodes et des situations pédagogiques variées :

– **L'introduction du thème** : sous forme de documents questionnés (*Première approche/Les clés du thème*), elle propose des activités de prélèvement, de mise en relation, et de synthèse afin d'acquérir les outils conceptuels nécessaires à l'étude du thème. Un premier bilan (*Le point sur...*) et un QCM, ainsi que des suggestions de lectures ou de films (*Le thème autrement*) referment l'introduction.

– Les deux axes :

- Ils proposent les **Jalons** du programme (objets d'études mis en œuvre) et des **Focus** (autres exemples proposés par les auteurs du manuel) sous forme de documents variés et questionnés, qui aboutissent à un bilan, et à des prolongements possibles (rubriques en fin de double page *Aller plus loin, Ateliers*). Ces *Ateliers* de fin de *Jalons* alternent trois activités : recherche, débat ou esprit critique, afin de développer ces compétences centrales en sciences humaines et sociales.

- **La fabrique de l'image** propose une étude approfondie d'un visuel (photographie, carte, dessin satirique...) qui a fait date et justifie une analyse spécifique et éclairante pour le thème, en montrant la portée politique, tout en développant les capacités de l'analyse visuelle.

- Les pages **Ateliers** sont une banque d'activités pour chaque axe ou objet conclusif, qui propose de consolider le lexique, analyser un texte, une image, des sujets d'exposés en groupes, des débats, etc. Les *Ateliers* sont pensés pour permettre des travaux individuels ou en groupes, à l'écrit ou à l'oral (les pictos guident ces choix), en classe ou en dehors. Tous sont guidés par une des 11 fiches méthode situées en fin de manuel.

- Les pages de **cours** présentent un bilan, accompagné d'un lexique, d'un schéma synthétique et de biographies et citations utiles. Elles peuvent être utilisées de façon souple avant ou après les *Jalons*.

- Les pages **Entraînement et Bac** proposent des sujets guidés ou non, de composition pour l'épreuve commune de contrôle continu de Première, et pour toute évaluation de composition ou d'étude critique de document(s).

L'objet conclusif : construit comme les axes, il applique les acquisitions précédentes à un espace pertinent sur le thème, et les prolonge.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

REGARDS CROISÉS SUR LES JEUX OLYMPIQUES

Afin de préparer les élèves à l'approche pluridisciplinaire de la spécialité HGGSP, l'introduction générale propose d'aborder successivement les objectifs des quatre disciplines concernées sur un objet d'étude qui s'y prête particulièrement, les Jeux olympiques. Par sa richesse historique, géographique, géopolitique et politique, cette manifestation permet les quatre approches spécifiques, à l'aide de documents questionnés. Les disciplines sont envisagées avec chacune son vocabulaire, ses problématiques, et finalement sa définition par un ou deux auteurs de référence. Après cette étape introductive, conscients de ces quatre champs disciplinaires complémentaires, les élèves sont prêts à les appliquer en convergence aux cinq thèmes du programme.

Les JO vus par l'histoire

P. 20-21

➔ L'atelier Histoire

Éléments de réponses

1. Pour faire l'histoire des Jeux olympiques antiques, les historiens croisent l'étude des sources archéologiques et celle des sources écrites (inscriptions, récits, témoignages...).
2. Ici le témoignage de Pausanias est recevable car l'historicité de cet auteur a été vérifiée, et que son récit a été confronté à d'autres textes et aux sources archéologiques. Les détails qu'il rapporte sur les épreuves ou sur la statue chryséléphantine de Zeus olympien sont complémentaires d'autres documents et c'est leur ensemble qui compose l'histoire des jeux olympiques antiques.
3. Ces documents permettent de constater que l'histoire s'intéresse à la fois à la longue durée et à l'événement : c'est l'étude combinée des évolutions lentes et des temps de ruptures qui permet d'aborder l'histoire dans sa richesse et sa complexité. Pour les JO, on peut souligner comment ce fait historique, inscrit dans le temps long de l'antiquité à nos jours (et même dans le futur), connaît des dates clés qui scandent sa chronologie et permettent d'en comprendre les mutations (naissance et disparition des JO antiques, renaissance moderne, premiers Jeux féminins, premiers Jeux paralympiques...).
4. Toute trace du passé est un document susceptible d'intéresser l'histoire et les historiens. Si la fiabilité du document est établie, il devient une source. Selon Paul Veyne, l'historien est à la recherche d'une vérité qu'il doit établir et transformer en récit.
5. L'histoire est un récit des événements du passé qui se veut fidèle et se fonde sur des méthodes et des techniques rigoureuses (l'étude critique de documents pour en attester la fiabilité, la confrontation de sources variées, leur mise en relation avec le contexte).

Les JO vus par la géographie

P. 22-23

➔ L'atelier Géographie

Éléments de réponses

1. Les JO ont atteint une dimension planétaire puisque l'on est passé de 14 pays participants lors de leur renaissance, à 204 pays en 2016, c'est-à-dire plus que le nombre d'États membres de l'ONU. De plus, la flamme accomplit un tour du monde. Enfin, la participation aux JO exclusivement masculine en 1896, se rapproche aujourd'hui de la parité.
2. Stratford dans la périphérie Est de Londres était un quartier déjà organisé mais en situation de relégation (la première partie de la légende). Les JO sont l'occasion de faire d'une pierre deux coups : préparer les infrastructures (objectif à court terme) et redynamiser un quartier (objectif à moyen et long terme). La deuxième partie de la légende met en avant les modifications entreprises tant en termes d'installations sportives pour l'événement que d'infrastructures, en particulier de transport.
3. On a souvent mis en avant l'apport que représente l'organisation de JO pour une ville : prestige et visibilité ; développement d'infrastructures ; essor, bien que temporaire du commerce. Cependant les exemples sont nombreux de villes ayant abandonné les installations quelque temps après ou remboursant difficilement les emprunts contractés pour l'organisation de l'événement (Athènes pour un exemple récent). C'est la raison pour laquelle Paris a proposé une candidature nécessitant le moins d'interventions possible dans le tissu urbain et la construction d'un seul équipement (centre aquatique).
4. Les différents documents présentent une vision géographique des jeux car ils permettent d'appréhender quelques mots et outils essentiels de la géographie. Ici les échelles (de l'échelle mondiale à l'échelle locale), les espaces (du monde au quartier de Stratford) et les cartes (du planisphère au plan local). À partir de ces documents, on peut donc voir comment les JO révèlent leur dimension spatiale et leur influence dans l'organisation des territoires. On pourrait définir la géographie comme étant la science de l'écriture de l'espace terrestre par l'Homme. Il l'observe, le décrit, le cartographie, avant de le transformer, pour se l'approprier et en faire son territoire.

➔ L'atelier Géopolitique

Éléments de réponses

1. On relève dans les documents :

- des acteurs institutionnels : États (ex : Fédération de Russie), Organisation internationale (ex : CIO), municipalités puisque les JO sont organisés par des villes (ex : Londres) ;
- des acteurs économiques : firmes multinationales (ex : Mc Donald's Company) ;
- la société civile : athlètes, spectateurs-consommateurs.

On peut noter la difficulté pour catégoriser les acteurs. Ainsi, le CIO qui est une organisation internationale, agit de plus en plus comme une véritable firme multinationale. La même réflexion peut être menée sur le statut exact des athlètes qui doivent abandonner leur sponsor le temps des jeux, mais restent des acteurs économiques en dehors du stade.

2. La carte montre que si les JO rassemblent de plus en plus de nations, leur organisation reste l'apanage des États les plus riches et les plus puissants. La césure Nord/Sud, de moins en moins pertinente pour lire le monde actuel, reste présente dans la géopolitique des JO. L'émergence est toutefois visible : Pékin, Sotchi, Rio de Janeiro sont trois manifestations organisées par un des membres des BRICS depuis une dizaine d'années. L'Afrique reste toutefois exclue.

Le rapport de force s'explique par le coût de l'organisation des jeux, mais aussi par les enjeux économiques de ceux-ci : les principaux sponsors sont issus des pays riches et les marchés de consommation visés y restent majoritairement localisés. Cette dernière explication est particulièrement pertinente pour les JO d'hiver, exclusivement organisés dans l'hémisphère Nord.

3. Pour le pays hôte, l'organisation des JO est vue comme un moyen de dynamiser l'économie nationale par la construction d'infrastructures (Sotchi : 50 milliards de dollars d'investissements). Les JO représentent aussi un formidable outil de marketing urbain et national par l'image qu'ils renvoient : modernité des installations, valeurs du sport, qualité de l'accueil. Ils peuvent ainsi créer une dynamique économique (et notamment touristique) durable (exemple d'Albertville). Enfin, pour les pays émergents, les JO sont vus comme un moyen de s'affirmer sur la scène internationale en organisant un événement de portée mondiale.

Les risques sont liés à la médiatisation : l'image renvoyée peut être mauvaise si l'organisation fait défaut (Rio) ou si les valeurs du sport sont bafouées (Sotchi). Le risque peut aussi être financier, lorsque les recettes espérées ne compensent pas les investissements (Athènes en 2004). Ce dernier risque explique qu'il y ait de moins en moins de candidats à l'organisation des jeux.

4. Avec cette question, on aborde la dimension prospective de la géopolitique. Il ne s'agit pas d'effectuer des prédictions mais de projeter les dynamiques et les rapports de force pour tenter de comprendre l'évolution du phénomène étudié.

L'étude du graphique permet d'identifier deux déterminants du rapport de force :

- d'une part, le sport, et particulièrement l'olympisme, sont les miroirs des rapports de force géopolitiques : on retrouve donc, depuis 1976, les stigmates de la Guerre froide (boycott des JO de Moscou et de Los Angeles notamment, concurrence entre les deux camps et les deux Allemagne jusqu'en 1988), l'ordre américain entre

1996 et 2004, la montée en puissance de la Chine et l'affaiblissement de la Russie ;

- d'autre part, l'organisation des jeux est un avantage pour les athlètes locaux : en 1980, 1984, 1996, 2008 et 2012, les athlètes du pays organisateur ont réalisé de meilleures performances que dans les autres jeux.

On peut donc raisonnablement penser qu'en 2020, les États-Unis resteront leader mais que la Chine offrira une concurrence forte. La Russie et le Royaume-Uni, en crise pour des raisons différentes, ne devraient pas réaliser de prouesses. À l'inverse du Japon qui bénéficiera de la localisation des jeux à Tokyo, et peut-être de la France qui bénéficiera déjà de la préparation pour les JO organisés en 2024 à Paris.

Une chose reste certaine : l'augmentation du nombre d'épreuves et de nations participantes dilue de plus en plus le palmarès.

Les JO vus par la science politique

➔ L'atelier Science politique

Éléments de réponses

1. Le baron Coubertin affirmait l'apolitisme des Jeux olympiques dans leur objectif officiel (contribuer à l'apaisement des relations entre nations) et officieux (renforcer le rang de la France). Ils avaient cependant une dimension politique.

Par ailleurs, si les athlètes sont tenus à la réserve, les États et leurs dirigeants peuvent affirmer une ligne politique. En choisissant d'attribuer les jeux à certains pays ou d'exclure certaines délégations, le Comité international olympique est lui-même amené à cautionner ou au contraire à sanctionner cette ligne.

En tendant leur poing ganté de noir sur le podium des JO de Mexico en 1968, Tommie Smith et John Carlos entendaient exprimer symboliquement leur protestation contre la ségrégation et les violences faites aux Noirs aux États-Unis. Ils rompaient ainsi avec le devoir de réserve et prenaient position dans le débat politique américain.

2. Le mouvement Momentum s'est opposé à la candidature de Budapest notamment car il estimait qu'il serait plus légitime d'utiliser l'argent qu'aurait pu coûter l'organisation des JO pour investir dans l'éducation et le système de santé. La campagne NOLimpia s'est inscrite dans un combat plus large contre le gouvernement conservateur de Victor Orban qui soutenait la candidature de Budapest. Après avoir obtenu le retrait de cette candidature, le mouvement Momentum s'est ainsi constitué en parti politique et a présenté des candidats aux élections législatives.

3. Organiser les JO est pour une ville ou un pays un vecteur de notoriété et de prestige à l'échelle internationale. La désignation d'une ville hôte vaut ainsi reconnaissance politique par la communauté internationale. C'est pourquoi aussi certaines organisations non gouvernementales se mobilisent contre certaines candidatures ou pour appeler au boycott de pays hôtes ne respectant pas certains droits fondamentaux (comme dans le cas de la campagne de RSF lors des JO de Pékin).

4. La science politique s'intéresse prioritairement aux phénomènes qui ont trait au gouvernement des sociétés humaines (modalité de la prise de décisions et de leur exécution, rivalité pour l'accès aux positions de pouvoir). Elles portent aussi attention aux phénomènes sociaux non spécifiquement politiques mais qui ont des effets sur la sphère politique (comme les JO).

THÈME 1

COMPRENDRE UN RÉGIME POLITIQUE : LA DÉMOCRATIE

INTRODUCTION

Première approche

P. 30-31

➔ Découvrir le thème

1. Cette scène évoque la démocratie car elle montre une parole libre dans l'espace public, sans contrôle, donc l'exercice de la liberté d'expression.
2. Les critères pris en compte concernent le processus électoral, le respect des libertés individuelles, le fonctionnement du pouvoir et la culture politique. L'Europe, l'Océanie et l'Amérique sont majoritairement démocratiques. L'Afrique et l'Asie ne le sont pas.
3. La « souveraineté collective » désigne le fait que le pouvoir d'agir politiquement est détenu collectivement par le peuple, non par un seul ou quelques-uns.
4. On remarque que la démocratie peut s'exercer dans une monarchie (Royaume-Uni et nombreux autres pays d'Europe) ou une République (France par exemple). Elle peut prendre la forme d'États unitaires (France, Grèce par exemple) ou fédéral (Allemagne, États-Unis). Ainsi les principes démocratiques s'appliquent dans des systèmes politiques différents, mais les critères de démocratie sont constants, comme le montre le planisphère.

Les clés du thème

1. Les libertés, valeurs fondamentales de la démocratie

P. 32-33

➔ Objectif

Il s'agit de montrer que les libertés dont disposent les citoyens en démocratie ne sont pas seulement des droits dont ils jouissent passivement mais sont les conditions de leur action en politique (manifestation, expression écrite, orale ou artistique, contestation...).

➔ Des pistes pour vous aider

1. La liberté d'expression comporte les droits de manifester, fonder une association, écrire un article ou un ouvrage, produire une œuvre d'art ou un dessin satirique. Elle est respectée par exemple en Afrique du Sud, ou en Espagne, mais ne l'est pas en Chine et en Égypte.
2. En manifestant, le peuple exprime à la fois sa liberté d'opinion, de réunion et d'expression. Selon la dernière phrase, une citation du président des États-Unis A. Lincoln, le but est « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».
3. Cette protestation a lieu dans le contexte d'un projet de loi en 2012 au Canada, constituant une menace pour les terres des populations indiennes. Le mouvement *Idle no more* est alors créé pour

défendre les droits des populations autochtones du Canada. Dans le document 1, le Canada est classé parmi les pays qui respectent le plus la liberté d'expression.

4. Selon les documents, on constate qu'il est possible au Canada de manifester contre un projet de loi, de fonder une association à but politique, de produire et publier des dessins satiriques qui représentent le pouvoir politique en place.

Les clés du thème

2. Au cœur de la démocratie : la souveraineté du peuple

P. 34-35

➔ Objectif

Un critère central de la démocratie est l'exercice de la souveraineté politique (le pouvoir de décider) par le peuple citoyen. Cette souveraineté du peuple est organisée par la constitution qui peut être régulièrement modifiée afin de respecter les évolutions de la volonté du peuple. Les démocraties modernes prévoient le suffrage universel, l'État de droit, le respect des libertés fondamentales.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Le peuple exerce la souveraineté en votant, soit pour élire des représentants, soit pour prendre des décisions lors des référendums.
2. De Gaulle affirme la souveraineté du peuple en inscrivant le référendum dans la constitution de la 5^e République, et en l'utilisant régulièrement, ce qui permet de consulter les citoyens, qui participent alors directement à des décisions politiques.
3. La Tunisie est une démocratie car elle a inscrit dans sa constitution de 2014 une assemblée de représentants, des élections au suffrage universel (doc 4) et l'État de droit (doc 5), qui sont des critères indiquant un régime démocratique.
4. Les démocraties, anciennes ou récentes, sont confrontées à des débats ou à des revendications, comme en France lors du mouvement de contestation Nuit debout (2016), ou en Tunisie où la société réclame plus de justice sociale.

Les clés du thème

3. Face aux démocraties : les régimes autoritaires

P. 36-37

➔ Objectif

Une approche comparative permet de définir la démocratie par son contraire : la répression des opposants ou des minorités, l'exercice du pouvoir par la force, le contrôle des journalistes, des juges ou

des hommes politiques sont des signes de régimes autoritaires. Comme les démocraties, les régimes autoritaires peuvent prendre des formes variables et être plus ou moins récents.

➔ Des pistes pour vous aider

1. La Chine viole les libertés d'expression et d'opinion en réprimant toute opposition politique, comme en témoigne le parcours et les condamnations de Liu Xiaobo. Elle ne respecte pas non plus les droits des minorités et la liberté de religion, en persécutant les Ouïgours, peuple musulman du Nord-Ouest du pays.
2. Les régimes autoritaires se reconnaissent par exemple à la prise du pouvoir par un coup d'État, au contrôle ou à la répression des journalistes, des juges, des hommes politiques.
3. Entre 1997 et 2017, on constate que la liberté d'expression a diminué au Venezuela, en Turquie et en Chine. En revanche, elle a progressé en Tunisie. L'État de droit a reculé aussi au Venezuela et en Turquie, et a progressé en Tunisie. On peut conclure que des pays qui étaient démocratiques le sont restés (Canada, France), que la démocratie a parfois progressé (Tunisie) mais aussi reculé (Venezuela, Turquie), enfin que la Chine, qui était une dictature, l'est restée.

QCM

P. 39

1. c. ; 2. c. ; 3. b. et c. ; 4. b. ; 5. c. ; 6. a. et b. ; 7. a. ; 8. c. ; 9. c. ; 10. b.

AXE 1

Penser la démocratie : démocratie directe ou représentative

P. 40-41

➔ Réponses aux questions

1. Cette salle de l'Assemblée nationale, l'hémicycle, est celle où les députés siègent, discutent et votent les lois. Les députés ont accès aux bancs, les journalistes et le public aux tribunes qui se trouvent au-dessus.
2. Ce lieu peut être considéré comme le cœur de la démocratie en France car les députés sont élus au suffrage universel direct et représentent l'ensemble des électeurs, le peuple citoyen. Ainsi, en discutant et en votant les lois, ils expriment la souveraineté du peuple, qui est la définition du principe démocratique.
3. La démocratie directe (en Suisse, p. 40) permet aux citoyens, par leur vote, de participer eux-mêmes à la prise de décision politique, sans passer par l'intermédiaire des représentants. Dans la démocratie représentative (en France, p. 41), les décisions sont prises au nom du peuple par des représentants élus (ici députés).

JALON 1

La démocratie directe à Athènes (^{ve} s. avant J.-C.)

P. 42-43

➔ Prélever et relier des informations

1. La démocratie directe s'applique à Athènes dans le cadre de l'*ecclésiā*, assemblée des citoyens qui vote directement les lois, la guerre et l'ostracisme. Les trois formes de la participation citoyenne sont la présence à l'*ecclésiā* et le vote, la participation à la *boulè* ou à l'*héliée*, la possibilité d'être magistrat ou stratège.
2. La limite qui apparaît est l'opposition parmi les habitants entre citoyens et non citoyens. Seuls 10 % des habitants sont citoyens car les métèques et les esclaves sont exclus de la vie politique, de même que les femmes qui ne sont pas citées dans le document.
3. À l'origine, un démagogue est un orateur capable d'exposer clairement au *démos* les débats politiques de la cité. Puis le mot prend le sens d'un orateur qui flatte le peuple et cherche avant tout à lui plaire, quitte à mentir ou faire des promesses impossibles à tenir. Le texte montre que la capacité de décision du « peuple » peut être finalement réduite à quelques-uns.

➔ BILAN

La démocratie athénienne est limitée par sa définition de la citoyenneté, limitée à 10 % des habitants, et par la difficulté à décider à plusieurs milliers de personnes. Finalement, on estime que la prise de décision revenait à environ un quart des citoyens. De plus, le principe de démocratie directe de l'*ecclésiā* l'exposait au risque d'une manipulation des citoyens par des orateurs professionnels.

Pour aller plus loin

Les élèves pourront construire un tableau comparatif, en variant les exemples pris dans le manuel ou en dehors.

JALON 2

Benjamin Constant défend la démocratie représentative

P. 44-45

1. Constant a connu la monarchie d'Ancien Régime dans son enfance, puis la période révolutionnaire dans sa jeunesse, enfin l'époque napoléonienne et le retour de la monarchie, la restauration. Ces évolutions politiques l'ont conduit à réfléchir sur les régimes politiques et les formes que doit prendre la démocratie.
2. Constant montre qu'il est favorable à la représentation en politique en devenant lui-même député, donc élu du peuple. Le lieu qui symbolise cette forme de démocratie est l'Assemblée nationale, ou Chambre des députés.
3. La « démocratie des anciens » fait référence à Athènes au ^ve siècle. Il critique dans ce système l'absence ou la limitation des libertés (religieuse par exemple) et la soumission de l'individu au groupe.
4. Pour Constant, la représentation ne dispense pas les citoyens d'un engagement dans la vie politique de la cité : ils ont différents moyens d'agir, en se présentant aux élections ou en s'exprimant, selon leur envie et leur intérêt pour chaque sujet.

→ BILAN

Les libertés individuelles sont au centre de la pensée de B. Constant : « Le droit de n'être soumis qu'aux lois » (doc 3) et « la liberté en tout » (doc 1) permettent à chacun de vivre librement sa profession, sa religion, sa situation privée, dans une égalité partagée par tous et dégagée de toute autorité « despotique », c'est-à-dire arbitraire, ou collective. Libres et égaux, les citoyens peuvent ainsi élire des représentants et participer plus ou moins, selon leur souhait, à la vie politique.

Pour aller plus loin

La représentation politique ne met pas en danger la souveraineté du peuple si les représentants s'assurent, par des consultations régulières, de porter la parole de leurs électeurs. La représentation ne consiste pas à gouverner entre élus à la place du peuple, mais en son nom et en relation permanente avec lui.

FOCUS

La Suisse, exemple de démocratie semi-directe

P. 46-47

➔ Mettre en relation des informations

1. Le système démocratique suisse est fondé sur la nécessité de consulter fréquemment les citoyens et donc de combiner la représentation politique avec des formes de démocratie directe, référendums ou votations.
2. Le référendum obligatoire, le référendum facultatif et l'initiative populaire permettent la démocratie semi-directe suisse.
3. Les limites de ce système sont la participation (doc 1) et la manipulation par des partis politiques (docs 3 et 4).

→ BILAN

La démocratie semi-directe vise à une meilleure prise en compte de l'opinion des citoyens lors des décisions, partant à un meilleur respect de la souveraineté du peuple.

Pour aller plus loin

La Suisse a une population particulière (peu nombreuse, revenu moyen élevé) et un fonctionnement fédéral, qui font qu'elle ne peut pas être un modèle « prêt à l'emploi » de démocratie, mais demeure un exemple intéressant.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

La liberté guidant le peuple, image universelle de la démocratie

P. 48-49

Arrêt sur l'image (doc 2) : 1. Les éléments empruntés à Delacroix : au 1^{er} plan, les corps allongés sur le sol, au 2^e plan les manifestants dont deux sont en hauteur, à l'arrière-plan une ville et le ciel.

2. Il supprime les éléments de contexte, la cathédrale, la barricade, les costumes du XIX^e siècle et l'allégorie féminine de la liberté. Son apport original est la représentation de personnages aux visages tous identiques, inspirés de son autoportrait. Le rire figé annule toute véritable expression et uniformise l'humanité, pour dénoncer la société de masse, l'aliénation de l'individu, la désillusion des sociétés développées.

Arrêt sur son histoire : 3. Le point commun des deux contextes est la recherche de la liberté et l'absence de démocratie, qui motivent dans les deux cas la manifestation. L'intention de l'artiste est donc de relier la situation politique de son pays à un exemple historique antérieur.

Arrêt sur sa portée politique : 4. Ce pastiche est universel car il peut être appliqué à tout peuple qui combat pour ses libertés. Il est donc fidèle à l'œuvre originale, même s'il apporte des éléments de nouveauté comme le rire des personnages, absent de l'œuvre romantique de Delacroix. Il y a un recul ironique chez Yue Minjun qui n'est pas dans l'esprit de *La liberté guidant le peuple*.

5. Le sens universel et commun des deux œuvres est politique : il s'agit de montrer le combat pour les libertés, valeurs centrales de la démocratie, à ce jour encore bafouées en Chine.

AXE 2

Avancées et reculs des démocraties

P. 56-57

➔ Réponses aux questions

1. Souvent repris comme symbole de l'effondrement du bloc communiste et de la fin de la Guerre froide, la chute du mur de Berlin représente non seulement la réunification de l'Allemagne, séparée depuis un demi-siècle entre République fédérale d'Allemagne (RFA, démocratie libérale, à l'Ouest) et République démocratique allemande (RDA, régime autoritaire communiste, à l'Est). Avec cette réunification, les Allemands de l'est recouvrent de nombreux droits civils et politiques (fin du parti unique, presse libre, etc.) ainsi que la liberté de circulation, jusqu'alors entravée par ce mur.
2. La foule de Chemnitz est ici composée exclusivement d'hommes, qui manifestent avec véhémence, voire avec une certaine violence, comme en témoignent les cris, les bras levés et certains visages empreints de colère. On peut craindre des débordements de violence physique, de la part de manifestants en colère, qui arborent parfois des cagoules, des capuches et des lunettes pour ne pas être identifiés. D'ailleurs, les policiers chargés du maintien de l'ordre, de dos au premier plan, sont lourdement protégés.
3. Le contraste est saisissant entre les photos de ces deux foules allemandes. La première manifeste joyeusement le retour de libertés reconquises et les retrouvailles d'un peuple séparé. La seconde s'en prend violemment à la politique du gouvernement, en particulier sur la question migratoire, ainsi qu'aux migrants eux-mêmes. Le retour de la démocratie et du règne du dialogue pacifié ne sont jamais garantis : l'hostilité envers certains groupes, la radicalisation, voire la violence physique sont toujours susceptibles de les menacer.

JALON 1

Tocqueville, forces et faiblesses de la démocratie américaine

P. 58-59

➔ Prélever et relier des informations

1. Les contre-pouvoirs sont les institutions politiques ou sociales, qui assurent la séparation des pouvoirs, le pouvoir local, la liberté de la presse.
2. Le système démocratique peut limiter le risque d'abus de pouvoir de ses gouvernants par le système fédéral, qui décentralise et localise certaines prises de décision.
3. La démocratie est menacée par le conformisme et l'individualisme.
4. L'égalité des droits est garantie aux citoyens de toutes conditions et les libertés sont protégées par l'absence d'arbitraire, l'État de droit et la Constitution.

➔ BILAN

La forme de despotisme qui peut émerger en démocratie est celle des représentants politiques, qui peuvent confisquer le pouvoir et celle de la loi de la majorité.

Pour aller plus loin

Le fédéralisme répartit les pouvoirs à diverses échelles, et peut contribuer à éviter une centralisation excessive.

JALON 2

Chili : un coup d'État impose la dictature

P. 60-61

➔ Prélever et relier des informations

1. Le 11 septembre 1973, la démocratie chilienne est renversée par un coup de force militaire. Quelques heures après, le président Salvador Allende en dénonce les auteurs : « les soldats chiliens et les commandants en chef » (doc 2). L'armée a utilisé la force, comme en témoigne le bombardement du palais présidentiel de la Moneda, dont on voit de la fumée s'échapper après avoir subi une attaque aérienne, et qui est encerclé par des soldats postés sur les toits des immeubles (doc 1). Au-delà des lieux clés du pouvoir, cette violence se déchaîne également contre les opposants politiques. Plusieurs milliers sont enfermés dans le grand Stade national, où certains sont torturés, mutilés et exécutés publiquement, comme le guitariste Victor Jara (doc 3). Au total, la répression militaire est à l'origine de massacres d'une grande ampleur, même si le bilan précis reste difficile à établir, en raison du manque de sources : il oscille entre 3 000 et 700 000 victimes, même si un bilan de plusieurs milliers de morts reste plus vraisemblable (doc 5).
2. Lors de son dernier discours, le président Salvador Allende met en avant le courage et la « loyauté » de ceux qui ont défendu la démocratie face au coup d'État militaire. De fait, ces valeurs n'ont pas permis l'effondrement du régime en une seule journée. Le « châtement moral » invoqué contre les soldats félons est resté un vain mot.
3. Trois ans avant le coup d'État d'Augusto Pinochet, le Secrétaire d'État américain (équivalent du ministre des Affaires étrangères)

Henry Kissinger dénonce les risques qu'il associe à l'arrivée au pouvoir du gouvernement de gauche de Salvador Allende. De tels propos sont rares chez les diplomates : il s'agit de menaces à peine voilées, qui prennent une signification très forte lorsqu'elles sont suivies d'un coup d'État mené avec le soutien indirect des États-Unis. L'aide apportée par cette démocratie à un coup d'État militaire antidémocratique doit être comprise dans le contexte de la Guerre froide : l'endiguement du bloc communiste est la priorité des États-Unis, qui préfèrent que certains États soient gouvernés par des dictateurs anticommunistes plutôt que par des gouvernements susceptibles de s'allier à l'Union soviétique. C'est particulièrement le cas en Amérique, que les États-Unis considèrent comme leur « chasse gardée », qu'ils sont prêts à défendre par des moyens extrêmes après que Cuba a rejoint le camp soviétique (au début des années 1960, après la prise du pouvoir par Fidel Castro).

4. Les évaluations citées par le document 5 proposent des bilans humains extrêmement contrastés. Ils vont de 3 000 à 700 000 morts, soit un rapport de 1 à plus de 200. Dresser un bilan humain fiable apparaît difficile car le régime d'Augusto Pinochet, au pouvoir après le coup d'État, n'a pas mis en avant la répression qu'il a menée, et a au contraire dissimulé les preuves des meurtres commis. Néanmoins, grâce au travail des historiens et des associations, les derniers chiffres disponibles semblent les plus vraisemblables : plusieurs milliers de personnes ont dû trouver la mort à la suite du coup d'État.

Complément doc 5 mis à jour

Commission nationale sur la prison politique et la torture (rapport Valech)	Commission mise en place par le président R. Lagos	34 690 personnes emprisonnées pour des raisons politiques dont 28 459 ont été torturées	2004
Musée de la Mémoire et des Droits de l'Homme (Santiago)	Lieu de mémoire pour les victimes de la dictature mis en place par la présidente M. Bachelet	3 216 tués ou disparus	2019

➔ BILAN

La dictature de Pinochet montre la fragilité des démocraties à plusieurs titres. D'abord, le régime démocratique chilien s'est effondré en une seule journée, lors du coup d'État militaire. Ensuite, le régime de Pinochet, qui ne bénéficiait pourtant d'aucune légitimité, a perduré pendant plusieurs décennies. Enfin, le « châtement moral » invoqué par Salvador Allende n'a jamais été suivi d'effet puisque les responsables du coup d'État n'ont pas été jugés.

Pour aller plus loin

Le coup d'État militaire au Chili s'inscrit dans la vie politique de ce pays. Des militaires hostiles au gouvernement socialiste de Salvador Allende décident de le renverser et d'établir une dictature conservatrice sur le plan des mœurs et libérale sur le plan économique. Toutefois, ce coup d'État s'inscrit tout autant dans le contexte mondial de la Guerre froide. Le soutien des États-Unis à Pinochet, voire l'aide qui a pu lui être apportée, résulte de l'hostilité viscérale à l'encontre du bloc communiste et de ses potentiels alliés.

En Espagne, la transition démocratique dans une monarchie

P. 62-63

➔ Mettre des documents en relation

1. La passation de pouvoir entre le général Francisco Franco, qui gouverne l'Espagne depuis sa victoire militaire lors de la guerre civile (1936-1939) et le nouveau roi Juan Carlos, héritier de la dynastie des Bourbons, ne s'est absolument pas faite selon des modalités démocratiques. Il s'agit du choix du dictateur Franco, sans vote ni consultation des Espagnols.
2. Arrivé au pouvoir comme successeur d'un dictateur, le roi Juan Carlos choisit d'établir la démocratie en Espagne. La nouvelle constitution, votée en 1978, garantit de nombreux droits : État de droit, liberté, justice, égalité, pluralisme politique, souveraineté nationale. Le pouvoir est donc redonné aux citoyens, qui l'exercent par l'intermédiaire de leurs représentants politiques élus.
3. Quatre grands partis sont représentés dans l'assemblée élue en 1979 : le parti communiste, le parti socialiste, la coalition démocratique et l'union du centre démocratique. Ce pluralisme politique montre que les citoyens ont un véritable choix dans leur vote.
4. Ancien cadre franquiste, Adolfo Suarez a conduit la démocratisation de l'Espagne souhaitée par Juan Carlos. Dans un discours prononcé devant le Conseil de l'Europe en janvier 1979, il met en avant la rapidité de la transition politique dans son pays, qui aura duré moins de deux ans.
5. En 1981, un coup d'État militaire menace de renverser la jeune démocratie espagnole. Face à la menace de l'action du lieutenant-colonel Tejero, l'intervention du roi Juan Carlos est décisive. À la télévision, il rappelle que rien ne peut surpasser la souveraineté populaire. Par conséquent, le choix d'une constitution démocratique, exprimé par une majorité d'électeurs, doit être respecté.

➔ BILAN

La transition politique espagnole est un modèle de processus démocratique, où la dictature a disparu sans violence, selon le souhait du nouveau chef de l'État, le roi Juan Carlos. La rédaction d'une constitution démocratique, sa consécration par les urnes, puis les élections dans un système où plusieurs partis existent ont permis cette transition. En quelques années, la démocratie s'est solidement implantée, au point de pouvoir résister à un coup d'État militaire.

Pour aller plus loin

La transition démocratique en Espagne ne peut pas se comprendre sans l'action de la monarchie. La volonté du roi Juan Carlos de proposer une nouvelle constitution, puis son action face au coup d'État militaire de 1981, ont été décisives. Alors que lors de la Révolution française la démocratisation s'est en partie faite contre la monarchie, ce qui fut de nouveau le cas lors du passage du Second Empire à la Troisième République, la transition espagnole montre que la démocratisation peut se faire dans un système monarchique aussi bien que républicain.

Au Portugal, la révolution des œillets, tournant démocratique

P. 64-65

➔ Analyser et interpréter des documents

1. En 1974, alors que la décolonisation est largement achevée dans le monde, le Portugal a conservé la plupart de ses colonies africaines : Angola, Mozambique et Guinée-Bissau sur le continent, ainsi que les îles de Sao-Tome et Principe et de Cap-Vert. Toutefois, cette domination est contestée et ne peut se maintenir qu'au prix d'un effort militaire et budgétaire colossal, qui menace l'équilibre de ce petit pays.
2. Le rôle décisif d'une partie de l'armée, notamment du général Spínola, dans la révolution des œillets explique l'effondrement immédiat de la dictature, qui ne disposait plus de moyens de se maintenir en place.
3. Les symboles de cette transition démocratique sont les œillets portés par les soldats à la boutonnière, et la chanson *Grandola Vila Morena*. Ces symboles, plein de joie et porteurs de paix peuvent surprendre pour une transition qui a d'abord été le fait des militaires. Ici, l'armée n'a pas abusé de la force pour provoquer le changement du régime.
4. L'interminable file d'attente devant un bureau de vote témoigne de l'intérêt marqué des citoyens pour les élections qui leur permettent de choisir les responsables politiques qui doivent gouverner le pays pendant un certain mandat. La tenue d'élections où plusieurs partis sont représentés montre généralement la fin du processus de démocratisation.

➔ BILAN

L'armée a tenu le premier rôle dans la transition démocratique portugaise. D'abord, ce sont des soldats et certains généraux, comme Antonio de Spínola, qui déclenchent la révolution des œillets qui met à bas la dictature. Ensuite, l'armée assure la transition politique en gouvernant à travers le Mouvement des Forces Armées. Pendant cette transition de deux ans, une nouvelle constitution est votée et les tentatives de coups de force de mouvements extrêmes sont repoussées. Enfin, des élections permettent aux citoyens de choisir leurs représentants politiques, et l'armée s'efface alors de la scène politique.

Pour aller plus loin

Pour ce tableau, il est important de mettre en avant la différence des mouvements déclencheurs : fin de la Seconde Guerre mondiale et action des Alliés en France et en Italie, rôle de la monarchie en Espagne, rôle de l'armée au Portugal. La transition grecque peut également être abordée.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

L'homme de Tian'anmen (1989), une image d'actualité ?

P. 66-67

Arrêt sur l'image : 1. Sur un seul plan, la photographie de Jeff Widener montre un homme, vêtu en civil et qui porte un simple sac à la main gauche, qui fait face à une colonne de quatre chars. Cette opposition inégale entre un homme seul et des tanks explique le

titre anglais de la photographie. L'aspect désert de la place, sur laquelle rien n'apparaît hormis cet homme et ces tanks, ni d'humain ni de matériel (à l'exception d'un lampadaire) est bien résumé par le titre français « L'homme de Tian'anmen ».

2. Le cliché de Terril Jones (doc 1), pris à hauteur d'homme, présente la scène telle que beaucoup d'acteurs présents ce jour-là ont pu la percevoir. En ce sens, elle est sans doute plus conforme aux perceptions de ceux qui étaient présents sur cette place. Toutefois, elle ne bénéficie pas de la force de la photographie de Jeff Widener. D'abord, « Tank Man » y apparaît mal, à l'arrière-plan, même si on devine sa pose impassible. Ensuite, le face-à-face avec les chars n'est pas clairement représenté. Enfin, la présence d'autres personnes, au premier plan, ainsi que de nombreux objets matériels (vélos, bulldozer, arbres) vient parasiter le face-à-face mis en lumière par Widener.

Arrêt sur son histoire : 3. Dans un entretien accordé à un journaliste de l'Agence France Presse, Jeff Widener décrit « Tank Man » comme un « soldat inconnu » de la démocratie. Il s'agit là d'une comparaison avec le Soldat inconnu de la Première Guerre mondiale enterré sous l'Arc de Triomphe, qui représente l'ensemble des soldats français tués pendant ce conflit. D'une part, cela s'explique par le fait que l'on ne connaît toujours pas l'identité de cet homme. D'autre part, cela s'explique par la forte dimension symbolique qu'il a acquise, en tant que combattant pacifique et courageux de la démocratie, à l'instar du soldat inconnu qui représente le sacrifice tout aussi courageux des soldats français.

4. Jeff Widener évoque une relation « d'amour-haine » avec sa photographie. Certes, ce cliché est l'un des plus connus au monde et il contribue à la célébrité et à la gloire de son auteur. Toutefois, sa force et sa notoriété sont aussi une source de difficultés car elles font passer cette photographie avant son auteur, et éclipsent le reste de son œuvre. L'auteur est en quelque sorte dépassé par son propre travail, qui lui échappe.

Arrêt sur sa portée politique : 5. La répression militaire sur la place Tian'anmen a sans doute fait plusieurs milliers de morts. Cela n'apparaît pas sur cette photographie, qui montre une place déserte, sans victimes ni même traces de violence (incendie, sang, destructions). En ce sens, elle ne rend pas compte de l'ampleur des violences commises. Néanmoins, le sens de cet événement, à savoir la violente répression militaire de manifestants pacifiques, est concentré dans l'opposition inégale d'un homme face à une colonne de chars.

6. Cette photographie reste d'actualité dans la mesure où des répressions violentes de manifestations démocratiques continuent d'avoir lieu dans le monde. La portée symbolique de ce cliché lui permet de dépasser le contexte particulier de sa prise, pour représenter toute répression de ce type. Par ailleurs, le document 2 montre que la notoriété du cliché lui permet d'être toujours utilisé par des militants démocrates, notamment en Chine.

OBJET CONCLUSIF

L'Union européenne et la démocratie

P. 74-75

➔ Réponses aux questions

1. Depuis 1979, l'élection des députés au suffrage universel direct dans l'Union européenne permet aux citoyens de choisir directement leurs représentants au Parlement européen, et d'exercer ainsi un contrôle sur le vote des normes européennes. De plus, les élections qui sont menées concomitamment dans tous les pays de l'UE permettent de faire émerger un espace de dialogue politique qui dépasse les frontières des États membres.

2. Les élections européennes de 2014 ont peu mobilisé les électeurs. Dans la majorité des États, moins d'un électeur sur deux est allé élire les députés européens. L'abstention, forte dans les grands États (Allemagne, France, Royaume-Uni) atteint parfois des niveaux très élevés : jusqu'à 87 % en Slovaquie. Toutefois, elle est inégale selon les pays : l'Italie, la Grèce, l'Irlande ou le Danemark ont des taux d'abstention bien plus modérés, tandis qu'il est marginal en Belgique où le vote est obligatoire.

3. En 2014, dans son dernier discours en tant que député européen, le franco-allemand Daniel Cohn-Bendit plaide pour un renforcement des pouvoirs de l'UE. Ce plaidoyer passionné heurte cependant la réalité d'une récente vague de votes nationalistes en Europe. De nombreux pays, notamment en Europe de l'est, sont gouvernés par des dirigeants nationalistes hostiles au transfert de compétences vers l'UE.

JALON 1

L'Union européenne : démocratie représentative et démocratie déléguée

P. 76-77

➔ Prélever et relier des informations

1. Le principe de la séparation des pouvoirs est appliqué dans l'UE où les différents pouvoirs sont exercés par des institutions différentes. Le Conseil de l'UE et le Parlement se partagent le pouvoir législatif, la Commission européenne, ainsi que le Conseil européen, exercent le pouvoir exécutif, tandis que le pouvoir judiciaire relève des juges de la Cour de justice. Dans ce système, le vote des citoyens est fondamental, puisque les titulaires du pouvoir législatif sont désignés par le vote, en ce qui concerne le Parlement, ou indirectement en fonction des élections nationales, pour le Conseil de l'UE.

2. L'initiative citoyenne européenne est une forme de démocratie déléguée. Cette procédure permet aux citoyens européens d'interagir avec les gouvernants pendant leur mandat. Il s'agit là d'un apport démocratique qui complète le système de démocratie représentative existant.

3. La critique des technocrates de Bruxelles vise surtout la Commission, dont les membres possèderaient des prérogatives importantes alors qu'ils ne sont ni élus ni responsables devant les citoyens. L'idée de technocratie sert aussi à dénoncer des experts supposément éloignés des réalités quotidiennes des citoyens.

4. Dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* en décembre 2018, un collectif de 120 intellectuels et responsables politiques de 16 pays différents propose notamment que le Parlement européen soit en capacité de voter un budget correspondant à 4 % du produit intérieur brut de l'Union. Ainsi, les marges de manœuvre et la légitimité de l'organe législatif seraient renforcées, tandis que les citoyens verraient concrètement les effets de ce budget, dans de nombreux secteurs : recherche, enseignement supérieur, accueil des migrants, etc.

→ BILAN

L'Union européenne a été construite sur un modèle démocratique. Ses institutions respectent le principe de séparation des pouvoirs, tandis que le vote des citoyens est décisif pour la désignation des gouvernants, même si ses effets sont parfois indirects. L'introduction de l'initiative citoyenne européenne renforce cet aspect démocratique. Toutefois, malgré cet idéal, de sérieuses limites existent. D'une part, une grande partie du pouvoir appartient à des experts non élus et parfois éloignés des réalités locales, dénoncés comme des « technocrates ». D'autre part, le budget de l'UE reste limité par rapport à la richesse produite, ce qui empêche les organes législatifs, et donc les citoyens, de disposer des marges de manœuvres qui seraient souhaitables.

Pour aller plus loin

Les outils numériques pourraient conduire à des formes de démocratie plus directes, en permettant aux citoyens de participer directement à la production des normes, à la prise de décision et au vote du budget. Ce pourrait être le cas dans les États comme dans l'UE. Toutefois, cela suppose une diffusion de l'information nécessaire aux citoyens, ainsi qu'une sécurisation de ces nouveaux outils face au risque de cyberattaque.

JALON 2

L'Union européenne face aux États P. 78-79

➔ Mettre les documents en relation

1. Le traité de Maastricht signé en 1992 a notamment limité la souveraineté des États membres sur les questions de politique monétaire. En effet, cette compétence est largement transférée des États vers l'UE, et plus précisément vers la Banque centrale européenne. Avec la mise en place d'une monnaie unique, l'euro, les États ont perdu un certain nombre de leviers de politique économique, comme la capacité de déprécier leur monnaie.

2. Lors des votes au Conseil de l'UE, trois modalités de détermination de la majorité existent. L'unanimité, difficile à atteindre, est réservée aux sujets les plus importants et les plus sensibles ; elle permet de protéger les intérêts de chaque État membre. La modalité la plus courante est la majorité qualifiée, qui pondère les voix de chaque État en fonction du nombre de ses habitants, ce qui permet de mieux prendre en compte le poids des citoyens. Enfin, la majorité simple est rarement utilisée, et sur des sujets de moindre importance, car elle accorde un poids égal à tous les États, quel que soit leur nombre d'habitants.

3. En 2017 puis en 2018, des procédures ont été engagées par l'UE contre deux de ses membres, la Pologne et la Hongrie, pour violation des droits de l'homme. Ces procédures se fondent sur l'article 7 du

traité sur l'Union européenne, qui permet d'aller jusqu'à la suspension du droit de vote d'un État où de telles violations sont caractérisées. L'engagement d'une telle procédure peut engendrer des tensions avec les gouvernants des États concernés, dont l'action politique se trouve limitée alors qu'ils ont été démocratiquement élus, mais également avec les citoyens de ses pays, qui peuvent s'estimer victimes de l'UE.

4. Ce dessin de presse représente Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, en train de tirer le drapeau de l'UE que tentent de déchirer deux chiens féroces, dont l'identité est révélée par la gamelle : la Pologne et la Hongrie. Cette caricature illustre le bras de fer entre les institutions européennes et certains États membres, notamment en Europe de l'est, sur les questions relatives aux droits de l'homme et à des libertés fondamentales. Le caricaturiste semble plutôt hostile à l'attitude de ces deux États représentés par des molosses.

→ BILAN

L'ancien président de la Commission Jacques Delors avait employé l'expression de « fédération d'États-nations » pour définir l'UE. Cette formule trouve à s'appliquer dans la mesure où l'UE a institué un fonctionnement d'inspiration fédéral sur certaines politiques, notamment sur la politique monétaire, confiée à la Banque centrale européenne. Dans le même temps, les États-nations n'ont pas disparu : leur poids démographique est pris en compte dans les procédures européennes grâce au système de la majorité qualifiée, tandis que chacun possède un droit de veto lors des décisions prises à l'unanimité. Toutefois, cet équilibre est toujours susceptible d'être remis en question, notamment lors de conflits ouverts entre certains États et les institutions européennes, comme cela s'est produit avec la Pologne puis la Hongrie ces dernières années.

Pour aller plus loin

En cas de conflit entre l'UE et un État membre, un conflit de légitimité va naître. A priori, les gouvernants d'un État sont élus plus directement par leurs concitoyens, et ils incarnent la souveraineté nationale. Néanmoins, l'UE porte aussi des valeurs démocratiques, parfois même lorsque ces valeurs sont menacées dans des États membres (Pologne, Hongrie). Le plus démocratique serait peut-être de laisser les citoyens trancher de tels désaccords.

JALON 3

L'Union européenne face aux attentes des citoyens P. 80-81

➔ Prélever et relier des informations

1. Lors du référendum organisé en France en 2005 pour soumettre le projet de Constitution européenne au vote des citoyens, différents arguments ont été avancés. Sur l'affiche du parti écologiste, un vote en faveur de la Constitution est demandé « pour qu'une autre Europe soit possible ». Paradoxalement, un argument similaire est avancé pour défendre une position inverse sur l'affiche du parti communiste français, qui souhaite que « ça change en France et en Europe ». Les partis de gauche avaient des positions divergentes sur ce sujet, tout comme ceux de droite.

2. En 2015, lors de la crise économique grecque, le président de la Commission européenne déclare à un journaliste qu'il « ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » Selon

lui, certaines situations ne peuvent pas changer à moins d'un accord unanime de l'ensemble des États membres. Si les traités européens incarnent une forme d'État de droit, on voit qu'ils peuvent s'opposer aux volontés des citoyens.

3. Le sondage réalisé par le Parlement européen en 2016 montre qu'une grande majorité d'Européens a le sentiment de vivre dans une société démocratique, c'est-à-dire où un ensemble de libertés individuelles et collectives sont garanties. Toutefois, beaucoup de sondés se méfient du mode de fonctionnement politique de l'UE, qui apparaît moins démocratique, sans doute en raison de l'éloignement des gouvernants par rapport aux citoyens, ainsi que du rôle des experts non élus.

4. Le vote des Britanniques en faveur du retrait de leur État hors de l'UE a été différemment interprété. François Jost, dans un article de 2016 (doc 4), y voit un « semblant de démocratie », en raison de la participation limitée : en fin de compte, 36 % des électeurs ont pris cette décision cruciale. Ce type d'analyse est dénoncé par Anne-Cécile Robert (doc 5), qui souligne que de nombreux dirigeants dénoncent le résultat de référendums lorsqu'il ne correspond pas à leurs attentes, ce qui est une façon de nier la souveraineté populaire et le droit des citoyens à choisir directement certaines orientations politiques.

→ BILAN

L'UE apparaît sans contestation comme un espace permettant le développement d'une société démocratique, comme le montre le sondage organisé par le Parlement européen. C'est aussi un espace où de nombreuses procédures démocratiques sont organisées, comme des référendums décisifs pour l'évolution de l'Union : en 2005 en France ou en 2016 au Royaume-Uni par exemple. Pour autant, on peut parler d'une certaine forme de crise démocratique, dans la mesure où, lorsqu'ils sont appelés à s'exprimer, les citoyens votent souvent contre les évolutions de l'UE souhaitées par les dirigeants. De plus, ces votes sont ouvertement critiqués par certains gouvernants. Cela explique sans doute pourquoi de nombreux citoyens sondés expriment une méfiance envers le fonctionnement politique de l'UE, jugé peu démocratique.

BIBLIOGRAPHIE – SITOGRAPHIE

Introduction et Axe 1

Une actualisation du sujet : comment les démocraties contemporaines sont mises à l'épreuve et doivent évoluer.

MÉNY Y., *Imparfaites démocraties. Frustrations populaires et vagues populistes*, Presses de Sciences Po, 2019.

Une synthèse sur le sujet, en écho aux questionnements contemporains sur la démocratie.

MOSSÉ C., *Regards sur la démocratie athénienne*, Perrin, 2013.

Un auteur de référence sur l'histoire des systèmes démocratiques, de la démocratie française et de leurs enjeux actuels. De nombreux articles ou entretiens disponibles en ligne, utiles pour tout le thème.

ROSANVALLON P., *Le Bon Gouvernement*, Le Seuil, 2015.

« Écrire une histoire générale de la démocratie », dans *Participations* 2011/1 (N° 1), pages 335 à 347.

La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France, Gallimard, Folio Histoire, 2003.

Un regard extra-européen sur la démocratie et sur son universalité.

SEN A., *La Démocratie des autres : pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Rivages poche, 2006.

Sitographie

Pour l'actualité et l'essentiel de la vie publique : des rubriques comme Panorama des lois, Découverte des institutions, Accès thématiques ou Quizz offrent de nombreux repères et ressources.

www.vie-publique.fr

Pour mesurer les degrés et types de démocratie : le site offre des indicateurs pour tous les pays de 1789 à nos jours, avec critères et mises en forme variés, graphes, statistiques...

www.v-dem.net/fr/

Axe 2 et Objet conclusif

ALONSO J., *La transition en Espagne 1975-1986*, Atlande, 2012.

BENNASSAR B., (dir.), *Histoire des Espagnols*, tome II, Broché, 2011.

VILAR P., *Histoire de l'Espagne*, Que sais-je, 2017.

CASTILLO E., *Chili, 11 septembre 1973 : la démocratie assassinée*, Serpents à plumes, 2003.

GAUDICHAUD F., *Chili 1970-1973 : mille jours qui ébranlèrent le monde*, 2013.

LÉONARD Y., *La révolution des œillets (1974)*, 2003.

Un ouvrage polémique de référence dans la critique de la démocratie libérale

CHOMSKY N., *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Agone, 2008.

Sur l'Union européenne

Manuels de l'enseignement supérieur

LESCOT C., *Organisations européennes*, Larcier, 2018.

LESCOT C., *Questions européennes*, « Actu concours », Ellipses, 2018.

Un ouvrage polémique sur la supposée faiblesse géopolitique de l'UE

KAGAN R., *La puissance et la faiblesse*, Hachette, 2006.

Un bel ouvrage littéraire sur l'idéal européen

STEINER G., *Une certaine idée de l'Europe*, Actes Sud, 2005.

Sitographie

Sites utiles sur l'Union européenne

www.euractiv.fr

<https://www.touteurope.eu/l-actualite-en-europe.html>

Un site qui recense des actualités et des communiqués de presse, utile pour travailler les sujets mais difficile à réutiliser immédiatement

https://europa.eu/newsroom/home_fr

Le site de la fondation Schuman, qui propose des rapports et des notes de lectures de bon niveau

<https://www.robert-schuman.eu/fr/>

THÈME 2

ANALYSER LES DYNAMIQUES DES PUISSANCES INTERNATIONALES

INTRODUCTION

Première approche

P. 90-91

➔ Objectifs

- Identifier les attributs permettant de définir la puissance
- Distinguer la puissance et une puissance
- Identifier les différentes puissances dans le monde aujourd'hui et leur hiérarchie

➔ Découvrir le thème

1. La carte et sa légende identifient les éléments qui permettent à un État d'être considéré comme une puissance : une situation d'hégémonie, la capacité d'être le rival d'une autre grande puissance, la possession d'un immense territoire avec d'importantes ressources naturelles, l'ancienneté de la puissance, l'influence, la possession de réserves importantes de matières premières énergétiques.
2. L'indice de puissance de la France (32,2) est supérieur à celui de l'Italie (21,8) et de l'Inde (22,7). La France est au 4^e rang derrière les États-Unis, la Chine et la Russie, alors que l'Inde se classe au 11^e rang, suivie de l'Italie au 12^e rang. Or la carte ne permet pas de distinguer l'écart entre la France et les deux autres pays et la proximité de l'indice de puissance de l'Inde et de l'Italie car la légende et le choix des aplats de couleurs ne le montrent pas. Ainsi, la carte peine à rendre visible la hiérarchie des puissances et encourage ainsi à maintenir une vision occidentalo-centrée du monde dans laquelle la puissance de la Chine se définit par la rivalité avec les États-Unis et où la puissance de l'Inde semble plus proche de celle du Brésil et de l'Argentine que de celle des pays européens.
3. Les États-Unis sont aujourd'hui le seul État du monde à être capable à la fois « d'influencer [les affaires] des autres par l'exemple ou par la pression » et de « peser sur les questions internationales, en les posant, en leur apportant une solution ». La carte rappelle la puissance exceptionnelle des États-Unis dont l'indice est de 76,3 quand celui de la Chine, pourtant classée deuxième, n'est que de 45,5. Le document 1 témoigne de leur capacité à intervenir partout dans le monde. Si l'hégémonie est la domination exclusive qu'exerce un État sur d'autres, les États-Unis peuvent donc être qualifiés d'hégémoniques.

Les clés du thème

1. La puissance diplomatique et militaire

P. 92-93

➔ Objectifs

- Définir la puissance diplomatique et militaire en identifiant en quoi elle relève du *hard power*
- Identifier les conditions nécessaires pour l'exercice d'une puissance militaire et diplomatique
- Identifier les principales puissances militaires et diplomatiques du monde

➔ Des pistes pour vous aider

1. La puissance militaire d'un pays se mesure par la capacité à produire plus d'armes que les autres, à posséder plus d'avions, de navires, de porte-avions et de sous-marins et à pouvoir mobiliser plus de ressources pour financer l'effort d'armement et l'effort de guerre (doc 1). Elle peut également s'apprécier au nombre de bases militaires possédées dans le monde et d'alliés (doc 4), ainsi que par l'importance des interventions militaires extérieures (doc 2). Enfin, la puissance militaire se manifeste par la détention de l'arme nucléaire qui assure une dissuasion renforçant l'indépendance des États face aux contraintes militaires étrangères (doc 4).
2. La puissance diplomatique d'un État dépend de sa capacité à mener des actions pour résoudre des crises majeures, à nouer des relations avec d'autres États. Elle tient aussi à son pouvoir dans les organisations internationales et à sa présence dans les grandes conférences internationales. Ainsi, le document 2 témoigne du renforcement de l'influence de la France au Mali, après avoir réussi à éviter la prise de la ville de Bamako par les rebelles islamistes grâce à l'opération Serval. Le document 3, en décrivant la tenue d'une conférence internationale permet d'identifier les pays moyen-orientaux plus ou moins concernés par le conflit et les pays présents du fait de leur puissance internationale et de leurs ingérences au Moyen-Orient. (États-Unis et Russie). Le document 4 permet de distinguer 5 pays qui possèdent un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU leur accordant ainsi un droit de veto de fait dans cette instance de l'ONU.
3. Une intervention rapide et efficace d'un État à l'étranger suppose un déplacement facile de ses armées. À ce titre, la possession d'un porte-avions semble aujourd'hui indispensable à toute puissance soucieuse d'intervenir sur des théâtres extérieurs. Seuls 8 pays en possèdent en comptant également les porte-aéronefs. La possession et/ou la mise à disposition de bases militaires permettent également d'organiser des interventions militaires extérieures.

4. Les puissances militaires et diplomatiques des États-Unis, de la France et de la Chine reposent sur un certain nombre d'attributs communs. Ce sont des puissances nucléaires, membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. Ils possèdent au moins un porte-avions et des bases militaires à l'étranger (même si le document 4 ne présente pas les bases françaises), leur permettant de conduire des opérations militaires. Toutefois, la puissance des États-Unis est beaucoup plus importante que celle des deux autres pays. Leur budget militaire dépasse le montant cumulé des 9 suivants. Il est 4 fois supérieur à celui de la Chine et 16 fois supérieur à celui de la France. Ils possèdent beaucoup plus de navires de guerre, de porte-avions et de bases maritimes dans le monde, manifestation d'une thalassocratie incontestable.

5. La principale limite de la puissance militaire mise en évidence par le document 5 est la grande difficulté des grandes puissances à se sentir en sécurité sur leur propre territoire du fait notamment du développement des actes terroristes et de la grande difficulté à intervenir rapidement et victorieusement à l'étranger. Ainsi, les États-Unis, malgré son premier budget militaire au monde, n'ont pas pu éviter les attentats du 11 septembre 2001 et ont eu le plus grand mal à stabiliser la situation en Irak et en Afghanistan après leur intervention dans ces deux pays.

➔ Atelier esprit critique

- Au regard de la réflexion sur la « guerre juste » qui s'est progressivement construite depuis le Moyen Âge, le terrorisme ne peut pas être assimilé à une guerre.
- Comparé aux grands conflits interétatiques du xx^e siècle, comme la Première et la Deuxième Guerre mondiale, le terrorisme ne peut en aucun cas être comparé à une guerre.
- Au regard de la législation qui s'est construite au xx^e siècle pour fixer des règles de la guerre et définir la notion de crime de guerre, le terrorisme ne peut pas être assimilé à une guerre.
- Les grandes puissances occidentales ont multiplié les guerres asymétriques depuis la deuxième moitié du xx^e siècle (guerres coloniales, guerres du Vietnam, intervention des États-Unis en Irak et en Afghanistan...).
- Les guerres au xx^e siècle sont de plus en plus idéologiques, tant dans leurs origines que dans leurs modalités de mobilisation des combattants (cf. les analyses de Samuel Huntington et de Francis Fukuyama sur l'évolution de la guerre depuis le xviii^e siècle). Le terrorisme est souvent motivé par des considérations idéologiques.

Les clés du thème

2. La puissance économique

P. 94-95

➔ Objectifs

- Définir la puissance économique en distinguant la capacité à produire plus de richesses et à rayonner davantage
- Identifier en quoi la puissance économique participe au *hard power*
- Identifier les principales puissances économiques du monde

➔ Des pistes pour vous aider

1. Entre 2010 et 2017 les PIB des États n'ont pas tous connu la même évolution. Dans deux pays, les PIB ont reculé (la France et le Japon). Dans d'autres territoires, ils ont connu une faible croissance (l'Union

européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni et dans une moindre mesure les États-Unis). Enfin, dans les autres pays, ils ont fortement augmenté (Chine, Inde, Brésil). Ce sont ces trois États qui ont une puissance que l'on peut qualifier d'émergente. Ils ont moins été touchés par la crise de 2008 que les PDEM.

2. Le rayonnement économique d'un pays dépend d'abord de sa capacité à émettre et à recevoir des flux de marchandises (doc 1), des flux de capitaux, comme des IDE (doc 3). Il est souvent dépendant de la détention de centres d'impulsion de l'économie mondiale comme des FTN ou des places boursières qui jouent un rôle important. Enfin, la capacité à faire la conquête de nouveaux marchés, où vendre ses productions et réaliser des investissements, s'avère être déterminante pour maintenir ce rayonnement (doc 2).

3. Le dossier permet d'identifier plusieurs acteurs de la puissance économique d'un État. L'État, comme autorité légitime s'exerçant sur un territoire et une population, joue un rôle déterminant. Il peut mettre sa politique étrangère au service de son rayonnement économique par une diplomatie lui permettant de faire la conquête de marché (doc 2). Il peut également financer une partie de la recherche et développement et donner ainsi un avantage très important à son espace productif dans un monde où la compétitivité passe notamment par la capacité à innover (doc 2). Les FTN sont également des acteurs majeurs de la puissance économique d'un pays. Par les IDE qu'elles réalisent, elles participent au rayonnement économique d'un pays (doc 4). Par ailleurs, elles sont des centres d'impulsion majeurs dont le chiffre d'affaires est parfois supérieur au PIB de certains États (doc 3). Elles participent également à la création de richesses d'un État, facilitant le financement de la recherche et développement qui permet de maintenir la compétitivité d'un espace productif. Enfin, les bourses, les compagnies financières, et les banques participent à la puissance financière d'un État (doc 4).

4. La puissance financière d'un État dépend de sa capacité à polariser des flux de capitaux. Il doit davantage attirer et émettre d'IDE que ses concurrents. Il doit également être un pays dans lequel la capitalisation boursière est importante.

5. La puissance économique d'un État est une condition nécessaire à toutes les autres manifestations de sa puissance. Ainsi, les États-Unis aujourd'hui sont à la fois la première puissance militaire et la première puissance économique (1^{er} PIB du monde, 2^e pays exportateur du monde, 1^{er} rang pour le nombre de FTN classées parmi les 500 premières, 1^{re} puissance financière du monde pour les IDE et la capitalisation boursière). Par ailleurs, un pays comme la Chine, qui a connu une importante croissance de son PIB au cours des dernières années, devient une puissance militaire capable d'un effort budgétaire exceptionnel pour la modernisation de son armée comme l'atteste l'inauguration du deuxième porte-avions (doc 5).

➔ Atelier recherche

- Penser à utiliser le site Internet de la FTN ainsi qu'une autre source pour en critiquer le contenu.
- Utiliser également le classement Fortune Global 500 (<http://fortune.com/global500>) pour trouver des informations sur cette FTN et la comparer aux autres.
- Pour réaliser le croquis :
 - localiser le siège social de la FTN
 - faire une typologie des États par nombre de filiales ou de sociétés affiliées (figurés de surface)
 - placer les flux de capitaux et les flux de marchandises (entre les espaces de production et les espaces de commercialisation)

3. L'influence au cœur de la puissance

P. 96-97

➔ Objectifs

- Définir le *soft power*
- Comprendre en quoi l'influence culturelle est un *soft power*
- Identifier les différentes formes de l'influence d'un État
- Définir le *smart power*

➔ Des pistes pour vous aider

1. Les États peuvent développer leur influence dans le monde en pesant sur les grandes décisions internationales par des initiatives particulières. Ainsi, lors de la COP 21, la France a joué un rôle très important pour aboutir à une solution. De même, lors de la sortie des États-Unis de l'accord de Paris, l'initiative d'Emmanuel Macron, avec son discours en anglais, s'inscrit dans cette même logique (doc 1). L'État peut ainsi peser sur l'agenda international (*agenda setting* pour Joseph Nye). Ensuite, un État peut développer son influence en diffusant sa culture dans le reste du monde, que ce soit ses productions culturelles, comme des films (doc 2), ou sa langue (doc 3). Il peut ainsi espérer devenir un modèle (*attraction* pour Joseph Nye). Il peut également se rendre indispensable en aidant un certain nombre d'autres pays dans le monde, développant ainsi son *civilian power*, à l'instar du Japon (doc 5). Enfin, un État peut également « organiser les règles de gouvernance mondiale, à faire partager ses vues aux autres, jusqu'à faire pencher la décision du groupe en sa faveur » (*co-opt* pour Joseph Nye) (doc 4), but recherché par le président Emmanuel Macron avec son discours de juin 2017 (doc 1).

2. L'État est le premier acteur qui permet de développer l'influence d'un pays. Il peut financer la diffusion de l'enseignement de sa langue et de sa culture par le biais du financement d'un réseau culturel à l'étranger (doc 3). Par les initiatives de ses dirigeants, il peut développer la capacité à « peser sur l'agenda international » et être un acteur déterminant de la « codécision ». Enfin, en développant l'aide publique au développement, cet État peut développer le *civilian power*. Les entreprises privées de production de biens culturels peuvent également participer au développement de l'influence d'un État. Ainsi, les producteurs de films et les studios de cinéma peuvent être considérés comme des acteurs de la « séduction » d'un État (Hollywood, Bollywood, Nollywood, doc 2).

3. L'indice Softpower30 est en partie conforme à la définition de J. Nye car il prend en compte l'opinion internationale d'un pays qui est le résultat de l'*attraction*, l'*agenda setting* et le *co-opt* d'un État. Il intègre également le réseau diplomatique, acteur indispensable des trois composantes du *soft power*. Il retient d'autres critères comme l'influence numérique ou la perception de l'accueil des touristes étrangers, qui participent certes de l'*attraction* d'un État, mais qui sont moins directement liés aux trois attributs du *soft power*. Si la France occupe les premières places de classement (5^e en 2016, 1^{er} en 2017 et 2^e en 2018), c'est parce qu'elle possède l'*attraction*, l'*agenda setting* et le *co-opt*. La variation de sa place au cours de ces trois années est liée au changement de président de la République en 2017 en France et à l'image internationale fort dégradée du président Donald Trump, qui ont permis à la France de développer une forme d'influence.

4. Le dossier documentaire permet d'identifier deux États capables de *smart power* : les États-Unis et la France. Leur puissance militaire et diplomatique identifiée par le dossier précédent s'accompagne d'une influence culturelle (cinéma hollywoodien, Alliances françaises et Instituts français dans le monde), d'une capacité à peser sur l'agenda international (organisation, participation et retrait de la COP21 et des accords de Paris). Ce que ne montre pas le dossier documentaire, c'est l'usage raisonné du *hard power* afin de rendre possible le développement d'un *soft power* sur lequel doit reposer de plus en plus la puissance d'un État.

➔ Atelier débat

- Quelques arguments « pour » : une temporalité différente des effets de la force (courte) et de la séduction (longue) ; la supériorité de l'adhésion volontaire à la puissance d'un autre sur la contrainte ; la séduction, amenant à intérioriser les valeurs et les normes d'une autre culture, peut conduire à agir conformément aux attentes de la puissance porteuse de ces normes et de ces valeurs, sans que cette dernière soit obligée d'exercer la moindre contrainte.
- Quelques arguments « contre » : l'absence d'homogénéité culturelle d'une population d'un État, poussant une partie de la population à être plus ou moins sensible à cette séduction ; la force peut toujours s'imposer, dès que l'on possède les moyens de la mettre en œuvre, contrairement à la séduction qui ne dépend pas uniquement de la volonté de l'État qui tente de l'imposer.

QCM

P. 99

1. b. ; 2. a. ; 3. b. ; 4. a. ; 5. b. ; 6. b. ; 7. b. ; 8. a. ; 9. b. ; 10. b.

AXE 1

Essor et déclin des puissances : un regard historique

P. 100-101

➔ Réponses aux questions

1. La volonté de conquête est mise en scène par l'attitude de Bonaparte (conquérant, doigt en l'air) qui n'hésite pas à avancer malgré les dangers (cheval qui se cabre, orage à l'horizon). Le fait également de choisir de représenter la scène sur une forte pente donne à penser que quels que soient les obstacles, ils seront franchis.
2. Napoléon seul sur le bateau regarde au loin l'œil noir, mains dans le dos, bedaine en avant. Même ses fidèles qui l'accompagnent n'osent s'approcher (regards fuyants, baissés).
3. Les deux tableaux représentent l'ascension d'une puissance et aussi l'ascension d'un homme et son déclin. À gauche, un jeune homme fougueux est prêt à tout pour conquérir sans fin, à droite, un homme qui a tout perdu et pour son pays et pour lui-même observe au loin sur le pont du bateau qui l'emmène en un exil éternel.

JALON 1

Essor et déclin de l'Empire ottoman

P. 102-103

➔ Objectifs

- Localiser et dater la construction progressive de l'Empire ottoman
- Identifier les acteurs qui ont fait la puissance de l'Empire ottoman
- Identifier les facteurs et les manifestations du déclin de l'Empire ottoman

➔ Prélever et relier des informations

1. L'Empire ottoman s'étend sur trois continents (Afrique, Asie et Europe) sous Soliman Le Magnifique (1520-1566), du Yémen à la Bosnie, de la Tunisie au Kurdistan. Le sultan, sunnite, gouverne un empire dans lequel se trouvent également des musulmans chiites, des chrétiens et des juifs. La population est composée d'une multiplicité d'ethnies : Turcs, Albanais, Arabes, Arméniens, Berbères, Hongrois, Kurdes, Persans, Roumains, Slaves, Tatars et Tziganes.
2. Cet Empire se met en place et se maintient tout d'abord grâce à des victoires militaires et des conquêtes. Jusqu'en 1571, les Ottomans parviennent à multiplier les victoires : en Anatolie, en Thrace puis au-delà, dans la péninsule balkanique. Les défaites ne mettent pas fin à l'extension de leur empire : l'année de la défaite navale de l'Empire ottoman à Lépante en 1571, Chypre devient ottomane la même année et Tunis tombe en 1574. La puissance ottomane semble encore intacte à la fin du xvi^e siècle et l'empire s'étend encore au xvii^e siècle. La puissance de l'empire réside également dans le pouvoir du sultan et dans son rapport à l'Islam. Comme l'écrit Olivier Bouquet, « aux yeux des musulmans de son temps, il tire son prestige du fait qu'il a réuni la communauté musulmane et repris la conquête des terres infidèles ». Le sultan contrôle également les trois principales villes saintes de l'Islam, La Mecque, Médine et Jérusalem, intégrées dans l'Empire ottoman.
3. L'Empire ottoman rencontre des difficultés intérieures. Certains territoires échappent peu à peu à l'autorité du sultan. Le document 4 évoque l'indépendance de la Grèce en 1820, la tentative de Méhémet-Ali en Égypte de construire un pouvoir fort opposé à Constantinople. Le document 5 rappelle également que la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et le Monténégro sont devenus des États souverains en quittant l'Empire ottoman. Il rencontre également des difficultés extérieures, ne parvenant plus à contrer l'influence grandissante des États européens qui se lancent dans des conquêtes coloniales.
4. L'Empire ottoman disparaît dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Vaincu à l'issue du conflit, il perd une partie de ses territoires qui deviennent des mandats confiés à la France et au Royaume-Uni (Transjordanie, Irak, Syrie, Liban, Palestine) par la SDN. Le traité de Sèvres réduit la présence turque en Anatolie, ce qui provoque un soulèvement armé des Turcs menés par Mustapha Kemal qui parvient à imposer aux Européens un nouveau traité, le traité de Lausanne de 1923. Fort de la légitimité que lui donne la guerre d'indépendance, Mustapha Kemal s'impose comme l'homme fort du pays. Il obtient, avec l'aide de la Grande Assemblée, la fin du sultanat en 1922 et du califat en 1924. La République est proclamée en 1923.

➔ BILAN

Le déclin et la disparition de l'Empire ottoman sont étroitement liés à son incapacité à mobiliser ses ressources afin de lutter contre les nouvelles puissances européennes. La force du sentiment national en Europe explique tout d'abord la création d'États-nations par des populations qui refusent de rester soumises au sultan qui ne parvient pas à contenir leur revendication d'indépendance. Par ailleurs, les grandes puissances coloniales de l'époque, à la recherche de nouveaux territoires à coloniser en Afrique et au Proche-Orient participent au démantèlement progressif de l'Empire. Enfin, les puissances européennes victorieuses de la Première Guerre mondiale profitent des traités de paix, et notamment du traité de Sèvres de 1920, pour anéantir la puissance de l'Empire ottoman et récupérer de nouveaux territoires coloniaux (les mandats). C'est cette décision qui pousse les Turcs à se soulever, à fonder une République et à mettre définitivement fin à l'Empire ottoman.

Pour aller plus loin

- Le sentiment national dans les États-nations est très fort. Il peut se manifester par un nationalisme plus ou moins belliciste qui permet de mobiliser des énergies de manière plus efficace que dans les empires.
- Les empires sont fragilisés par les revendications de certains peuples qui souhaitent constituer des États-nations et n'acceptent plus de demeurer dans un empire multinational.
- Certains États-nations européens comme le Royaume-Uni et la France ont connu une importante croissance économique suite à une industrialisation qui leur a permis de se doter d'une puissance militaire incomparable.

JALON 2

La Russie après l'URSS : le déclin sous l'ère Eltsine

P. 104-105

➔ Objectifs

- Identifier les difficultés économiques de la Russie dans les années 1990
- Identifier la perte de puissance de la Russie comparée à celle de l'URSS
- Dresser un bilan des présidences de Boris Eltsine

➔ Mettre des documents en relation

1. « L'empire soviétique » est composé de plusieurs territoires. Il comprend d'abord les 15 Républiques qui composent l'URSS. Il intègre également les démocraties populaires d'Europe orientale pendant la Guerre froide. Il repose à la fois sur une organisation politique fédérale, celle de l'URSS, et sur la constitution d'un bloc fait d'alliances militaires et économiques entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est.
2. La Russie rencontre de nombreuses difficultés intérieures pendant les années 1990. Tout d'abord, l'économie russe connaît un recul important, le PIB et les investissements déclinant jusqu'à la fin des années 1990. (doc 4). Par ailleurs, la Russie connaît des tentations indépendantistes en Tchétchénie qu'elle doit réprimer par la force (doc 2). Enfin, dans le document 5, la société russe est décrite comme « éclatée et paupérisée ».

3. La puissance militaire et diplomatique de la Russie est en déclin dans les années 1990. L'armée russe peine tout d'abord à rétablir l'ordre sur son propre territoire, en Tchétchénie. Elle doit user d'une grande violence pour s'imposer (doc 2). Ensuite, la Russie semble assez peu peser dans les affaires européennes : « elle assiste impuissante à l'élargissement de l'OTAN, à la guerre du Kosovo contre la Serbie et de la mise en place d'un système de défense antimissile qui, selon elle, porte atteinte à la crédibilité de sa dissuasion » (doc 5). Au même moment, la signature du traité de Maastricht, à l'origine de l'Union européenne, marque un renforcement de la construction européenne, qui se dote notamment d'une dimension politique qui faisait défaut à la CEE (doc 5).

→ BILAN

La Russie soviétique était la principale république de l'URSS. Elle était la plus étendue, la plus peuplée et possédait sur son territoire la capitale de la fédération. Elle était souvent assimilée à l'URSS et jouissait de la superpuissance soviétique qui s'était construite pendant la Guerre froide. Depuis 1991, la Russie peine à maintenir une puissance comparable à celle de l'URSS. Son économie est beaucoup moins dynamique et ses difficultés économiques et politiques la fragilisent, l'empêchant de maintenir une puissance internationale aussi importante qu'avant. Cette difficulté est d'autant plus marquée qu'au même moment les États-Unis s'imposent comme une hyperpuissance qui parvient à intégrer à l'OTAN des pays qui appartenait à « l'empire soviétique » avant 1991. Quant aux pays européens occidentaux, ils paraissent plus unis face à la Russie depuis la mise en place de l'Union européenne en 1992.

JALON 3

Le renouveau de la puissance russe : l'ère Poutine

P. 106-107

→ Objectifs

- Identifier l'amélioration de la situation économique et ses limites depuis 1999
- Décrire et expliquer le renouveau de la puissance russe
- Identifier le rôle de Vladimir Poutine dans ce renouveau

→ Interpréter des documents

1. Pour Vladimir Poutine, la Russie doit renouer avec sa grandeur passée, qu'elle soit tsariste ou soviétique. Ainsi, en 2007, il rappelait que « la Russie a une histoire millénaire et, pratiquement, elle a toujours eu le privilège de pratiquer une politique extérieure indépendante. » La quête d'une indépendance militaire et économique est au cœur de la politique menée par le président russe. Lorsqu'il fustige en 2013 « les pays occidentaux [qui] refusent les principes éthiques et l'identité traditionnelle : nationale, culturelle, religieuse ou même sexuelle », il cherche dans la culture russe passée une référence identitaire, fondement d'une puissance qui doit permettre à la Russie de se distinguer d'un Occident pensé comme décadent.

2. La Russie multiplie les alliances économiques et militaires avec les pays asiatiques : OTSC, OCS, UEAA. Ce « pivot asiatique » de la puissance russe doit se comprendre à la fois comme une prise en compte par le pouvoir russe d'un basculement géopolitique marqué par l'affirmation de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde.

La Russie doit en effet à la fois multiplier les liens avec ces États pour profiter du réservoir de croissance économique que constituent ces relations et veiller à ne pas laisser l'Asie centrale à l'influence des Chinois et des Indiens. Ce « pivot asiatique » est également la conséquence des difficultés de la Russie avec les Occidentaux.

3. La situation économique de la Russie depuis 2000 est meilleure que dans les années 1990. Les taux de croissance économique sont bien plus élevés, même s'ils sont marqués par une irrégularité importante. La part des échanges dans le PIB a diminué, ce qui laisserait à penser que la Russie est un peu moins dépendante de la rente des hydrocarbures qu'auparavant. Toutefois, cette chute correspond à une baisse du cours des hydrocarbures et de la demande mondiale ; par ailleurs elle accompagne un ralentissement de la croissance économique russe. Elle n'est donc pas la manifestation d'une amélioration structurelle de la situation économique russe.

4. En Occident, la puissance russe connaît un certain nombre de limites. Des pays qui appartenaient à l'ex-empire soviétique sont devenus des pays membres de l'OTAN. Ils sont donc désormais hors de la zone d'influence de la Russie. C'est pourquoi la Russie a développé un effort d'armement important pour protéger sa frontière occidentale. Par ailleurs, la Russie veille à conserver son influence dans son voisinage proche. Ainsi, elle n'hésite pas à intervenir dans les affaires intérieures de l'Ukraine et à annexer une partie de son territoire, la Crimée, en 2014. Ainsi, la Russie rappelle aux Occidentaux qu'ils doivent compter avec la Russie, de retour sur la scène internationale. Par ailleurs, elle tente de développer un *soft power* en utilisant notamment *Russia Today* et *Sputnik*.

→ BILAN

La puissance russe se renouvelle partiellement depuis 2000. Certes, la Russie est redevenue une grande puissance militaire et diplomatique, capable d'intervenir en Syrie, de se réarmer, de modifier les frontières en Europe et de nouer des relations privilégiées avec de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde. Toutefois, ce renouveau repose sur une économie fragile encore trop dépendante de la rente des hydrocarbures et dont la croissance économique reste trop fluctuante. Par ailleurs, cette puissance reste inférieure à celle des États-Unis et elle ne fait pas de la Russie une puissance aussi importante que l'était l'URSS pendant la Guerre froide.

Pour aller plus loin

- La puissance militaire de la Russie reste très inférieure à celle des États-Unis mais elle est encore plus importante que celle de la Chine.
- La puissance économique de la Russie est très inférieure à celle des États-Unis et de la Chine.
- Le *soft power* de la Russie est très inférieur à celui des États-Unis.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

Lénine, après la chute

P. 108-109

Arrêt sur l'image : 1. Cette statue a été déboulonnée en Ukraine le 30 septembre 2016. Cette décision peut s'expliquer par le refus de l'ingérence russe en Ukraine depuis les années 2000.

Arrêt sur son histoire : 2. Des monuments à la gloire de Lénine ont été construits en URSS car Lénine est le fondateur de l'URSS et le marxisme-léninisme est devenu sous Staline l'idéologie officielle

du régime. La carte postale date de 1970, décennie souvent considérée comme l'apogée de la puissance soviétique pendant la Guerre froide.

3. Leur déboulonnage a commencé dès la fin de l'URSS mais s'est poursuivi au gré du refus des ingérences russes depuis 1991.

Arrêt sur sa portée politique : 4. Les habitants d'Ukraine n'ont pas tous le même rapport aux déboulonnages des statues. Certains le regrettent car ils insistent sur la dimension patrimoniale de statues qui ont fait l'identité et l'histoire de ces territoires. D'autres s'en réjouissent, car elles symbolisaient la domination russe sur l'Ukraine.

5. Les statues de Lénine sont des marqueurs du passé soviétique. Elles rappellent la primauté de l'idéologie marxiste-léniniste dans l'Ukraine soviétique. Elles symbolisent également la présence russe. Elles peuvent toutefois aussi rappeler à certains Ukrainiens une époque où la grandeur de l'URSS rejaillissait sur celle de l'Ukraine.

AXE 2

Les formes indirectes de la puissance

P. 116-117

➡ Réponses aux questions

1. Les deux photographies montrent la présence « d'étrangers » sur un territoire national : une entreprise américaine en Chine et des étudiants chinois sur le territoire américain (costumes de diplômés d'universités américaines). Dans les deux cas, la possibilité pour un pays d'avoir à l'étranger des acteurs sociaux représentatifs montre l'existence d'une capacité à influencer les pays étrangers.

2. Ces situations peuvent paraître anodines car on pourrait n'y voir qu'un simple phénomène d'internationalisation des entreprises ou de circulation des étudiants dans le monde, sans tenir compte des nations et des États qu'ils représentent.

3. Dans chaque situation, certains acteurs locaux ont manifesté un rejet de la présence étrangère, perçue comme une ingérence dans l'histoire ou la culture nationale. Certains Chinois ont vu d'un mauvais œil la transformation d'un lieu patrimonial en lieu commercial estampillé « États-Unis ». Certains Américains ont ressenti comme une menace culturelle l'existence d'une population croissante d'étudiants et d'institutions chinoises dans le pays.

JALON 1

L'enjeu de la langue

P. 118-119

➡ Prélever et relier des informations

1. La France soutient la diffusion de sa langue officielle dans le monde par différents canaux. Il y a des institutions stables directement linguistiques, comme l'Institut français ou l'Alliance française, qui ont pour objectif d'enseigner la langue, mais aussi de financer des projets artistiques en langue française, de rendre accessible les nouveautés culturelles et le patrimoine français. Et aussi des

institutions stables, non directement linguistiques, comme l'Université Paris-Sorbonne Abu Dhabi, qui servent de point d'entrée dans la culture française. On peut également penser à des participations à des événements internationaux, au sein des institutions précitées ou non, comme les Expositions Universelles.

2. Le caractère international du français s'observe de différentes façons. C'est une langue parlée dans de nombreux pays dans le monde, et par de nombreux individus (5^e mondiale) ; c'est une langue qui s'entend dans des pays non francophones et qui sert de symbole national ; c'est une langue employée pour réaliser de l'enseignement et du commerce international ; – c'est une langue davantage employée à l'étranger que sur le territoire national en raison notamment de la croissance démographique des populations francophones.

3. On peut voir que la langue sert de vecteurs à d'autres échanges que des échanges culturels de normes et de valeurs. Il y a d'une part des échanges économiques internationaux qui s'appuient sur le français et d'autre part une influence des institutions francophones sur les comportements politiques des pays (avec l'exemple de l'exclusion de Madagascar de l'OIF en 2010 pour non-respect du principe démocratique).

4. En raison de la forte présence du français dans le continent africain, pays qui a la plus forte croissance démographique relativement au reste du monde, le poids du français est amené à augmenter relativement aux autres langues.

➔ BILAN

La France mène une véritable politique de diffusion de la langue française, sur du court comme du long terme. En finançant des institutions linguistiques, elle favorise à court terme l'enseignement de la langue. Mais en finançant des institutions d'enseignement, en appuyant des échanges commerciaux et des partenaires internationaux, elle permet aussi à long terme le rayonnement de l'image de la France qui peut inciter les générations futures à apprendre elles aussi le français.

Pour aller plus loin

Directement, on peut se demander si les pays francophones ont plus facilement adopté des régimes démocratiques que les pays non francophones (regard historique). Indirectement, on peut se demander si l'usage du français est fréquent lors des négociations internationales visant à aider un pays à adopter un régime démocratique (regard de sciences politiques).

JALON 2

La puissance des géants du numérique

P. 120-121

➡ Mettre en relation des informations

1. Le texte et la caricature évoquent plusieurs problèmes posés par Google. Le serpent évoque celui qui piège par un discours enchanteur (gratuité du service) ; grande capacité à récolter de l'information, ce qui empiète sur la vie privée (Big Brother) ; création d'un monopole qui permet un accaparement des richesses produites ; contrôle de l'information sur le réseau (par le biais du Page Rank dont l'algorithme est non public).

2. Le pouvoir économique découle :

- d'une grande valeur boursière qui permet de peser dans les négociations avec d'autres entreprises ;
- d'un grand nombre de salariés, ce qui permet de faire pression sur des élus nationaux et locaux pour obtenir une meilleure fiscalité ;
- d'un contrôle sur l'information qui peut être monétisée (« si c'est gratuit, c'est que c'est nous le produit ») ;
- d'un chiffre d'affaires important qui dépasse le PIB de certains États ;
- en s'appuyant sur le web qui existe au niveau international.

3. Les géants du numérique remettent en cause le pouvoir des États :

- en étant capable de négocier en parallèle des États dans les relations internationales ;

- en finançant des institutions internationales parallèles aux institutions internationales fondées sur les États ;

- en finançant des partis ou des candidats dans des élections nationales, ce qui influence le vote ;

- en contrôlant l'information disponible aux électeurs, ce qui influence également le vote.

4. Les États encadrent d'une part le pouvoir des géants du numérique en coopérant avec eux pour bénéficier de leurs capacités d'action (la coopération est une forme implicite de surveillance), mais aussi en agissant juridiquement pour éviter certaines situations jugées « abusives ».

→ BILAN

Le pouvoir économique des géants du numérique s'appuie sur la taille de leurs activités, la richesse qu'ils produisent ainsi, et le contrôle d'informations publiques et privées monétisables. Par leur richesse, supérieure à celle de certains États, les géants du numérique sont capables de peser politiquement dans les négociations internationales. Ils sont aussi capables de financer des institutions qui contournent les États, ce qui constitue une autre manière d'exercer du pouvoir politique à l'échelle internationale. Ils sont enfin capables de financer des partis ou de contrôler relativement l'information dans un pays, ce qui donne un pouvoir d'influencer l'issue des échéances politiques.

Pour aller plus loin

Se poser la question des outils législatifs, juridiques et administratifs disponibles : on peut penser notamment aux négociations internationales en cours sur la taxation des GAFAM et BATX ; aux régulations sur le respect de la vie privée (RGPD européen) et sur le paiement des droits d'auteur.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

Le logo Apple, de Newton à Steve Jobs

P. 122-123

Arrêt sur l'image : 1. La photographie a été prise à Paris, avec l'institution centrale qu'est l'Institut de France où siège l'Académie française, mais aussi le pont des Arts visible en premier plan et la tour Montparnasse visible en arrière-plan.

2. Le photographe a joué sur la différence entre classicisme et modernité. Le découpage de l'image (de gauche à droite, deux tiers classique, un tiers moderne) mais aussi l'angle de vue (la partie moderne semble plus proche que la partie classique) permettent de montrer la tension existante entre ces deux mondes, pourtant coexistant (comme le fait penser métaphoriquement l'image du pont installée sur une des lignes de fuite de la photographie).

Arrêt sur son histoire : 3. La publicité massive avait pour objectif d'augmenter les ventes de son nouveau produit. Étant donné la très grande valeur boursière de l'entreprise, fondée sur des espérances de profits futurs croissants, toute mauvaise nouvelle (comme des ventes plus faibles d'une année sur l'autre) peut se traduire par une forte correction des cours boursiers à la baisse. Une telle situation serait désastreuse pour Apple qui perdrait là une partie de son prestige et donc de sa puissance internationale.

4. Lorsque l'entreprise est créée, le nom a été choisi pour figurer en premier dans l'annuaire téléphonique (le net n'existait pas pour le grand public), avant un des grands concurrents de l'époque qu'était Atari. En 1976, le premier logo d'Apple s'inspirait de la révolution newtonienne. L'objectif était de montrer le caractère révolutionnaire de l'entreprise dans le champ de ces nouvelles technologies, tout en rassurant en s'inspirant d'un des géants de l'histoire des sciences. Après 1977, c'est le caractère moderne qui l'emporte, avec un logo épuré. C'est avec la transition au XXI^e siècle que le logo devient chromé, pour marquer l'ancienneté de l'entreprise et son prestige (comme le sont des noces d'argent).

Arrêt sur sa portée politique : 5. L'affichage visible dans le document 3 témoigne de différentes facettes de la puissance d'Apple. Économique, puisqu'il faut un budget important pour financer des affiches aussi imposantes. Politique, puisqu'apposer une publicité sur une institution publique se négocie avec les autorités nationales (État français) et locales (ville de Paris). Culturelle, puisque la marque se permet de ne rien présenter de plus que le produit et son nom, sans slogan accrocheur. Le seul nom et la seule forme du produit donneraient l'envie d'acheter.

6. L'association Attac, comme d'autres ONG, critiquent Apple, et le font savoir par des manifestations (document 2) ou des tracts (voir l'Atelier recherche des élèves). Il y a d'abord des critiques portant sur les activités générales de l'entreprise : critiques de la publicité et de la pollution causée par la production et l'obsolescence des produits. Il y a ensuite des critiques portant sur l'existence de pratiques d'optimisation fiscale de la part des GAFAM et BATX dont Apple fait partie. Il y a enfin des critiques portant sur le cœur de l'activité de l'entreprise : critique de l'emprise du numérique dans la vie occidentale.

Les nouvelles routes de la soie

P. 124-125

➔ Analyser et relier des documents

1. On peut voir le plan général des nouvelles routes de la soie comme une extension vers tous les points cardinaux du territoire chinois. Les principales routes conduisent à relier l'Extrême-Orient chinois au nord de l'Europe occidentale en passant par l'Asie centrale et le nord de l'Europe orientale ; à relier l'Extrême-Orient chinois au Sud de l'Europe orientale en passant par la zone indo-pacifique ; à relier l'Extrême-Orient chinois à l'Amérique Latine en passant par l'océan pacifique. Le contrôle de Almaty et de Varsovie semble fondamental pour assurer le passage des marchandises d'un type de réseau à un autre (transbordement). Le contrôle de la mer de Chine méridionale et de la Thaïlande est également fondamental pour assurer la circulation des marchandises dans la zone indo-pacifique. Enfin, le contrôle de Gwadar au Pakistan et de la Mer rouge jusqu'au canal de Suez est important pour assurer la jonction avec le sud de l'Europe orientale.

2. Avec les nouvelles routes de la soie, la Chine a de nouveaux débouchés de production. La construction des infrastructures, éventuellement leur contrôle militaire, et leur entretien est une première manière de produire internationalement et d'avoir plus de débouchés pour les capitaux nationaux. L'usage des réseaux permet de faire circuler des marchandises dans une zone plus large qu'actuellement. Les principales exportations de la Chine vont d'abord vers l'Asie, pas vers l'Amérique du Nord ou l'Europe (respectivement 37 %, 26 % et 20 % des exportations chinoises en 2015 selon l'OMC). L'usage des réseaux permet également de faciliter l'implantation d'entreprises chinoises à l'étranger, et la circulation de la monnaie chinoise, ce qui est deux manières différentes d'utiliser l'excédent d'épargne chinoise.

3. Au niveau des secteurs, on constate la mobilisation du secteur du bâtiment, principalement pour les infrastructures, mais aussi le secteur des transports, les secteurs agricoles (matière première fondamentale) et des industries d'extraction, le secteur financier, les secteurs de l'enseignement et de la culture. Au niveau des acteurs, on peut entendre ici les pays impliqués, comme la Chine bien évidemment, mais aussi le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Russie, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, les États-Unis ; on peut également entendre des acteurs plus nationaux comme le Parti Communiste Chinois à la manœuvre ou la Commission de l'Éducation.

4. On voit un *soft power* à l'œuvre parce que culturellement la construction de routes magistrales dans des lieux déserts est un symbole fort de puissance, à l'image des pyramides. La diffusion internationale de sa monnaie le long de ces routes est aussi un symbole de puissance (à l'instar du dollar). La création de routes permet l'installation de centres de langues (Instituts Confucius) chargés de diffuser la culture et la langue chinoises.

➔ BILAN

On trouve avec les nouvelles routes de la soie, différentes formes de *soft power* (question 4, avec l'appui de la technologie, le symbole monétaire, le patrimoine, la culture et la langue). On retrouve aussi différentes formes de *hard power* à l'œuvre, avec d'une part un déploiement phénoménal de capitaux (économie), et d'autre part l'appui explicite et implicite de grandes formes armées (militaire).

Pour aller plus loin

Se poser la question de la manière dont la France exerce son *soft* et son *hard power* : nécessité de regarder dans quelle mesure elle investit et agit militairement au niveau international, mais aussi sa façon de diffuser la culture française (voir jalon 1).

OBJET CONCLUSIF

La puissance des États-Unis aujourd'hui

P. 132-133

➔ Réponses aux questions

1. Une puissance globale se caractérise par sa présence dans tous les domaines. Ici, la puissance politique et militaire, économique, culturelle (il s'agit pour l'élève de procéder à un simple prélèvement d'informations dans les 3 documents que le professeur peut commencer à expliquer). On insistera sur la part mondiale des États-Unis dans chacun de ces éléments de puissance.

2. La puissance des États-Unis est remise en cause sur le plan économique par les puissances traditionnelles (l'Europe) mais aussi les puissances émergentes, voire émergées dans le cas de la Chine. Sur le plan culturel, le modèle américain, souvent assimilé à la forme la plus visible de la mondialisation, est contesté par les opinions publiques dans de nombreux pays ; sur le plan politique, en Amérique latine, depuis Cuba, avec la prise de relais actuelle du Venezuela et de la Bolivie et dans la sphère musulmane (« États voyous » de G-W.Bush dont l'Iran).

3. Pour répondre à cette question, l'élève travaille par hypothèse. 3 raisons peuvent être évoquées : les États-Unis sont les grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale (ils sont depuis 1941 partie prenante de l'organisation du monde de demain comme ils l'étaient d'ailleurs en 1918-1919) ; New York est la première ville du monde en 1945 (elle symbolise la puissance des États-Unis) ; enfin il s'agit de contrebalancer la suprématie politique de Washington. On expliquera aussi que la municipalité a cédé une partie des terrains qui ont permis la construction des bâtiments.

Les formes de la puissance aux États-Unis

P. 134-135

➔ Prélever et relier des informations

1. La puissance est visible à différentes échelles. À l'échelle nationale, elle s'inscrit dans l'affirmation d'espaces clairement identifiés comme le Nord-Est ou la Californie ; à échelle régionale, par les lieux que sont les grandes villes ; enfin au cœur de celles-ci, à échelle locale donc, les pôles de haute technologie et les gratte-ciels des skylines.

2. Il s'agit d'un espace vierge qui a été transformé depuis le début des années 70. L'emprise au sol des parcs et de leurs abords est très

importante. On pourra faire relever donc : les parcs proprement dits, le monorail qui les relie, les infrastructures d'accueil (parkings et hôtels), les autres loisirs qui permettent de diversifier l'offre (golf, centres commerciaux).

3. On montrera que toute décision économique a des conséquences ambivalentes. Ici, dans la décision d'Amazon de démultiplier son siège social, il y a des gagnants et des perdants. Les villes trouvent dans cette implantation une source de revenus nouvelle. Pour New York, cela contrebalance le pouvoir de Wall Street. Les nouvelles technologies sont des emplois directs, mais aussi des emplois indirects (retombées commerciales).

Il y a cependant un revers : populations à bas revenus chassées par la gentrification, saturation plus importante des transports en commun qui sont déjà défectueux, entreprises autres qui souffrent de la concurrence d'Amazon sur le marché du travail.

4. Il n'est pas aisé d'établir une géographie de la puissance des États-Unis. Cependant, il est possible de faire émerger des idées-forces, en travaillant à différentes échelles :

- à l'échelle nationale, la côte pacifique, le N-E, la région des Grands Lacs, la bordure du golfe du Mexique s'imposent comme territoires de la puissance ; à l'inverse, il existe des territoires en retrait qui n'y participent pas (que certains qualifient « d'espaces en réserve »), comme le centre des États-Unis par exemple ;
- à l'échelle régionale, domination très nette de deux ensembles : la Mégalopolis (mégapole constituée et définie comme telle dès 1962), qui court de Boston à Washington (BosWash), la mégapole en formation de San Francisco à San Diego (San-San) ;
- à l'échelle locale, puissance des agglomérations et surtout des pôles d'excellence (le MIT par exemple).

→ BILAN

Deux éléments révèlent l'importance de New York. En premier lieu, elle est attractive et est un symbole de liberté, endroit où tout est possible (le rêve américain) ; elle est aussi un lieu de concentration des richesses (qui seules permettent la construction de ces tours) ; car c'est la skyline du Down Town qui est une marque claire de la puissance. C'est la raison pour laquelle les tours jumelles du World Trade Center, ont été la cible principale des attentats du 11 septembre 2001.

→ Atelier esprit critique

2 passages des documents évoquent les limites de cette puissance : travailleurs devenus inutiles, retraités et salariés à bas revenus. On orientera la recherche vers les limites du rêve américain. Il existe en particulier de nombreux documentaires ou films évoquant les travailleurs pauvres, les « oubliés » dont les élèves feront la recherche.

FOCUS

La Californie, un centre du monde P. 136-137

→ Analyser et relier des documents

1. La Californie attire les populations depuis ses origines (doc 2). Aujourd'hui ce sont les immigrants, dont de nombreux clandestins (d'où la construction d'un mur par l'État fédéral). C'est une main-d'œuvre dont la Californie a besoin, c'est pourquoi en opposition à Washington, la Californie s'est proclamée « État sanctuaire ». Entrée aussi d'étudiants qui parfois s'installent définitivement dans les

pôles technologiques (*brain drain*). Cette attraction s'explique par une qualité de vie (climat et paysages), la capacité d'innovation et d'expérimentation dans les domaines économique, technologique, des modes de vie.

2. Alphabet, dont l'entreprise fondatrice s'est développée grâce à un moteur de recherche ne se contente plus d'Internet et travaille au monde de demain : domotique, santé, automobile.

3. Ce que le cinéma a mis en avant, à partir des années 1950, c'est l'homme de la *middle class*. Aujourd'hui, le cinéma véhicule aussi toutes sortes d'archétypes auxquels les téléspectateurs peuvent s'identifier. C'est une des raisons du succès.

4. La réussite de la Californie ne profite pas à tous (cf. ici les sans-abri depuis la baisse des aides sociales).

→ BILAN

En reprenant le contenu des réponses proposées plus haut, on abordera 3 axes : la puissance économique basée en particulier sur les nouvelles technologies ; l'influence culturelle dont le cinéma est l'exemple le plus connu ; l'attraction. Conclusion : la Californie est un laboratoire du monde, elle anticipe en quelque sorte les évolutions de demain.

→ Atelier recherche

Les pistes sont proposées dans le document 2. Deux possibilités : soit les élèves travaillent de manière thématique, soit ils s'intéressent à un lieu : San Francisco ou Los Angeles qui sont deux villes qui ont depuis la fin du XIX^e siècle ouvert des voies.

JALON 2

Unilatéralisme et multilatéralisme, un débat international

P. 138-139

→ Comparer et confronter des informations

1. La politique réaliste s'adapte aux circonstances, n'est pas déterminée par une idéologie, refuse la course aux armements et s'appuie sur le multiculturalisme. La politique conservatrice en revanche est belliciste, identifie clairement des ennemis et est unilatérale.

2. En Afghanistan, les États-Unis ont pris la tête d'une coalition internationale (multilatéralisme) ; on notera qu'ils sont toujours présents dans le pays. En Irak en revanche, ils ne parviennent pas à entraîner derrière eux une coalition (pas de vote à l'ONU, car refus de la France notamment) ; ils ont donc mené une politique unilatérale. Comble d'ironie, ils ont quitté l'Irak en 2013, alors même qu'ils sont encore présents en Afghanistan.

3. L'idée de Trump est que la politique étrangère des États-Unis doit avant tout servir les intérêts américains. Dès lors, sa politique peut sembler par moments manquer de cohérence. Elle alterne en effet des signes clairs de repli (cf. les annonces de début de mandat) et les mesures ou déclarations interventionnistes. On peut repérer tout cela dans la chronologie proposée.

4. Le slogan inscrit clairement la présidence de Trump dans l'histoire américaine. Il est directement inspiré du nom du mouvement isolationniste de Charles Lindbergh (aussi célèbre pour avoir traversé l'Atlantique que pour être un admirateur constant du Führer).

→ BILAN

La politique étrangère des États-Unis est assez complexe. Cependant, il existe deux fils directeurs qui se croisent. Le premier axe est constitué de l'interventionnisme et de l'isolationnisme; le second de l'unilatéralisme et du multilatéralisme.

JALON 3

L'influence des États-Unis dans le monde

P. 140-141

➔ Mettre en relation des documents

1. La présence américaine se marque par l'intermédiaire de bases dans les pays étrangers et des flottes permanentes; par une présence moins visible grâce au système échelon; et enfin, par l'intervention militaire dans certains pays (ici on peut voir les deux plus importantes interventions depuis 2001).
2. Selon l'auteur, l'ordre libéral survivra aux États-Unis; au-delà, cette puissance laissera un héritage culturel.
3. KFC et McDonald's par exemple sont partis bien avant à la conquête du monde alors même qu'ils sont moins dominants aux États-Unis. McDonald's a d'ailleurs dans son pays une image de piètre qualité. C'est le contraire de Starbucks qui cultive une certaine forme d'élitisme et qui est partout.
4. Le document insiste beaucoup sur l'aide socio-économique: amélioration générale des conditions de vie des Pakistanais

(scolarisation, santé), soutien technique et logistique. Les campagnes d'USAID, mêle habilement photos d'aujourd'hui à comparer avec le Pakistan d'il y a 50 ans.

5. Les États-Unis exercent ici une puissance culturelle, c'est un des éléments du *soft power*. Netflix est un acteur récent mais qui a progressé de manière fulgurante. Il a commencé par être un diffuseur avant de produire une grande partie des séries et films qu'elle propose.

→ BILAN

On pourra construire la réponse en abordant trois domaines: la présence militaire, l'aide humanitaire, l'influence culturelle. C'est ici aussi l'occasion pour les élèves de réinvestir les notions de *soft* et de *hard power* à partir desquelles on pouvait aussi construire la réponse.

➔ Atelier débat

Les élèves mèneront une recherche de façon à établir une typologie: de la haine des États-Unis de certaines populations (par exemple dans les zones tribales du Pakistan) à des formes plus subtiles de refus d'une partie du mode de vie (travailler par exemple sur l'implantation des fast-foods et leur adaptation à la culture locale). Il sera aussi possible de constater que s'abstraire de l'influence des États-Unis, c'est aussi refuser le modèle économique de la croissance à tout prix.

BIBLIOGRAPHIE – SITOGRAPHIE

Bibliographie

Des classiques qui ont permis de penser la puissance au xx^e et xxi^e siècles

ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 8^e éd. avec une préface inédite de l'auteur, 1984, Pérennes, 2004.

NYE J. S., *Le leadership américain – Lorsque les règles du jeu changent*, Presses universitaires de Nancy, 1992.

(Cet ouvrage définit les concepts de *hard* et de *soft power*).

THÉNARD-DUVIVIER F., MICHALEC A., *100 livres d'histoire, de géographie et de géopolitique*, Ellipses, 2013.

(Vous trouverez dans cet ouvrage des fiches de lecture des ouvrages de Bertrand Badie, de Joseph Nye, de Zaki Laïdi sur la puissance).

Pour faire le point sur la puissance et sur les théories de la puissance

BUHLER P., *La puissance au xx^e siècle*, CNRS Éditions, 2011, 3^e édition 2019.

ARGOUNÈS F., *Théorie de la puissance*, CNRS Éditions 2018.

«Indice Conflits de la puissance globale», *Conflits* n°17 avril-mai juin 2018.

Deux ouvrages publiés tous les ans avec des articles, des statistiques et des cartes

MONTBRIAL T. de, DAVID D., (dir.), IFRI, *Ramses 2019, rapport annuel sur le système économique et les stratégies*, Dunod, 2018.

BONIFACE P., (dir.), *L'année stratégique 2019*, IRIS, Armand Colin, 2018.

Sur l'Empire ottoman

BOUQUET O., *Les Ottomans Questions d'Orient*, Documentation photographique, n° 8124, 2018.

MANTRAN R., *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989.

Sur la Russie

GLINIASTRY J. de, *Géopolitique de la Russie*, Eyrolles, 2018.

RADVANYI J., LARUELLE M., *La Russie: entre peurs et défis*, Armand Colin, 2016.

Sitographie

VERLUISE P., «Géopolitique, La puissance. Quels sont les fondamentaux?», 2013. Sur www.diploweb.com/Geopolitique-La-puissance.html

Des sites institutionnels qui permettent de collecter des statistiques et des analyses

Sur les FTN: Fortune Global 500 (<http://fortune.com/global500>)

Sur la puissance militaire: www.globalfirepower.com

Sur la puissance économique: les rapports de l'OMC sur le commerce mondial et de la CNUCED sur les IDE.

THÈME 3

ÉTUDIER LES DIVISIONS POLITIQUES DU MONDE : LES FRONTIÈRES

INTRODUCTION

Première approche

P. 150-151

➔ Découvrir le thème

1. La frontière est une « séparation entre des espaces ». On peut donc différencier les frontières selon l'intensité de la séparation : dyade, c'est-à-dire ouverte (ex : États-Unis/Canada), par opposition à frontière dure, c'est-à-dire fermée (ex : Chine populaire/Taiwan) ; froide, c'est-à-dire pacifique (ex : France/Espagne) ≠ chaude, c'est-à-dire belligène (ex : Inde/Pakistan). On peut aussi différencier les frontières selon les types d'espaces séparés : frontière terrestre ou maritime.

Ces différents types de frontières se matérialisent par des barrières grillagées comme à la frontière lituanienne (pourtant simple dyade sur la carte) ou même des murs comme au Maroc.

2. L'objectif mis en avant par les États est le contrôle des flux (notamment de migrants) dans le cas des frontières dures. Les barrières permettent de diriger les flux sur des points de contrôle. Dans le cadre d'un conflit (frontières chaudes), la protection du territoire et l'affirmation de la légitimité territoriale sont aussi des arguments convoqués. C'est l'argument du Maroc et c'est alors un mur hermétique qui matérialise la frontière.

3. Le tracé des frontières peut être l'objet de contestations lorsqu'il est le résultat d'un affrontement qui n'a pas donné lieu à un traité. C'est le cas entre le Maroc et le Sahara occidental, mais aussi entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire. Cette situation se retrouve fréquemment lorsqu'il s'agit de délimiter les ZEE. La forme, notamment lorsque des barrières ou des murs sont érigés, fait souvent l'objet de contestations de la part des populations qui sont entravées dans leurs déplacements, parfois quotidiens. C'est le cas dans le reportage qui relate les difficultés des habitants biélorusses qui ne peuvent plus se rendre dans le village lituanien voisin.

Les clés du thème

1. Des frontières de plus en plus nombreuses

P. 152-153

➔ Objectif

Tracer et borner le territoire permet d'assurer la sécurité de celui-ci et des populations qui y vivent en contrôlant son accès sans nécessairement créer de rupture. La coopération des États est cependant nécessaire. La multiplication des murs et barrières est donc le résultat d'une absence de coopération et d'un rapport de force inégal entre les États. Les ruptures créées pour garantir la sécurité des uns entravent la circulation et créent de l'insécurité pour les

autres. La volonté de sécuriser les territoires dans un monde qui fonctionne de plus en plus en réseau entraîne la dématérialisation des frontières grâce à l'utilisation d'un système de contrôle global. Cette solution est toutefois très coûteuse ce qui explique qu'elle soit mise en place et contrôlée par les États les plus puissants. Elle introduit aussi le risque du contrôle permanent des individus par ces mêmes États qui se substituent alors aux États plus faibles.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Depuis 1945, le nombre d'États membres de l'ONU a été multiplié par près de 4. La définition moderne de l'État est celle de l'État-nation, c'est-à-dire un État rattaché à un territoire souverain. La multiplication des frontières terrestres est donc le résultat logique de la multiplication des États.

2. La convention de Montego Bay de 1982 fixe le droit maritime. Elle instaure une frontière politique à 24 milles de la côte (souveraineté totale) et un droit d'exploitation des ressources à 200 milles (souveraineté limitée). La convention de Chicago de 1944 fixe les frontières aériennes à la verticale des frontières maritime et terrestre d'un État. En altitude, il n'y a pas de frontière officiellement fixée : la limite supérieure est en fait une limite physique (orbite de satellisation la plus basse) constituée par l'espace extra-atmosphérique dont le statut est international.

3. Le fonctionnement réticulaire du cyberspace rend impossible l'utilisation de lignes-frontières pour le contrôler. Les États doivent donc porter leur contrôle sur le contenu de l'information qui circule en exerçant une censure. Le contrôle s'effectue alors sur les serveurs du réseau, en coopération avec les acteurs économiques : Amazon, Google, etc.

4. Le monde actuel est parcouru de flux qui sont de moins en moins terrestres et de moins en moins physiques. Avec l'accroissement des flux maritimes, aériens et numériques, les États doivent affirmer leur légitimité sur les espaces non-terrestres pour en contrôler les flux qu'ils supportent. C'est un enjeu de sécurité (protection du territoire) mais aussi un enjeu d'influence (contrôle des réseaux) pour les États.

Les clés du thème

2. Des frontières plus ou moins marquées

P. 154-155

➔ Objectif

Avec l'affirmation du concept d'État-nation au ^{xx}e siècle, de plus en plus d'États tirent leur légitimité de la délimitation de leur territoire par des frontières. Cela explique leur multiplication. Les États souhaitent aussi s'approprier des ressources stratégiques et contrôler les flux de plus en plus nombreux sur la planète. L'extension des territoires maritimes et l'affirmation des frontières relèvent donc

aussi d'un enjeu économique. Enfin, l'extension des intérêts nationaux à de nouveaux espaces tels que les mers, l'espace aérien, ou le cyberspace implique la définition de nouvelles frontières.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Le principe d'*uti possidetis* fixe les frontières issues des traités. Sur le terrain, cela se traduit par des tracés frontaliers qui sont matérialisés par des bornes (doc 1) et des lignes frontières (docs 1, 2). Ces tracés frontaliers ignorent les réalités de terrain ce qui peut poser des difficultés de bornage (mers, forêts denses, haute montagne) ou d'application lorsque les lignes frontières coupent des lieux de vie.
2. Les enclaves posent un problème de circulation aux populations qui y vivent car la frontière entre l'Inde et le Bangladesh est une frontière fermée. L'enclave de Dahala Khagrabari est ainsi isolée du territoire national indien et les barrières empêchent les populations résidentes de le rejoindre. Le problème ne se pose pas entre les pays qui ont signé des accords de libre circulation, comme c'est le cas pour les Pays-Bas et la Belgique qui font partie de l'espace Schengen.
3. Les frontières fermées évoquées dans les documents 2, 3 et 4 ont comme rôle d'empêcher la libre circulation des personnes qui sont soumises à un contrôle sur des points de passage identifiés. C'est la raison pour laquelle les États négocient la simplification des tracés frontaliers pour aboutir à des tracés linéaires, plus faciles à sécuriser par des barrières.
4. La dématérialisation permet d'améliorer le contrôle des flux depuis la source. C'est un avantage pour les États qui souhaitent limiter les flux aux frontières car ils peuvent intervenir en amont de la frontière. Ces frontières dites « intelligentes » (*smart border*) permettent aussi de différencier les flux. Les limites sont économiques (coût élevé), politiques (nécessite l'accord des pays émetteurs des flux) et morales (contrôle des individus et restriction de leur droit à la circulation libre).

Les clés du thème

3. Frontières et ouvertures : les espaces transfrontaliers

P. 156-157

➔ Objectif

Parce qu'elles sont constituées par le contact entre deux espaces différents, les interfaces sont des espaces/lignes/points de rencontre. Elles favorisent donc les échanges qui peuvent être source de développement mais aussi de tension, les deux pouvant être liés comme dans le cas des trafics. La discontinuité créée par la frontière révèle la complémentarité entre les espaces différents ce qui permet le développement de véritables régions transfrontalières, espaces de brassage et d'hybridation. La frontière n'est alors plus une ligne mais un espace. L'accélération et la diversification des flux liées au différentiel frontalier imposent néanmoins une régulation qui se concentre, selon la logique réticulaire, sur des points (*check-points*, villes-frontières, aéroports, ports) ce qui remet à nouveau en cause le schéma traditionnel de la ligne-frontière.

➔ Des pistes pour vous aider

1. On peut remarquer que la frontière mexaméricaine s'organise selon une logique simple : les infrastructures qui entravent les flux

sont parallèles au tracé frontalier alors que celles qui les favorisent sont perpendiculaires. Nous sommes face à l'exemple type d'une frontière attractive fermée. On peut alors relever le mur, visible sur la photographie et élément de la « barrière de sécurité » tracée sur la carte, ainsi que le péage pour les infrastructures qui entravent les flux. À l'inverse, les routes visibles sur les photographies et les tunnels indiqués sur la carte les favorisent comme de façon indirecte, les usines manufacturières ou *maquiladoras* (main-d'œuvre, investissements, productions). Attention ! Le désert, le fleuve ou les montagnes ne sont pas des infrastructures.

2. Les flux à la frontière mexaméricaine s'expliquent par le différentiel économique important entre la zone frontalière américaine (RNB/hab supérieur à 20 000 \$ en 2010) et la zone frontalière mexicaine (RNB/hab supérieur à 20 000 \$ en 2010). La fermeture de la frontière décrétée par les États-Unis entrave ces flux, obligeant les migrants à passer la frontière dans la clandestinité. Cette situation est génératrice de tensions car les migrants sont massés sur la zone frontalière du côté mexicain. Profitant de cette situation, les cartels mexicains ont organisé des réseaux très lucratifs pour faire passer les clandestins, ce qui génère une forte criminalité. La situation génère aussi des tensions côté américain où les clandestins sont arrêtés par la *US Border Patrol* mais aussi pourchassés par des milices constituées par certains frontaliers.

3. Les trois régions composent le nom du triangle : **Singapour**, **Johor** (État de Malaisie) et **Riau** (Province indonésienne). L'État de Johor et la Province de Riau offrent des coûts de main-d'œuvre beaucoup plus faibles (respectivement 450 et 150 \$ par mois contre 4 500 pour Singapour). Johor dispose aussi de terrains pour le développement de Singapour qui est saturé (zone d'Iskandar, projets immobiliers) alors que Riau propose un espace résidentiel pour la population de Singapour, ce qui explique un PIB par habitant proche de celui de Singapour.

4. Singapour est un des plus importants ports de la planète mais c'est aussi un nœud majeur du réseau aérien et financier mondial. La Cité-État se positionne donc en interface avec le monde et polarise l'ensemble de la région grâce à l'intermodalité proposée. Le port est relié au reste de la région par des routes et voies ferrées, et au monde par les routes maritimes et les connexions aériennes et numériques. Le port (et plus généralement Singapour) est bien une interface multimodale.

QCM

P. 159

1. c. ; 2. b. ; 3. b. ; 4. c. ; 5. a. et c. ; 6. c. ; 7. a. ; 8. a.

AXE 1

Tracer des frontières, une approche géopolitique P. 160-161

➔ Réponses aux questions

1. La frontière franco-allemande peut être identifiée grâce aux deux poteaux-frontières portant le nom ou l’emblème des deux États frontaliers.
2. La grande muraille de Chine avait pour fonction d’empêcher les incursions mongoles venues du Nord sur le territoire chinois.
3. Dans ces deux exemples, la frontière définit des États et leur territoire souverain.

JALON 1

Le *limes* rhénan P. 162-163

➔ Prélever et relier des informations

1. C’était d’abord un chemin de surveillance le long de la frontière. Les limites de l’Empire n’étaient pas les mêmes partout, parfois militarisées, parfois seulement marquées par un bornage, ou repérables à un élément naturel.
2. Pour fixer les limites de l’Empire dans la région de Germanie romaine et marquer le passage du territoire romain aux territoires barbares.
3. Elle n’était pas infranchissable mais contrôlée, ce qui permettait des échanges commerciaux et de populations.
4. Les frontières étant des constructions humaines, elles sont le fruit de processus historiques et politiques qui peuvent évoluer.

➔ BILAN

Le *limes* était une démarcation entre territoire romain et barbare et permettait de contrôler les passages. Espace de contact, il était donc traversé par des circuits commerciaux et humains liés au ravitaillement et au commerce.

Pour aller plus loin

De nombreuses frontières fonctionnent aujourd’hui selon ce modèle de l’espace transfrontalier de frontière contrôlée mais non hermétique.

JALON 2

La conférence de Berlin et le partage de l’Afrique P. 164-165

➔ Mettre en relation des documents

1. La France, la Grande-Bretagne, l’Italie et presque toutes les puissances européennes convoient des territoires en Afrique à la fin du XIX^e siècle. Elles sont motivées par la recherche de prestige territorial et de ressources à exploiter.
2. Les frontières sont tracées afin de fixer les domaines respectifs des puissances et d’éviter les tensions liées à la conquête. Les connaissances du continent africain sont des explorateurs (Stanley, Brazza) qui ont permis la cartographie de l’Afrique et la connaissance du terrain.

3. Ni les populations ni les gouvernements africains ne sont consultés, d’autant que les entités territoriales africaines n’étaient pas délimitées par des lignes frontières.

➔ BILAN

Le partage de Berlin a durablement marqué l’Afrique en raison de la colonisation qu’il a accélérée et en raison des frontières qui furent tracées et sont parfois encore en place.

Pour aller plus loin

Certaines frontières ou portions de frontières sont restées identiques (Algérie, Niger, Tchad, Angola...).

LA FABRIQUE DE L’IMAGE

Dessiner une carte, un geste politique P. 166-167

Arrêt sur l’image: 1. Les explorateurs sont les premiers à fouler le terrain africain. Lors de leurs expéditions, ils effectuent des relevés topographiques : présence de forêt, tracé d’un cours d’eau, points cotés (doc 1). Ces relevés sont indispensables au cartographe qui n’est pas sur le terrain et doit dessiner la carte à partir de ces relevés.

2. Jules Hansen travaille d’abord pour la Société de géographie puis directement pour le ministère des Colonies. Créée en 1821, la Société de géographie de Paris est la plus ancienne au monde. Elle est chargée d’organiser les expéditions qui visent à découvrir le continent africain et contribue, par ses travaux, au rayonnement de la géographie française. Elle illustre le lien entre la recherche savante et la politique d’expansion coloniale française.

Arrêt sur son histoire: 3. Les explorateurs repèrent les territoires et rapportent des relevés topographiques, mesures, observations, éléments indispensables à l’établissement d’une carte. Les couleurs correspondent aux zones d’influences des grandes puissances européennes qui ont été bornées lors de la conférence de Berlin. On reconnaît en jaune les zones sous domination portugaises, en vert les zones allemandes, en rose clair les zones françaises, en orange les zones sous influence britannique, et au centre, en violet, le Congo belge. Certains espaces ne sont pas délimités (nord du Cameroun par exemple), ce qui indique qu’en 1895, le *steep-le-chase* (course au clocher) n’est pas terminé entre les Européens.

4. La carte de Madagascar témoigne de l’entreprise coloniale car on voit que le général Galliéni utilise la carte portative élaborée par Hansen.

Arrêt sur sa portée politique: 5. Leur connaissance de l’Afrique a permis aux Européens de se repérer sur le continent et de le partager à distance lors de la conférence de Berlin (1885). La carte de l’Afrique a d’abord une portée géographique. Elle donne à voir le continent dans son ensemble avec une précision exceptionnelle alors qu’une grande partie était encore inconnue quelques décennies plus tôt. Un grand nombre de toponymes, les tracés des fleuves, le bornage des zones d’influences, indiquent que le continent est alors connu des Européens ce qui n’empêche pas son actualisation annuelle. Sa portée politique doit être comprise en la situant dans son contexte : celui de la « ruée sur l’Afrique ». En effet, cette carte permet à la France d’établir l’état des lieux de la conquête (aires d’influence) mais elle permet aussi de justifier les futures conquêtes sur des espaces cartographiés, donc explorés par des représentants français, mais encore blancs sur la carte.

JALON 3

La frontière entre les deux Corée P. 168-169

➔ Analyser et relier des documents

1. La frontière est une conséquence de la Guerre froide car le pays s'est divisé après une guerre à motivations idéologiques (1950-1953), chaque camp étant soutenu par les superpuissances adverses, USA et URSS.
2. Les deux pays s'opposent par leur système politique et économique respectif. Au Nord, une dictature communiste à économie planifiée ; au sud, une démocratie libérale et capitaliste.
3. La frontière consiste en une zone démilitarisée de 4 km de large, surveillée par des troupes de chaque côté. Elle évolue depuis peu au fil des lents rapprochements diplomatiques entre les deux pays, qui ont par exemple adopté un programme de déminage.

➔ BILAN

Cette frontière est bien une limite entre deux mondes, ceux de la Guerre froide. Malgré la fin de cette dernière, perdurent dans les deux Corée des modes de vie et des niveaux de développement très contrastés.

Pour aller plus loin

La comparaison portera sur les deux pays comme symboles de la Guerre froide et de frontières idéologiques qui divisent un peuple et une nation.

AXE 2

Les frontières en débat P. 176-177

➔ Réponses aux questions

1. La militarisation de la frontière s'explique par les fortes tensions qui existent entre l'Inde et le Pakistan (cf. Jalon 3 p. 318).
2. Les garde-côtes japonais arrêtent ce bateau puisque c'est un bateau d'activistes pro-chinois qui navigue dans des eaux revendiquées à la fois par la Chine et le Japon.
3. Que ce soit sur terre, avec la présence de soldats lourdement armés patrouillant le long de la frontière ou en mer, avec les actions coercitives des garde-côtes, les photographies révèlent que les frontières restent souvent des zones de tension entre les pays.

JALON 1

Reconnaître une frontière: la frontière germano-polonaise (1939-1990) P. 178-179

➔ Relever et relier des informations

1. En 1945, le territoire polonais est recréé par les Alliés, et la frontière germano-polonaise fixée sur la ligne Oder-Neisse.

2. La frontière est déplacée vers l'ouest car Staline revendique une partie du territoire polonais, et simultanément les conquêtes d'Hitler sont annulées. L'Allemagne est alors occupée par les Alliés puis divisée entre RFA et RDA.

3. Les conséquences humaines sont des déplacements massifs de populations, dans des conditions souvent précaires, voire des violences, aux dépens des populations juives ou des Allemands de Pologne expulsés.

4. Il faut attendre que l'Allemagne soit à nouveau unifiée pour que la reconnaissance de la frontière soit définitive.

➔ BILAN

L'histoire de cette frontière retrace les événements majeurs de l'histoire de l'Europe au xx^e siècle : le III^e Reich, l'expansion allemande, la Seconde Guerre mondiale, le pacte germano-soviétique puis l'attaque de l'URSS par Hitler, enfin la victoire des Alliés et la Guerre froide jusqu'à la réunification de l'Allemagne.

Pour aller plus loin

Aujourd'hui cette frontière est intérieure à l'UE et à l'espace Schengen. Biens et personnes y circulent donc librement sauf disposition particulière.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

Berlin, 1961: le saut vers la liberté P. 180-181

Arrêt sur l'image : 1. La pancarte « secteur français » indique que la photo est prise à Berlin après la Seconde Guerre mondiale, alors que la ville était partagée en 4 secteurs placés sous l'autorité d'un des Alliés. Conrad Schumann est alors un jeune policier de la RDA affecté à la surveillance de la ligne frontière dans Berlin, au moment où est décidée l'édification du mur.

2. L'urgence pour le soldat apparaît dans son saut et son geste pour se débarrasser de son arme. Quant au photographe, il voit un confrère dans son cadre mais il ne peut attendre pour déclencher son appareil s'il veut saisir le moment du saut.

Arrêt sur son histoire : 3. La photo a été préparée car le jeune soldat donnait des signes visibles de son intention de passer à l'Ouest et des passants l'y encourageaient. Le photographe a eu le temps d'appeler la police de Berlin Ouest pour favoriser la fuite du soldat en camionnette.

4. C'était encore possible car la construction était à peine commencée, et le mur était donc encore incomplet, par exemple dans le secteur de la Bernauer Strasse.

Arrêt sur sa portée politique : 5. Son geste a été considéré comme un acte politique car il symbolisait un choix irréversible, et une prise de risque. Le titre de la photographie souligne le contenu politique de ce choix.

6. Cette photo est devenue le symbole d'une valeur sur laquelle se fondait le bloc de l'ouest, la liberté. Comme le souligne plus tard le président Kennedy à Berlin en 1963, la fuite du soldat est interprétée comme la recherche d'une vie meilleure, que ne permet pas le système à l'Est. Le mur est vu comme un constat d'échec, qui est donc en creux un signe de victoire pour l'Ouest.

JALON 2

Dépasser les frontières nationales : le droit de la mer

P. 182-183

➔ Analyser et relier des documents

1. La souveraineté des États diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la ligne de base (littoral).
2. Certains États ne ratifient pas la convention car ils ne souhaitent pas être tenus par ses règles de droit international.
3. La ZEE apporte à la fois des ressources (halieutiques, énergétiques) et une présence stratégique en mer.
4. Tous les États n'ont pas de bordure littorale et il existe en outre des rivalités entre États côtiers. Ainsi, des espaces libres permettent de circuler en mer, sur des routes maritimes et points de passages internationaux (détroits, canaux) où ne s'exerce pas de souveraineté étatique.

➔ BILAN

La Convention de Montego Bay est un texte de droit international. À ce titre, elle clarifie des règles communes de fonctionnement mais elle bride aussi certaines volontés étatiques, soit qui la reconnaissent et voudraient la modifier, soit qui ne la reconnaissent pas.

FOCUS

Le partage de l'Arctique

P. 184-185

➔ Mettre en relation des documents

1. Russie, Canada, États-Unis, Norvège et Danemark sont les États concernés. L'Arctique est convoité en raison de ses réserves en hydrocarbures, en minerais, et de ses zones de pêche.
2. L'argument des États riverains est le prolongement possible de leur ZEE sur le plateau continental jusqu'à 350 km, conformément à la Convention de Montego Bay qu'ils ont ratifiée.
3. Cependant une autre vision est avancée par les États-Unis : les eaux arctiques pourraient être mises sous statut de détroit international, échappant de ce fait à toute souveraineté particulière. On voit donc que s'oppose la théorie d'un partage de l'Arctique entre les États et celle d'un espace commun international.

➔ BILAN

L'Arctique est un casse-tête géopolitique car la circulation y est devenue possible et la plupart des États riverains le convoitent. Mais tous n'ont pas ratifié la CMB et n'appliquent donc pas les mêmes règles, et cet espace pourrait aussi être vu comme un espace international, tels d'autres passages (détroits et canaux) du monde.

Pour aller plus loin

Comparer les conflits frontaliers de ces deux territoires maritimes, qui ont en commun des îles ou archipels permettant de revendiquer des ZEE, et des ressources attractives.

OBJET CONCLUSIF

Les frontières internes et externes de l'Union européenne (UE)

P. 192-193

➔ Réponses aux questions

1. Les documents évoquent principalement les flux humains (docs 1, 2, 4) mais le document 1 évoque aussi les flux de marchandises (fret). Avec 70 millions de passagers en 2017, l'exemple de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle montre que les principaux points d'entrée pour les flux humains en Europe sont les aéroports : Londres-Heathrow (1), Amsterdam-Schiphol (3), Francfort-Rhin/Main (4), Istanbul-Atatürk (5).

Il faut donc relativiser les informations données par la carte qui recense les migrants clandestins et permet donc d'identifier les routes migratoires principales au sud : détroit de Gibraltar, Sicile, Turquie et Balkans. On peut aussi faire remarquer aux élèves que les frontières orientales de l'UE, peu concernées par les flux clandestins, sont néanmoins très traversées et qu'elles sont donc ponctuées de points de passage importants, comme cela a été vu dans l'introduction du thème (frontière Lituanie-Belarus notamment).

2. L'Union européenne est attractive car elle est une aire économiquement prospère et développée, comme l'indique l'IDH par pays. Les migrants économiques viennent y chercher des emplois et un niveau de vie plus élevé. Mais l'UE est aussi un espace démocratique dans lequel les droits sont garantis et protégés ce qui en fait une destination plébiscitée par les réfugiés. La carte montre ainsi qu'aucun pays de l'UE ne présente un indice de démocratie faible ou très faible alors que c'est le cas de tous les pays du voisinage européen (excepté le Monténégro et Israël). Enfin, l'espace Schengen est le plus vaste espace de libre circulation au monde ce qui est aussi un facteur d'attractivité pour des migrants qui peuvent ainsi choisir entre plusieurs pays de destination.

3. Depuis 5 ans, les migrations vers l'Europe ont connu une forte hausse (1,8 million de passages irréguliers en 2015) puis une baisse progressive. La forte hausse en 2015 s'explique par l'afflux de populations syriennes chassées par la guerre. Depuis 2016, l'instabilité reste forte en Libye et en Syrie et la situation en Afrique subsaharienne ou en Afghanistan continue de faire fuir les populations vers l'Europe. La diminution des passages irréguliers s'explique par le renforcement des contrôles et notamment l'externalisation de ceux-ci par l'UE vers les pays du voisinage : Maroc, Libye, Turquie notamment, mais aussi Soudan.

JALON 1

Venir en Europe, passer la frontière

P. 194-195

➔ Interpréter des documents

1. La convention de Schengen distingue les frontières internes et externes. L'article 2 indique que les premières « peuvent être franchies en tout lieu sans qu'un contrôle des personnes soit effectué »

alors que l'article 3 indique que les secondes « ne peuvent être franchies qu'aux points de passage frontaliers ». Comme il n'y a plus de contrôle aux frontières intérieures, il est nécessaire de reporter le contrôle sur le point d'entrée dans l'espace Schengen, c'est-à-dire les frontières externes. Cela donne un rôle stratégique aux pays de première entrée.

2. Le document 2 indique une réponse commune qui consiste à dresser des murs aux frontières externes. En externalisant le contrôle, l'UE prend toutefois le risque de discriminer les migrants en fonction de leur origine et l'appel à des acteurs privés ne garantit pas l'égalité de traitement des migrants. La carte 3 confirme cette inégalité de traitement : l'UE autorise certaines populations à se rendre en Europe sans visa alors qu'elle impose des visas coûteux aux populations d'autres pays. La question des réfugiés est différente de celle des migrants car les premiers dépendent de la convention de Genève. La réponse des pays de l'espace Schengen devrait donc être homogène d'autant que la convention de Schengen réaffirme l'attachement des pays au respect de la convention de Genève. Pourtant, le document 4 indique que les pays disposent « d'une marge d'interprétation » sur le réel statut de ceux qui demandent asile.

3. Les pays qui ont suspendu la libre circulation ne disposent pas de frontières externes, si l'on excepte les ports et les aéroports. Leur choix de rétablissement des contrôles est justement lié à cette position : n'ayant pas de frontière externe, ils doivent s'en remettre au contrôle de celle-ci par les pays de première entrée. En rétablissant le contrôle, ils dénoncent indirectement le manque d'efficacité des pays de première entrée.

→ BILAN

La convention de Schengen entraîne une disparition des frontières internes et un renforcement des frontières externes. Ce renforcement semble garantir la régulation aux frontières car des murs empêchent le passage des clandestins et la politique de visas entrave la venue d'une grande partie des populations de la planète. Toutefois, la convention ne joue plus son rôle car les États qui l'ont signée sont en désaccord sur la politique migratoire à mener, notamment depuis que la menace terroriste s'est faite plus pressante. Cela se traduit par le rétablissement des contrôles sur les frontières internes mais cela conduit aussi à des drames humains et à un discrédit de l'Europe.

Pour aller plus loin

Piste 1 : Les règles instituées par la convention de Schengen instaurent un rapport de force entre les pays selon leur position géographique : pays de première entrée, pays de transit, pays d'accueil.

Piste 2 : Le rétablissement du contrôle aux frontières internes met fin à la solidarité entre États, fondement de la convention.

Piste 3 : Le débat sur l'immigration est au centre de la vie politique des différents pays de l'espace Schengen.

FOCUS

De Kaboul à Marseille, l'itinéraire d'un migrant

P. 196-197

➔ Mettre en relation des documents

1. Khan peut revendiquer le statut de réfugié car son pays est en guerre depuis plusieurs décennies. On peut aussi relever que l'État afghan n'est pas suffisamment stable pour garantir les droits des populations (40 % du territoire échappe au contrôle du gouvernement). Enfin, on peut légitimement penser que l'installation de l'État islamique ne garantit pas les droits des habitants. Par contre, la pauvreté de ce pays n'offre pas le statut de réfugié (≠ migrant). Il faudra toutefois que Khan prouve aux autorités françaises qu'il risque d'être effectivement persécuté s'il rentre dans son pays.

2. Les frontières les plus difficiles à passer pour Khan sont celles pour entrer (Turquie/Grèce) et sortir (France/Royaume-Uni) de l'espace Schengen. Cela confirme bien que l'abolition des frontières internes entraîne un renforcement des frontières externes.

3. Le camp de Fylakio est un camp de rétention qui fait partie du système Schengen : c'est là qu'attendent les migrants qui ont déposé une demande d'asile pour obtenir le statut de réfugié. Il a donc un statut officiel, contrairement à la « jungle » de Calais qui – comme son nom l'indique – est un camp spontané constitué à la frontière fermée du Royaume-Uni par les migrants clandestins en attente de passage. Les bâtiments visibles sur la photographie de la « jungle » ont été aménagés par des associations humanitaires pour venir en aide aux migrants qui y vivaient dans des conditions sanitaires terribles. N'ayant pas un caractère officiel, la « jungle » de Calais a été démantelée en 2016.

4. Khan connaît des difficultés pour quitter la Grèce une fois qu'il y est entré. Celles-ci sont liées au fonctionnement de l'espace Schengen qui impose aux pays de première entrée le contrôle des migrants (article 3) : Khan doit attendre en Grèce que son dossier de demande d'asile soit examiné en vertu de l'article 28.

5. L'intégration de Khan se fait selon plusieurs vecteurs :

- la langue joue un rôle important. Khan commence l'apprentissage du français dès son arrivée à Marseille (dimension culturelle) ;
- le statut administratif est le second vecteur d'intégration : d'abord débouté de sa demande d'asile, Khan obtient une carte de séjour d'un an qui lui ouvre des droits (dimension politique) ;
- l'emploi est un autre vecteur d'intégration qui passe par des emplois informels d'abord, puis le droit au travail nécessaire à l'obtention d'un contrat (dimension économique et sociale) ;
- le logement enfin, qui permet à Khan d'accéder à l'indépendance en quittant les foyers dans lesquels sont logés les migrants en attente de régularisation (dimension sociale).

→ BILAN

L'itinéraire de Khan est d'abord emblématique des difficultés rencontrées par les migrants dans leur parcours. On comprend à travers son itinéraire qu'une migration est une épreuve qui ajoute au déracinement, les difficultés du parcours mais aussi les difficultés de l'intégration. L'émigration ne peut donc être choisie qu'en réponse à des conditions de vie particulièrement difficiles dans le pays de départ. Mais son itinéraire est aussi emblématique des dysfonctionnements de la Convention de Schengen. En effet, celle-ci ne semble protéger ni l'espace européen, ni les migrants. On constate

aussi par cet exemple que les frontières internes de l'espace Schengen sont loin d'être ouvertes puisque son parcours illustre « l'épaissement » des frontières internes et externes. Toutefois, son itinéraire doit aussi permettre de montrer qu'une fois qu'il s'est installé à Marseille, l'intégration est effective ce qui interroge une nouvelle fois l'efficacité du système Schengen qui consiste à bloquer les migrants dans des camps dans le pays de première entrée, ce qui ne laisse aucun espoir d'intégration et encourage migrants et réfugiés à choisir la clandestinité...

JALON 2

La Hongrie, au cœur de l'Europe et du débat sur les frontières

P. 198-199

➔ Mettre en relation des documents

1. Le critère ethnolinguistique explique le tracé des frontières de la Pologne. La carte 1 montre que la Hongrie est un pays homogène qui regroupe l'essentiel des locuteurs hongrois (langue finno-ougrienne). Même si les frontières d'Europe centrale ont été régulièrement modifiées, celles de la Hongrie sont restées stables depuis la fin de l'Empire austro-hongrois en 1920.
2. Tout au long du xx^e siècle, la Hongrie a occupé une position de front en Europe. Elle a d'abord fait partie du « glacis » constitué par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale face à l'URSS, puis elle a été en position de front dans le camp communiste face à l'Europe occidentale à partir de 1945 ; enfin, elle gère aujourd'hui 4 frontières externes de l'espace Schengen ce qui l'expose aux flux de migrants dans la route des Balkans (doc 4).
3. La fermeture des frontières hongroises est présentée par Viktor Orban comme un moyen de protéger l'Europe. Elle risque surtout d'entraver la circulation des personnes puisque la Hongrie est en position de carrefour. En effet, elle est à la fois un pays de première entrée dans l'espace Schengen par rapport à la Serbie ou l'Ukraine, mais elle dispose aussi de frontières fermées avec des pays de l'UE qui ne font pas partie de l'espace Schengen (Roumanie, Croatie). Enfin, l'Autriche a rétabli le contrôle à sa frontière avec la Hongrie ce qui réduit aussi la circulation à l'intérieur de l'espace Schengen. Les décisions hongroises n'entraveront donc pas uniquement la circulation des migrants qui empruntent la route des Balkans.
4. La politique migratoire de fermeture des frontières menée par Viktor Orban n'est pas conciliable avec les valeurs démocratiques européennes. D'une part, le traitement réservé aux migrants, bloqués à la frontière sans avoir été recensés pour déterminer leur statut, ne correspond pas aux préconisations de l'UE. D'autre part, Viktor Orban utilise des moyens non-démocratiques pour mettre en œuvre sa politique (renforcement des pouvoirs de contrôle et de répression de l'État) et la justifier auprès des habitants (campagne d'affirmations fausses au sujet de la politique migratoire de l'UE).

➔ BILAN

La Hongrie est un pays créé autour de l'An Mil par un peuple finno-ougrien venu d'Europe du Nord-Est. Cette singularité soude les Hongrois autour d'une identité ethnolinguistique forte qui leur a permis de se construire comme nation au carrefour de l'Europe. La crise migratoire que connaît l'Europe fournit à Viktor Orban un contexte favorable pour réactiver cette singularité en axant sa politique sur le renforcement des frontières. En présentant la Hongrie comme

faisant front, une nouvelle fois, il aiguillonne le nationalisme hongrois ; en accusant Bruxelles de laisser la Hongrie, pays de première entrée, seule face aux migrants, il se pose en défenseur de l'Europe tout en attisant la peur de la population pour mieux justifier sa politique répressive et sa confiscation du pouvoir (populisme).

Pour aller plus loin

Piste 1 : Le positionnement géographique de la Hongrie lui donne un rôle stratégique dans la gestion des frontières de l'espace Schengen.

Piste 2 : La complexité juridique des frontières hongroises montre les difficultés d'application de la convention Schengen.

Piste 3 : En instrumentalisant le débat sur les frontières pour l'inscrire dans un projet nationaliste, Viktor Orban fragilise la construction d'une identité européenne construite sur la diversité. On parle d'ailleurs « d'orbanisation » de l'Europe...

JALON 3

Les espaces transfrontaliers intra-européens

P. 200-201

➔ Prélever et relever des informations

1. Créé en 1990 par la CEE, le programme Interreg s'inscrit dans le projet européen d'abaissement des barrières frontalières et le développement régional dans le cadre du FEDER. Le programme Interreg soutient financièrement les initiatives à l'échelle des espaces transfrontaliers pour encourager la coopération entre les entités issues d'espaces nationaux différents. Le soutien peut concerner des programmes de coopération à l'échelle de vastes espaces tels que la mer Baltique, des programmes de réconciliation comme pour l'Irlande, à travers des réalisations concrètes comme celles qui sont présentées aux documents 4 (hôpital) ou 5 (parc naturel). L'objectif d'ensemble du programme est d'utiliser la frontière comme une interface et non comme une barrière, afin de promouvoir la coopération entre les peuples. Les réalisations visent à apporter des réponses transnationales lorsque celles-ci sont plus efficaces que les réponses nationales (exemple de l'hôpital de Cerdagne).
2. Les dynamiques de l'emploi transfrontalier en France s'expliquent par un différentiel entre les régions frontalières françaises et celles des pays limitrophes. On constate une croissance générale du nombre d'actifs français travaillant dans les régions étrangères limitrophes (doublement en presque trente ans) ce qui peut s'expliquer par la dynamique démographique plus forte en France. Même si les régions frontalières sont celles qui présentent les taux de chômage les plus faibles en France, le différentiel avec nos voisins belges et surtout luxembourgeois, allemands et suisses est une explication importante. Les dynamiques sont toutefois différentes selon les pays. On observe une forte dynamique de l'emploi transfrontalier avec la Suisse qui peut s'expliquer par le différentiel économique élevé avec la France et une population suisse plus âgée. On retrouve cette dynamique moins affirmée avec le Luxembourg et Monaco qui présentent les mêmes avantages mais sont de plus petite taille et offrent donc moins d'emplois. À l'inverse, l'Allemagne apparaît moins attractive, peut-être en raison de la réforme du marché du travail qui a conduit à l'abaissement des salaires dans certaines branches (réforme Hartz et minijobs au début des années 2000). On peut aussi relever que seuls les actifs

français sont ici évoqués alors que l'emploi transfrontalier a probablement augmenté dans les deux sens lorsque les régions frontalières offrent des situations proches et complémentaires, comme avec la Belgique (attractivité de la métropole lilloise notamment).

3. La coopération transfrontalière permet de :

- fournir un équipement à des espaces périphériques français et espagnols isolés (altitude) ;
- reconstituer un bassin de vie de 32 000 personnes jusqu'ici séparées par la frontière ;
- répondre à une demande saisonnière liée à la fréquentation touristique ;
- obtenir un financement européen représentant plus de la moitié du coût du projet ;
- favoriser les échanges de pratiques entre les professionnels de santé des deux pays.

4. Le parc est un symbole de la construction transfrontalière car il est situé au cœur de l'Europe, à cheval sur trois pays fondateurs de la CEE (Allemagne, Pays-Bas, Belgique). On retrouve aussi dans le parc des villes symboles de la construction européenne : Aix-la-Chapelle (Aachen), capitale de l'empire carolingien, et Maastricht dont le traité éponyme a marqué la naissance de l'UE. Enfin, le développement durable qui est au cœur du projet est aussi un élément moteur du projet européen (principe des « trois piliers du développement durable » formalisé au sommet de Copenhague en 1997).

→ BILAN

En affirmant la volonté de faire disparaître les barrières entre les pays, les États qui ont construit l'UE ont valorisé un autre rôle pour les frontières, celui d'interface. En effet, les frontières ne sont plus des lignes de séparation entre les pays, elles deviennent des lignes de contact entre des espaces complémentaires construits par des histoires nationales différentes. La coopération frontalière devient alors un moyen d'utiliser les complémentarités des territoires pour construire des bassins de vie, à cheval sur les lignes frontières devenues dynamiques. C'est la raison pour laquelle la CEE puis l'UE financent des projets dans des domaines variés grâce à un programme ambitieux : Interreg. Depuis 1958, les Eurorégions construisent ainsi l'Europe à partir de réalisations concrètes, grâce au soutien des institutions européennes, répondant ainsi au souhait originel de Jean Monnet.

Pour aller plus loin

Piste 1 : À l'échelle européenne, l'étude d'une région subrégionale périphérique telle que l'eurorégion Baltique créée en 1998.

Piste 2 : La Regio TriRhena offre un bon exemple d'entités nationales périphériques (Alsace, Bade-Wurtemberg, canton de Bâle) qui retrouvent leur centralité européenne en s'associant.

Piste 3 : L'hôpital de Cerdagne offre un exemple concret d'un recentrage sur un bassin de vie transnational. D'autres exemples peuvent être mobilisés sur le site <http://www.europe-en-france.gouv.fr>.

BIBLIOGRAPHIE – SITOGRAPHIE

Atlas

Espace mondial : l'Atlas 2018, Presses de Sciences Po.

TERTRAIS B., *L'atlas des frontières*, Bruno, Les Arènes, 2016 (136 pages).

ANDERSON E.W., *International Boundaries, a geopolitical atlas*, Routledge, 2003.

Revues et périodiques pour actualiser ce sujet qui connaît d'importants renouvellements

Questions internationales, « Le réveil des frontières », n° 79-80, La documentation française, juillet-août 2016.

Carto, « Géopolitique et mondialisation. Le retour des frontières », n°41, mai-juin 2017.

Ouvrages de référence

AMILHAT-SZARY A.L., *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?* PUF, 2015.

FOUCHER M., *Le retour des frontières*, CNRS Éditions, 2016.

FOUCHER M., *L'obsession des frontières*, Tempus Perrin, 2012 (3^e édition).

QUÉTEL C., *Histoire des murs*, Tempus Perrin, 2014.

Stéphane Rosière, géographe et géopolitologue, propose une réflexion plus orientée politiquement sur ce thème au sein du collectif antiAtlas. Parmi ses nombreuses contributions en ligne, on pourra consulter le riche article publié dans le numéro 2 de l'antiAtlas Journal. <https://www.antiatlas-journal.net/02-les-frontieres-internationales-entre-materialisation-et-dematerialisation/>

ZAJEC O., *Frontières. Des confins d'autrefois aux murs d'aujourd'hui*, Éditions Chroniques, 2017.

Sitographie

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/la-frontiere-discontinuites-et-dynamiques>

<http://ceriscope.sciences-po.fr/portail/taxonomy/themes/frontieres>

<http://www.espaces-transfrontaliers.org>

THÈME 4

S'INFORMER : UN REGARD CRITIQUE SUR LES SOURCES ET LES MODES DE COMMUNICATION

INTRODUCTION

Première approche

P. 210-211

➔ Découvrir le thème

1. Une information désigne des faits vérifiés et d'intérêt public portés à la connaissance d'un public. Elle doit être distinguée des opinions qui sont des jugements portés sur les faits, des rumeurs non vérifiées ou encore de la communication...
2. À la source de toute information, on trouve traditionnellement un ou des journalistes ayant effectué un travail de reportage. Mais Internet et les réseaux sociaux offrent à tous l'opportunité de produire et diffuser des informations.
3. La télévision et Internet sont les moyens les plus utilisés aujourd'hui dans le monde pour accéder à l'information. Les pratiques diffèrent toutefois selon les pays. Les Français et les Japonais continuent de s'informer principalement via la télévision tandis que les Finlandais ou les Australiens utilisent en majorité Internet.
4. Certains gouvernements pratiquent la censure ce qui limite l'accès à certains moyens d'information. Des pays comme la Chine, la Biélorussie ou encore l'Arabie Saoudite censurent par exemple fortement Internet.

Les clés du thème

1. Une grande diversité de médias P. 212-213

➔ Objectif

Même s'ils continuent de privilégier la télévision, les Français s'informent de manière croissante en ligne et via les réseaux sociaux. Bien que de nouveaux producteurs spécialisés aient émergé sur Internet, ce sont toutefois plus les supports qui se sont renouvelés. Les médias traditionnels (presse, radio, télévision) ont en effet développé leur présence en ligne, en adaptant la forme de leurs messages.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Les Français s'informent majoritairement via la télévision (48 % des sondés par Kantar la déclareraient comme moyen d'information principale en 2018) et dans une moindre mesure sur Internet (26 %). En ligne, une majorité privilégie les sites de la presse écrite. 28 % les déclarent comme source d'information principale sur Internet contre 18 % pour les réseaux sociaux.
2. Internet constitue un nouveau vecteur pour accéder à l'information produite par les médias traditionnels (presse écrite, radio, télévision). Il offre aussi de nouvelles sources d'information avec les réseaux

sociaux, les blogs spécialisés ou encore les sites d'information pure players qui n'opèrent qu'en ligne, tels que Médiapart.

3. Les individus qui utilisent les réseaux sociaux pour s'informer sont attirés par la mise à jour rapide des contenus, leur gratuité ou encore leur personnalisation. Ils considèrent toutefois qu'ils manquent de recul face aux événements et n'offrent pas assez d'outils d'analyse.

4. Les médias traditionnels ont développé leur présence en ligne. Ils ont leurs propres sites Internet et des pages sur les sites de vidéo en ligne ou les réseaux sociaux. Ainsi les radios comme France Inter filment désormais leurs programmes et en diffusent les images sur des sites comme Youtube.

5. Les sites Internet pure players et les réseaux sociaux représentent de nouveaux moyens d'information qui concurrencent les médias traditionnels et ont notamment contribué au déclin de la presse papier. Mais Internet constitue aussi un nouveau vecteur de diffusion des contenus produits par les médias traditionnels qui sont par exemple partagés sur les réseaux sociaux. Alors que ceux-ci sont appréciés pour leur rapidité et leur personnalisation, les individus se tournent en outre plutôt vers des médias comme la presse ou la radio quand il s'agit d'approfondir.

Les clés du thème

2. Des pratiques d'information socialement différenciées

P. 214-215

➔ Objectif

Les pratiques d'information varient en fonction des caractéristiques socio-démographiques. L'usage d'Internet et des réseaux sociaux notamment est beaucoup plus répandu chez les jeunes, alors que les plus âgés privilégient la télévision. L'intérêt pour l'actualité est par ailleurs plus prononcé chez les catégories socioprofessionnelles supérieures, en conformité avec l'idéal du citoyen informé et les médias utilisés y sont plus diversifiés. Par contraste, les catégories populaires ont une consommation moins intense et un rapport plus pratique aux informations : reçues principalement dans le cadre familial, elles sont appréhendées d'abord à travers des catégories morales ordinaires.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Les plus jeunes tendent à privilégier Internet pour accéder à l'information (c'est la source d'information principale pour 64 % des 18-24 ans en 2016 dans les pays de l'OCDE) tandis que les plus âgés continuent de s'informer majoritairement via la télévision (source d'information principale pour 53 % des plus de 55 ans). Il y a sans doute ici essentiellement un effet génération, les plus âgés étant moins familiers des technologies numériques. Par ailleurs,

les plus jeunes font preuve d'un moindre intérêt pour l'actualité. Cela peut s'expliquer par le fait que certains n'ont pas encore d'activité professionnelle qui favorise l'intégration sociale et politique.

2. Le degré de politisation influe fortement sur les pratiques d'information. Les catégories supérieures semblent avoir intégré la norme civique et considèrent comme un devoir de se tenir informé de l'actualité. Les individus moins politisés, plus souvent issus des catégories populaires, accèdent à l'information essentiellement à travers les faits divers qu'ils analysent principalement à travers des catégories morales.

3. Si la facture numérique a eu tendance à se réduire, Internet a plutôt creusé les différences entre classes d'âge (40 % des plus de 70 ans ne se connectant pas en 2018). Par ailleurs, l'usage que font les catégories modestes d'Internet est très différent de celui des catégories supérieures. Elles utilisent surtout les réseaux sociaux dans une logique de sociabilité, accédant à l'information via les liens partagés par leurs amis.

4. Les catégories populaires s'exposent de manière assez forte à l'information, via la télévision ou Facebook. Mais elles font preuve d'un intérêt moindre pour l'actualité et leur rapport à l'information est moins intellectuel et moins motivé par l'idée d'un devoir citoyen que celui des catégories supérieures. Les informations sont reçues principalement dans le cadre des interactions familiales, avec une préférence donnée aux faits divers (rejetés au contraire par les catégories supérieures dans une logique de distinction).

Les clés du thème

3. L'accès à l'information : un enjeu mondial

P. 216-217

➔ Objectif

De nombreux gouvernements, en particulier dans les régimes non démocratiques, recourent au contrôle de l'information à travers le monde via la censure, le blocage de l'accès à certains contenus et les menaces et violences à l'encontre des journalistes. La possibilité pour ceux-ci de travailler à distance tout comme les moyens techniques qui permettent la diffusion des informations par-delà les frontières et le contournement partiel des blocages, limitent toutefois ce contrôle.

➔ Des pistes pour vous aider

1. Selon le classement de Reporters sans frontières, la liberté de la presse est moins bien assurée en moyenne dans les pays en développement. Elle est particulièrement limitée dans les régimes autoritaires comme la Chine, l'Iran ou l'Arabie Saoudite. Elle est au contraire mieux garantie dans les pays développés et démocratiques d'Amérique du Nord et d'Europe, en particulier dans les pays scandinaves.

2. Les autorités politiques recourent à la censure mais aussi aux menaces et aux sanctions (poursuites judiciaires, emprisonnement) à l'encontre des journalistes. Elles peuvent aussi couper l'accès à certains moyens d'information, notamment Internet. De manière plus indirecte, sous le motif d'interdire la diffamation, des lois conduisent à encadrer strictement les contenus qui peuvent être publiés.

3. Des logiciels ou des outils comme les VPN (réseaux privés virtuels) permettent aux internautes d'accéder à des sites ou des contenus

théoriquement bloqués dans leur pays. Ils peuvent aussi utiliser des symboles comme les émoticônes pour faire référence à des termes (comme le hashtag #MeToo en Chine) ou des événements dont l'évocation est théoriquement proscrite. Ils peuvent en outre accéder à des contenus médiatiques produits et émis depuis l'étranger (comme ceux diffusés depuis Paris jusqu'en Erythrée par Radio Erena).

4. L'existence d'une presse libre et indépendante permet la diffusion d'informations différentes de celles promues par les autorités politiques en place. Cela permet l'expression d'une pluralité de voix et notamment d'une opposition politique, autorisant les individus à se forger leur propre opinion sur une base plus objective.

QCM

P. 219

1. b. ; 2. b. ; 3. a. ; 4. b. ; 5. b. ; 6. b. et c. ; 7. c. ; 8. b.

AXE 1

Les grandes révolutions techniques de l'information

P. 220-221

➔ Réponses aux questions

1. La rotative a permis l'avènement de la presse à grand tirage.
2. La télévision, média audiovisuel, a révolutionné l'information dans la seconde moitié du xx^e siècle en permettant la diffusion massive de l'information.
3. L'augmentation du niveau d'éducation et de développement a eu un impact sur l'accès à l'information dans la diffusion d'une information auprès d'un lectorat plus nombreux.

JALON 1

De la diffusion de l'imprimerie à la presse à grand tirage

P. 222-223

➔ Prélever et relier des informations

1. Le système de rouleaux cylindriques de la presse rotative allié à un mouvement rotatif permet une impression beaucoup plus massive. Le principe de la linotype consiste à assembler à l'aide d'un clavier des matrices de lettres qui forment le moule d'une ligne (son nom est la contraction de *line of types*, ligne de caractères). La machine coule dans ce moule du métal d'imprimerie qui, après solidification, constitue un bloc prêt à l'impression.
2. L'âge d'or de la presse écrite se situe entre 1880 et 1914. De 8 titres en 1815 à 322 titres en 1914, le nombre de tirages (quotidiens nationaux et régionaux) a également augmenté (de 270 000 en 1850 à 9 500 000 en 1914).
3. Le poids de la presse écrite n'a cessé de se renforcer depuis le xix^e siècle mais le nombre de titres et de tirages diminue à partir de la deuxième moitié du xx^e siècle. Une nouvelle évolution montre de nouvelles pratiques qui expliquent la baisse (journaux gratuits et poids de la presse régionale).
4. Le développement de l'opinion publique et l'enracinement de la démocratie sont des facteurs du développement de la presse écrite. Des tensions sociales comme la grève de mars 1975 à août 1977 du

Parisien libéré montrent le poids et la place de la presse écrite qui évolue dans un contexte de crise dans la deuxième moitié du xx^e siècle.

→ BILAN

Les progrès techniques dans la production de la presse écrite et dans les moyens de transport, l'apprentissage et l'enracinement de la démocratie, les progrès de l'alphabétisation font du journal un produit de consommation courante, largement diffusé dans un large public. Après l'âge d'or de la fin du xix^e siècle, la presse écrite a connu un déclin relatif dans la deuxième moitié du xx^e siècle avec de nouvelles pratiques et de nouvelles technologies qui ont pu la concurrencer.

Pour aller plus loin

La presse à grand tirage permet de diffuser une information plus massive et à moindre coût pour faciliter l'accès à l'information des citoyens.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

Invention et diffusion d'un motif satirique, la poire

P. 224-225

Arrêt sur l'image : 1. Le roi Louis-Philippe (1830-1848) est caricaturé en *Gargantua* (référence à Rabelais). Le monarque, personnage imposant à tête piriforme est assis sur un trône. Il avale des sacs portés par des valets sur une échelle. En bas de cette échelle, une hotte est remplie par l'argent du peuple. Sous l'échelle, des notables attendent les titres et décorations issus du trône royal et se dirigent vers le palais Bourbon (Assemblée nationale).

Arrêt sur son histoire : 2. L'éditeur et journaliste Charles Philipon, directeur de *La Caricature* puis du *Charivari*, est à l'origine du portrait-charge de Louis-Philippe en forme de poire qu'il réalise le 14 novembre 1831, lors de son procès pour avoir publié une caricature antiroyaliste.

3. Un portrait-charge est une caricature, c'est-à-dire un portrait qui charge certains traits physiques ou de caractère du sujet représenté. Philipon fonde en 1830 *La Caricature*, journal satirique dans lequel paraissent les planches de Daumier, dont la ligne éditoriale est républicaine hostile au régime de Louis-Philippe.

Arrêt sur sa portée politique : 4. Philipon et Daumier attaquent le pouvoir monarchique en place en dénonçant sa politique fiscale aux dépens du peuple et son mépris des aspirations libérales et démocratiques nées des journées de 1830.

5. Le dessin a été largement diffusé et populaire à son époque car le motif piriforme a largement été repris dans la presse. Daumier est reconnu comme un grand artiste par Baudelaire dans les *Curiosités esthétiques*.

JALON 2

Radio et télévision au xx^e siècle

P. 226-227

→ Analyser et confronter des documents

1. À partir des années 1930, le paysage médiatique se transforme avec la place de plus en plus importante des médias audiovisuels : radio et télévision. Les ménages s'équipent en postes de radio et

de télévision qui deviennent des médias d'information populaire (de 4 à 15 millions de récepteurs radio de 1937 à 1967 et de 15 % à 67 % de téléviseurs de 1960 à 1970).

2. La fin du xix^e siècle et le début du xx^e siècle voient les progrès de la télégraphie sans fil (TSF) et les premiers programmes sont radiodiffusés. La radio apparaît comme un média au cœur de l'événement surtout au temps du transistor car ce dernier est maniable, transportable et de petite taille.

3. La télévision s'installe progressivement dans les médias au cours des années 1950 et apparaît comme un média essentiel à partir des années 1960. Elle permet d'avoir accès à une information par le son et l'image.

4. La télévision transforme la société dans un contexte de consommation de masse en permettant l'accès à l'information du plus grand nombre et en diffusant une culture commune. La télévision diffuse une information en temps réel et est devenue un média de l'instantanéité (chaîne d'information en continu) avec une accélération de l'information.

→ BILAN

La radio et la télévision, par leur audience, dominent peu à peu le paysage médiatique au cours du xx^e siècle. Ces médias sont le résultat de découvertes scientifiques et techniques qui cherchent à réaliser la diffusion d'informations à distance. Ils deviennent des sources d'information essentielles en suscitant l'engouement des auditeurs et téléspectateurs.

Pour aller plus loin

Les médias audiovisuels sont le reflet de la société et contribuent aussi à la transformer. Ils s'imposent comme des médias de l'information vivante et immédiate et s'adaptent aux modes de consommation de l'information en proposant une profusion de l'information dans un contexte de consommation de masse.

FOCUS

Orson Welles et *La Guerre des mondes* (1938)

P. 228-229

→ Relier les documents

1. Le 30 octobre 1938, Orson Welles met en scène une fausse information en présentant à la radio CBS un « bulletin d'informations » basé sur *La Guerre des mondes*, le roman écrit par Herbert George Wells en 1898 en faisant croire que le pays était la cible d'une attaque d'extraterrestres.

2. L'émission, présentée sous forme de flashs d'information et de témoignages, accompagnée par l'orchestre radiophonique de CBS, passe pour un vrai direct provoquant la confusion parmi les auditeurs.

3. La radio connaît un succès auprès des auditeurs qui font confiance à ce nouveau média après la crise de 1929.

4. La presse écrite, concurrencée par la radio, s'empare de cette affaire en dramatisant la panique des auditeurs pour discréditer la radio comme source d'informations

→ BILAN

L'artiste Orson Welles met en scène une fausse information à la radio pour utiliser les effets de réel que permettait ce nouveau média et s'adresser à un public toujours plus nombreux dans les années 1930. Metteur en scène, il réalise chaque semaine pour la radio CBS une heure de production dramatique diffusée en direct avec sa troupe de comédiens du Mercury Theater, de musiciens et de bruiteurs.

Pour aller plus loin

La radio est un média populaire qui devient un média de masse dans les années 1930. Elle s'impose comme un média de l'information vivante et immédiate avec un potentiel de persuasion. Le succès de l'information radiophonique se mesure aux pressions de la presse écrite sur la radio.

JALON 3

Naissance et extension du réseau Internet

P. 230-231

➔ Mettre les documents en relation

1. Internet élargit les possibilités de collecte des informations et la production d'information est multimédia et s'est accélérée. Les contenus audiovisuels sont diffusés sur d'autres supports grâce aux TIC : écran d'ordinateur, téléphone mobile (augmentation du nombre d'utilisateurs d'abonnés à la téléphonie mobile et de l'Internet).
2. Les nouvelles technologies permettent une navigation individualisée selon une temporalité propre à l'individu qui s'informe.
3. La transmission de l'information s'est accélérée dans un contexte de mondialisation.
4. Les questions déontologiques dans le traitement de l'information (publication de contenus pas suffisamment vérifiés).
5. La production et la circulation de l'information internationale reflètent les inégalités d'information et de la couverture médiatique à l'échelle mondiale.

→ BILAN

Les façons de concevoir l'information, de la produire et de la consommer connaissent de grands bouleversements à l'ère du numérique. L'accès à l'information individualisée devient immédiat avec une quasi-instantanéité utilisant de nouveaux supports mobiles grâce aux progrès technologiques. Cette nouvelle façon de s'informer pose la question des contenus et de la globalisation de l'information.

Pour aller plus loin

Internet permet une révolution de l'information à l'échelle mondiale en lien avec des bouleversements technologiques qui ont permis la diffusion d'une information individualisée et globalisée. Mais des règles de déontologie doivent continuer de crédibiliser l'information afin de la vérifier et de la hiérarchiser.

AXE 2

Liberté ou contrôle de l'information, un débat politique fondamental

P. 238-239

➔ Réponses aux questions

1. La liberté de l'information permet le fonctionnement de médias libres, indépendants et pluralistes.
2. Le contrôle de l'information peut prendre la forme de répression et d'atteinte au droit à l'information et à la liberté des médias.
3. La liberté ou le contrôle de l'information sont des sujets politiques qui peuvent nuire à l'indépendance des médias, indispensable au bon fonctionnement de la démocratie.

JALON 1

Information et opinion : l'affaire Dreyfus et la presse

P. 240-241

➔ Relier des documents

1. La Une du *Petit journal* évite de heurter les opinions de son lectorat et se veut « neutre » ; celle de *La Libre Parole* est un quotidien politique antisémite ; *Grelot* est un journal satirique républicain.
2. L'affaire Dreyfus a divisé la société française entre dreyfusards, convaincus de l'innocence du capitaine Dreyfus, et antidreyfusards, convaincus de sa culpabilité. La presse s'engage et sous son influence l'opinion publique se divise. Elle devient un des acteurs majeurs de l'affaire Dreyfus.
3. La presse écrite devient un nouvel espace d'expression publique où des intellectuels s'opposent et entraînent une bipolarisation de l'opinion publique. En 1898, la presse antidreyfusarde reste majoritaire, malgré un partiel rééquilibrage après 1898 (augmentation du nombre de journaux en faveur de Dreyfus ou de la révision de son procès). Entre février 1898 et l'été 1899, la presse dreyfusarde est passée de 8 % à 32 %. La parution dans le journal *L'Aurore* de la lettre au président de la République de Zola « J'accuse... ! » est un tournant de l'affaire : le procès de Dreyfus est révisé l'année suivante.
4. L'opinion publique exerce une pression sur les médias d'opinion qui jouent un rôle nouveau dans la société et la vie politique.

→ BILAN

La crise de l'affaire Dreyfus met en évidence le rôle nouveau de la presse dans la formation d'une opinion publique. Celle-ci pèse également sur la ligne éditoriale des journaux qui cherchent à ne pas heurter leur lectorat. La nécessité de vendre et de satisfaire le public peut orienter les contenus éditoriaux.

Pour aller plus loin

Presse d'information : *Le Monde*, *Courrier International* ; presse d'opinion : *L'Humanité*, *Le Figaro*.

L'information entre le marché et l'État: Havas et l'AFP

P. 242-243

➔ Prélever et relier des informations

1. C'est la première agence de presse internationale qui recrute des correspondants à l'étranger et vend ses informations aux journaux parisiens et provinciaux, aux hommes d'affaires, ambassades et ministères en utilisant les méthodes de transmission les plus rapides (télégraphe électrique).
2. Le double monopole était un problème car ce financement interrogeait sur l'indépendance des médias.
3. Les missions de l'AFP sont de collecter une information « complète et objective », vérifier et traiter l'information enfin la distribuer. Des journalistes répartis dans de nombreux pays à l'échelle mondiale transmettent dépêches, photos et vidéos dans le monde.
4. L'AFP est présente sur tous les continents et donc une source majeure d'informations fiables pour un grand nombre de médias à l'international.
5. Les enjeux des agences de presse aujourd'hui sont d'arriver à conserver leurs clients face à la concurrence des sources gratuites mais peu fiables d'Internet.

➔ BILAN

L'AFP doit préserver son indépendance pour conserver un statut d'entreprise d'information. L'agence est un organisme privé autonome à statut particulier qui n'a pas d'actionnaires et ne peut être subventionnée directement par l'État, ce qui mettrait en doute son indépendance. Elle dépend donc de ses seules ressources commerciales, dont 40 % d'abonnements par les services publics.

Pour aller plus loin

La publicité peut financer les médias en préservant leur indépendance en leur laissant une totale liberté d'expression sans intervenir dans la ligne éditoriale. Le financement par la publicité et les investissements de groupes de presse sont autant de contraintes qui risquent d'influencer les contenus.

Information et propagande: la guerre du Vietnam

P. 244-245

➔ Prélever et confronter des informations

1. Des scènes de guerre et des clichés sont diffusés par des journalistes envoyés sur le théâtre des opérations et accrédités par le gouvernement américain (communiqués et de conférences). Ils montrent au grand public le conflit et le combat des soldats américains avec une évolution des images au cours du conflit.
2. Les reportages ont un retentissement international et sensibilisent l'opinion publique américaine à la réalité du conflit et suscitent des débats. Les opinions hostiles à l'engagement des États-Unis au Vietnam l'emportent progressivement sur les opinions favorables.
3. Les médias auraient permis le développement d'un mouvement contestataire dans l'opinion publique contre la guerre, en dénonçant

l'enlèvement du conflit et les souffrances des soldats américains. Les chercheurs ont cherché à démontrer que les médias ont servi la politique américaine d'endiguement du communisme et que ce sont les mouvements de contestations qui ont suscité l'intérêt de la presse.

➔ BILAN

Médias et opinions ont évolué pendant la guerre du Vietnam. Cet affrontement connaît un large écho international du fait de sa couverture médiatique. Les photojournalistes sensibilisent l'opinion publique à la réalité du conflit et des manifestations se multiplient contre la guerre.

Pour aller plus loin

Des exemples récents montrent que l'inflation des images médiatiques (photojournalisme, télévision) n'est pas la garantie d'une meilleure information (prendre des exemples dans l'actualité).

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

La fillette au napalm, la guerre mise à nu

P. 246-247

Arrêt sur l'image : 1. Des enfants courent sur une route, criant et pleurant de douleur, victimes, avec d'autres habitants de leur village, d'un bombardement au napalm, suivis par des soldats en arrière-plan. On ne distingue pas le dos de la fillette qui arrive face et au niveau du photographe.

2. La photographie a été recadrée avant diffusion pour mettre l'accent sur la petite fille nue et sur le petit garçon qui courent et hurlent au premier plan. Cela montre l'horreur et l'atrocité de la guerre en faisant des deux enfants les personnages principaux de la photographie.

Arrêt sur son histoire : 3. Cette photographie a été prise par Nick Ut pour *Associated Press*, en 1972, pendant la guerre du Vietnam. Le conflit dure alors depuis 1965 et l'opinion américaine conteste de plus en plus la présence de troupes américaines sur le sol vietnamien. Le photojournalisme est l'activité d'un photographe au cours d'un reportage.

4. Nick Ut n'était pas le seul photographe sur les lieux au moment du bombardement. David Burnett de *Life* rechargeait son appareil photo Leica, à ce moment-là. La rencontre avec le photographe a été décisive : « Je pense que cette photo a changé ma vie, et la sienne aussi, ainsi que la guerre », a commenté Nick Ut auprès de NBC News. Nick Ut a transporté Kim Phuc à l'hôpital, sa photo a reçu le Prix Pulitzer en 1973 et a fait partie des images qui ont influencé l'opinion publique au cours du conflit.

Arrêt sur sa portée politique : 5. Cette photographie est emblématique car elle est connue de tous avec un fort contenu émotionnel (détresse et vulnérabilité de l'enfant) et symbolique (atrocités de la guerre), reconnaissable et réutilisable hors de son contexte d'origine.

OBJET CONCLUSIF

L'information à l'heure d'Internet P. 254-255

➔ Réponses aux questions

1. Des sites comme Wikileaks contribuent à la diffusion d'informations dissimulées par les autorités publiques qui intéressent les citoyens. En l'occurrence, la publication par Wikileaks de documents secrets de l'armée américaine a révélé l'existence de pratiques de torture en contradiction avec les discours officiels des autorités.
2. Une *fake news* (fausse nouvelle) est une information délibérément falsifiée dans le but de tromper un auditoire. Cela constitue un problème démocratique majeur car elles sont susceptibles d'abuser l'opinion et de perturber les processus électoraux.
3. La préoccupation à l'égard de la fiabilité des informations en ligne est assez générale à travers le monde, mais elle est plus forte dans un pays comme le Brésil où a eu lieu récemment une campagne électorale controversée et elle est plus faible dans des pays comme l'Allemagne ou le Danemark où la scène politique est moins polarisée et où la confiance dans les médias est traditionnellement plus forte. Le souhait d'une plus forte intervention publique est globalement majoritaire. Il est toutefois plus faible au Danemark mais aussi aux États-Unis où la question des *fake news* est pourtant très présente dans le débat public. On peut faire le lien avec l'attachement plus fort à liberté d'expression dans ce pays, quels qu'en soient les risques.

JALON 1

Vers une information fragmentée et horizontale

P. 256-257

➔ Analyser et relier des documents

1. Internet tend à égaliser les statuts des différents intervenants. Tous les internautes se trouvent a priori au même niveau en termes de production et de diffusion d'informations. La parole y est ainsi beaucoup moins filtrée par les journalistes professionnels.
2. Les sites d'information en ligne de médias traditionnels (Le Figaro, CNN) ou de pure players (Mediapart, BuzzFeed) continuent à jouer en partie le rôle de *gatekeepers*. Mais ils sont concurrencés par les moteurs de recherche et les réseaux sociaux qui sélectionnent les contenus informationnels selon des critères de popularité et d'intérêt personnel potentiel pour l'utilisateur.
3. L'information se diffuse en ligne selon une logique de duplication, les sites Internet dans un souci d'économie et de réactivité, ayant tendance à reproduire les contenus produits par d'autres. La diffusion se fait aussi selon une logique cumulative, les informations les plus populaires ayant tendance à être privilégiées par les moteurs de recherche et réseaux sociaux. Les risques sont une tendance à l'uniformisation et un appauvrissement des contenus, le coût de production d'une information originale étant de plus en plus difficile à couvrir.
4. Les individus tendent, sur Internet comme ailleurs, à s'exposer prioritairement à des contenus qui sont conformes à leurs propres

opinions. Par exemple en France, les individus qui ont une sensibilité plus à droite consultent plus fréquemment le site Internet du Figaro, ceux qui ont une sensibilité plus à gauche donnent leur préférence à Mediapart. Sur les réseaux sociaux, ils s'exposent prioritairement aux contenus partagés par leurs amis, qui ont le plus souvent des caractéristiques sociales et des préférences politiques proches. Les algorithmes, qui sélectionnent les contenus proposés à l'utilisateur selon ses actions passées et ses préférences, renforcent cette tendance à l'exposition sélective, mais celle-ci est d'abord le produit des choix des individus et de l'homogénéité sociale de leurs réseaux amicaux.

➔ BILAN

En multipliant et en diversifiant les sources d'information, Internet a remis en cause le schéma traditionnel de transmission de l'information des professionnels experts (journalistes) vers des récepteurs supposés passifs. Les internautes ont aujourd'hui la possibilité d'accéder à l'information sans passer par ces *gatekeepers* traditionnels, via notamment les moteurs de recherche ou les liens partagés par leurs connaissances. À travers les fonctionnalités offertes par les réseaux sociaux (likes, partages), chacun peut aujourd'hui contribuer à la diffusion voire à la production d'information.

Pour aller plus loin

Changements : affaiblissement de l'autorité de la parole médiatique traditionnelle ; importance du critère de popularité ; accroissement de la vitesse de circulation de l'information ; tendance à la reproduction des contenus ; rôle des algorithmes avec personnalisation. Permanences : persistance de l'influence de médias traditionnels via leurs sites Internet (relativisation de la disparition des *gatekeepers*) ; logique d'exposition sélective pas nouvelle.

JALON 2

Les lanceurs d'alerte, figures de l'information libre sur Internet P. 258-259

1. Edward Snowden a révélé les pratiques de surveillance des communications et d'exploitation des données Internet par la NSA (National Security Agency). Chelsea Manning quant à elle, a dévoilé l'usage de la torture par l'armée américaine lors des guerres d'Irak et d'Afghanistan. Tous deux ont ainsi alerté l'opinion publique sur des comportements dangereux, cachés par les autorités et en contradiction avec les valeurs officiellement proclamées. Ils ont été poursuivis et condamnés aux États-Unis pour espionnage. Ils sont défendus par Amnesty International car ils ont révélé des informations concernant des violations des droits humains.
2. Les révélations des *Panama Papers* portaient sur des pratiques d'évasion fiscale par l'intermédiaire du cabinet panaméen Mossack Fonseca. On peut parler de lanceur d'alerte dans la mesure où une source a livré au journal allemand *Süddeutsche Zeitung* les informations sur les pratiques de ce cabinet. À la différence d'Edward Snowden et Chelsea Manning cette source est demeurée anonyme et c'est un consortium de médias internationaux qui a diffusé publiquement ces informations.
3. Le numérique augmente les capacités de stockage de l'information. Il est donc plus facile pour un lanceur d'alerte de copier et de

diffuser auprès des médias et du public une grande quantité d'informations.

4. Les fuites de données viennent souvent de sources anonymes (comme dans le cas des *Panama Papers*). Or ces fuites peuvent servir à déstabiliser un État ou une entreprise. Les journalistes doivent donc vérifier les faits et s'interroger sur les motivations des lanceurs d'alerte ou des sources à l'origine des fuites.

→ BILAN

Les lanceurs d'alerte rendent publiques des informations que les autorités publiques ou de puissants acteurs privés souhaitaient conserver secrètes. Ces informations révèlent des pratiques dangereuses ou contraires à l'intérêt général. Les lanceurs d'alerte limitent donc le contrôle de l'information et permettent aux individus de se former une opinion plus juste et plus complète.

Pour aller plus loin

Risques : collecte des données personnelles par les grandes entreprises du numérique ; exploitation par des agences gouvernementales type NSA ou par des entreprises privées ; atteintes à la vie privée, exploitation commerciale, manipulation de l'opinion et des élections (cf. Cambridge Analytica).

Potentialités : accès facilité aux données pour les chercheurs, les journalistes et les citoyens (Open Data) ; copie et diffusion plus aisée par des lanceurs d'alerte ; traitement plus rapide par les journalistes

JALON 3

Les théories du complot sur Internet

P. 260-261

➔ Prélever des informations

1. Le mode de communication horizontale qui prévaut sur Internet a fait perdre de son poids à la parole experte qui tend à être considérée comme une opinion parmi d'autres sur un réseau où tous sont de statut égal. En outre, la vitesse de circulation des informations sur Internet via notamment les réseaux sociaux favorise la diffusion à grande échelle des théories complotistes. Enfin il est aisé pour ceux qui adhèrent à ces théories de trouver, dans l'immensité du web, des arguments corroborant leurs thèses mais aussi de correspondre avec des communautés partageant les mêmes croyances.

2. La défiance à l'égard des élites et des médias en particulier entretient chez une partie de la population une culture du soupçon

qui amène à considérer a priori comme douteuse la parole des journalistes. Elle pousse aussi à se tourner vers des sources alternatives aux grands médias dominants dont certaines sont justement les vectrices de théories complotistes.

3. Modifier une photo, pour effacer par exemple la présence de certains protagonistes (exemple de Trotsky) ou encore en détourner le sens en modifiant la légende (exemple des enfants syriens), constitue des techniques anciennes de désinformation. Les technologies numériques permettent aujourd'hui à n'importe quel internaute de se livrer à la manipulation d'images et de plus en plus à celle des vidéos.

4. Pour lutter contre les fausses informations, il est possible de mieux réguler le contenu publié sur Internet et en particulier sur les réseaux sociaux, soit directement par la loi soit en poussant les entreprises du numérique à une plus grande vigilance. Dans les deux cas toutefois, il existe un risque que la liberté d'expression soit entravée, des autorités publiques ou des entreprises privées se voyant dotées du pouvoir de décider qui a le droit de publier. Une autre voie est celle de la vérification des informations. Comme France info avec *Le vrai du faux*, de nombreux médias ont développé des services de « *fact-checking* ». Utiles, ces efforts risquent toutefois de se heurter à la défiance du public acquis aux théories complotistes qui considère tout discours émanant des médias institutionnels comme trompeur.

→ BILAN

Internet offre la possibilité d'accéder facilement à des outils de manipulation des photos et des vidéos. Il a aussi ouvert des nouveaux circuits de diffusion de l'information, à l'écart des médias traditionnels et de leur rôle de vérification des faits. La multiplicité des paroles qui s'expriment sur Internet offre en outre la possibilité aux individus séduits par les théories complotistes de trouver des arguments et des communautés de personnes confirmant leurs croyances.

Pour aller plus loin

Bienfait démocratique : si les informations sont fausses, l'opinion est biaisée ; lutte contre les manipulations par des forces politiques intérieures et/ou extérieures

Arme politique dangereuse : risque pour la liberté d'expression (police de la pensée) ; risque de renforcement de la défiance d'une partie de la population envers la parole officielle.

BIBLIOGRAPHIE – SITOGRAPHIE

Introduction

L'information à l'heure du numérique, Cahiers Français n° 406 « Comment les Français s'informent-ils aujourd'hui ? », « La presse écrite a-t-elle encore un avenir ? », « L'information audiovisuelle à l'heure numérique », septembre-octobre 2018.

Ce rapport en anglais est une référence précieuse. Outre les données les plus précises à l'échelle internationale, il contient des réflexions riches et nuancées sur l'évolution du paysage médiatique

CHARON J.-M., *Les médias en France*, La Découverte, 2014.
Institut Reuters. *Digital News Report* (publication annuelle)

Un travail d'enquête sociologique sur la manière dont les catégories populaires utilisent Internet et les réseaux sociaux, notamment pour s'informer

PASQUIER D., *L'Internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*. Presses des Mines, 2018.

Outre le Digital News Report en téléchargement libre, le site donne accès à des données sur les usages des médias à travers le monde ainsi qu'à des contributions de chercheurs

<https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/>

Un autre site anglo-saxon qui fournit des données d'enquête et des analyses sur les pratiques d'information essentiellement dans les pays développés

<https://www.journalism.org/>

<https://education.francetv.fr/matiere/education-aux-medias>

Site de Reporters sans frontières : <https://rsf.org/>

Axe 1

Analyse très documentée sur l'histoire de la presse écrite, ses enjeux et son évolution face aux autres médias jusqu'à la révolution des nouvelles technologies

EVENO P., *Histoire de la presse française, de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Flammarion, 2012.

Histoire générale des médias de 1751 (publication de l'*Encyclopédie*) jusqu'au début du XXI^e siècle, avec la numérisation des supports et Internet

BARBIER F., BERTHO LAVENIR C., *Histoire des médias de Diderot à Internet*, Armand Colin, 2009 (rééd.)

Étude des systèmes de production, de réception et de représentations de l'information et présentation de l'évolution des médias traditionnels et modernes

D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *Histoire des médias en France de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, coll. Champs Histoire, 2010 (rééd.)

Sitographie

<http://eduscol.education.fr/pid29737/education-aux-medias-et-a-l-informa-tion.html>

<https://www.clemi.fr/>

<http://expositions.bnf.fr/daumier/>

AXE 2

Étude de la situation de l'information en temps de guerre et des relations des médias avec le pouvoir politique

EVENO P., *Guerre et médias. De la grande guerre à aujourd'hui*, Canopé – CNDP, 2014.

BOURDIEU P., « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Éditions de minuit, 1984.

MERCIER A., « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, N° 13, février 2004, pp. 97-109.

Sitographie

<http://expositions.bnf.fr/afp/>

<https://fresques.ina.fr/jalons/>

Objet conclusif

Une réflexion riche et nuancée sur la question de la désinformation, des « fake news » et du complotisme avec une profondeur historique et géopolitique

HUYGHE F.-B., *La désinformation. Les armes du faux*. Armand Colin, 2016.

Une analyse sociologique de l'évolution de l'Internet et de son image. Utile notamment pour les jalons 1 et 3

BADOUARD R., *Le désenchantement de l'Internet. Désinformation, rumeur et propagande*. Fyp Éditions, 2017.

Un ouvrage qui va au-delà la question de l'information mais contient une analyse fouillée de la façon dont les algorithmes de Google et Facebook sélectionnent l'information

CARDON D., *À quoi rêvent les algorithmes. Nos vies à l'heure des big data*. Seuil, 2015.

Un ouvrage sur les logiques de circulation et de reproduction de l'information à l'heure d'Internet, au risque de disparition des incitations économiques à produire une information originale et aux solutions possibles

CAGÉ J., HERVÉ N., VAUD M.-L., *L'information à tout prix*. Ina Éditions, 2017.

Un site proposant à la fois des données sur l'histoire des médias et sur leurs usages et des contributions d'acteurs et de chercheurs sur les débats contemporains (« fake news », bulles informationnelles, valorisation de l'information)

<https://larevuedesmedias.ina.fr/> (anciennement Inaglobal)

Blog collectif de France Télévisions Méta-Média qui analyse les évolutions contemporaines en matière de technologies numériques et de médias et contient des réflexions utiles sur les mutations du journalisme, les fake news, la régulation du numérique

<https://www.meta-media.fr/>

Site associatif qui œuvre à la défense des lanceurs d'alerte et contient notamment des informations sur leur statut juridique et l'évolution de la législation

<https://mlalerte.org/>

Site de l'Observatoire du conspirationnisme qui analyse et décrypte les théories complotistes (données et analyses, ressources iconographiques)

<https://www.conspiracywatch.info/>

THÈME 5

ANALYSER LES RELATIONS ENTRE ÉTATS ET RELIGIONS

INTRODUCTION

Première approche

P. 270-271

➔ Découvrir le thème

1. Les États sont confrontés à plusieurs évolutions en matière religieuse. On observe d'abord une pluralisation des croyances et des comportements religieux. La sécularisation se poursuit dans certains États. Elle se traduit par une aspiration à la liberté individuelle. En même temps, on observe une poussée de revendications identitaires fondamentalistes, qu'elles s'expriment par des pratiques individuelles ou des manifestations collectives.

2. La localisation des principales aires religieuses est le reflet d'un processus historique. Elle rappelle l'origine géographique des principales religions du monde et témoigne de l'histoire de leurs civilisations d'origine. Plusieurs exemples peuvent être évoqués, comme les conquêtes arabes en Afrique du Nord ou la diffusion du christianisme dans le cadre de la colonisation en Amérique ou en Océanie. À l'échelle mondiale, le planisphère présente plusieurs dynamiques. Le nombre de croyants progresse en lien avec la croissance démographique. Les religions se diffusent à l'extérieur de leurs aires traditionnelles en lien avec les mobilités humaines. Les réseaux de communication favorisent une mondialisation de certaines croyances et pratiques religieuses.

3. Si certains États sont relativement homogènes, et la religion y joue un rôle identitaire, dans la majorité des cas les religions traversent les frontières des États. Il n'y a pas de lien direct entre frontières religieuses et frontières étatiques. Les relations entre États et religions sont un enjeu géopolitique à plusieurs échelles : à l'échelle des États (source de conflits politiques, de tensions ou de guerres civiles), à l'échelle régionale (conflits interétatiques), à l'échelle mondiale (enjeux liés à la diffusion du fondamentalisme, terrorisme...).

Les clés du thème

1. Des relations juridiques différentes entre États et religions

P. 272-273

➔ Objectif

Le dossier permet de construire une typologie des relations juridiques entre État et religion : religion d'État, religion reconnue ou favorisée, séparation juridique, etc. Le statut constitutionnel de la religion n'est pas le seul critère à prendre en compte. Ainsi, on constate qu'au Mexique, le droit définissait la laïcité avant sa constitutionnalisation.

D'autre part la laïcité prend plusieurs formes à l'échelle mondiale.

➔ Des pistes pour vous aider

1. La laïcité se définit par une reconnaissance de la séparation de la croyance et de l'État. Elle peut s'exprimer de différentes manières. Toutefois, la neutralité de l'État garantit des libertés collectives (droit à l'expression religieuse) et des libertés individuelles (pratiques, croyances, droit à l'athéisme, etc.). Les règles du droit sont distinctes de celles de la religion.

2. Au Mexique, la laïcité établit la séparation des églises et de l'État. L'État reconnaît la liberté de conscience comme un droit individuel privé. Toutes les croyances sont tolérées. La constitutionnalisation de la laïcité est l'aboutissement d'un processus ancien de sécularisation entamé au XIX^e siècle qui témoigne de la souveraineté du politique sur le religieux.

3. La constitution tunisienne adoptée en 2014 reconnaît l'Islam comme religion d'État. La religion musulmane bénéficie à ce titre d'un statut privilégié. Il n'y a pas de séparation entre État et religion. En même temps, la liberté de culte et de croyance est protégée. L'État tunisien garantit la tolérance et le droit à la diversité des pratiques et des croyances individuelles (par exemple, la non-accusation de l'apostasie symbolise le droit à l'incroyance).

4. Depuis la révolution iranienne de 1979, le pays est une théocratie qui subordonne les institutions étatiques au respect de la loi islamique. La constitution instaure une double hiérarchie des pouvoirs. Les institutions temporelles sont élues au suffrage universel direct, mais elles sont contrôlées et dépendantes des institutions religieuses. Le pouvoir temporel est soumis au pouvoir spirituel. Par exemple les candidats aux élections doivent obtenir une validation de leur probité par les experts de la loi coranique.

Les clés du thème

2. La liberté de conscience et de religion, un enjeu géopolitique

P. 274-275

➔ Objectif

La liberté de religion est reconnue par les institutions internationales. C'est d'abord un droit collectif. Celui de pouvoir s'organiser et de pratiquer une religion. C'est aussi un droit individuel. Ainsi la liberté de religion est-elle associée à la liberté de croyance et de conscience. Elle implique la liberté de croire, de ne pas croire, de changer de religion. Le respect de ce droit est une condition de la démocratie. Source de conflits, c'est un enjeu géopolitique mondial.

➔ Des pistes pour vous aider

1. La liberté de conscience et de religion est un des droits fondamentaux de l'homme, associée à la liberté de penser, de manifester des convictions, de s'éduquer, etc. Les atteintes à cette liberté sont de plusieurs formes. Ces contraintes légales peuvent être accentuées par l'intolérance des opinions publiques qui refusent toute expression de la diversité sous la pression de mouvements religieux fondamentalistes qui refusent la pluralisation des sociétés et des croyances.
2. La persécution dont sont victimes les Rohingyas est ancienne et prend plusieurs formes : recensement et limitation des droits en fonction de l'appartenance religieuse, restriction de l'accès à la terre ou au droit de vote. La persécution des musulmans de Birmanie a provoqué de nombreuses violences et un déplacement massif de population, justifiant la qualification de génocide par l'ONU.
3. L'exemple évoqué ici témoigne de la criminalisation de la liberté individuelle de conscience en Mauritanie. Une croyance personnelle est jugée comme un outrage à la doctrine religieuse officielle et passible de la peine de mort. Sous la pression de mouvements fondamentalistes, l'État durcit la législation répressive.
4. La photographie présente un Mexicain en prière participant à un pèlerinage chrétien. L'expression de la religiosité associe christianisme et identité amérindienne. Le Mexique est un État laïc, il protège ainsi la liberté religieuse en garantissant le droit de pratiquer librement, conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les clés du thème

3. Laïcité et sécularisation en Europe

P. 276-277

➔ Objectif

Le continent européen présente une grande diversité dans le rapport des États aux croyances, les statuts juridiques de la religion ou le niveau de sécularisation. Cette diversité est le produit d'histoires nationales différentes. En même temps, l'Europe a connu un processus de sécularisation hérité de la philosophie des lumières et du libéralisme politique. Les droits pénal et civil se sont progressivement éloignés des normes religieuses. Les systèmes démocratiques y reconnaissent partout une liberté de conscience et de religion. Ainsi, l'Europe forme une communauté de valeurs garanties par les institutions européennes (CEDH, Conseil de l'Europe, UE).

➔ Des pistes pour vous aider

1. En France, la laïcité est héritière de la philosophie des Lumières et de la Révolution française. Elle a été instaurée en plusieurs étapes qui reconnaissent la liberté de pratique et de croyance individuelle dans un contexte de sécularisation de la société française. L'École joue un rôle fondamental dans la mise en œuvre de ce principe. Ainsi, la laïcité de l'école publique a précédé celle de l'État. La laïcité est définie comme un principe politique de liberté. Elle sépare strictement le droit public de la croyance privée. Elle reconnaît l'égalité de tous. Elle est une condition de l'organisation d'une société fondée sur la fraternité. C'est donc un des fondements du régime républicain.
2. La sécularisation est définie comme un processus de diminution de l'influence du religieux sur la société, la vie des individus et

l'espace politique. Ainsi, la société s'écarte des normes religieuses, permettant l'expression de nouveaux droits individuels ou collectifs (exemple de l'évolution du droit au mariage). Près de 35 % des Européens se déclarent sans appartenance religieuse, dont 18 % athées convaincus. Les limites à ce processus sont d'abord dans une permanence des croyances, inégale selon les pays. La question se pose aussi de la place faite aux nouvelles religiosités qui peuvent entrer en conflit avec les cadres sécularisés.

3. La religion orthodoxe est une des composantes historiques de l'identité grecque. L'association entre religion et État s'exprime par de nombreux aspects : la présence de la croix sur le drapeau national, l'affichage d'icônes dans les écoles, le poids financier et social de l'église, etc. Officiellement, l'État n'est pas séparé de l'Église. La Grèce connaît toutefois un processus de sécularisation. La question de la place de la religion est l'objet de débats au sein de la société grecque. Le gouvernement d'Alexis Tsipras souhaite réformer la constitution. La pratique religieuse régulière recule.

4. Des héritages communs font de l'Europe un espace de tolérance religieuse. Héritiers de l'humanisme, de la philosophie des Lumières et du libéralisme politique, les États européens reconnaissent les droits individuels et limitent la place de la religion dans la définition des règles juridiques. Malgré la persistance d'une diversité d'approches, la situation européenne est l'aboutissement d'un processus de sécularisation progressif comme en témoignent les évolutions du droit civil détaché des préceptes religieux (droits des femmes, droit au divorce, reconnaissance de l'homosexualité, lutte contre les discriminations fondées sur les croyances, etc.). Les institutions européennes mises en place depuis la Seconde Guerre mondiale définissent un cadre juridique commun et garantissent libertés individuelles.

QCM

P. 279

1. c. ; 2. a. et b. ; 3. a. b. et c. ; 4. a. b. et c. ; 5. b. ; 6. c. ; 7. a. b. et c. ; 8. a. ; 9. a. b. et c. ; 10. c.

AXE 1

Pouvoir et religion : des liens historiques

P. 280-281

➔ Réponses aux questions

1. Les deux documents représentent deux figures du religieux issues de périodes et d'aires géographiques différentes. Dans le cas de la civilisation égyptienne, la stèle fait référence au culte monothéiste d'Aton imposé durant le règne du pharaon Aménophis IV^e au XIV^e siècle av. J.-C. Dans le cas du Japon, il s'agit d'une réinterprétation du culte de la déesse Amaterasu à l'origine du shintoïsme. Dans les deux cas, la divinité apparaît sous la forme d'un disque solaire, illuminant de ses rayons la terre et les hommes en signe de toute puissance.
2. Dans les deux cas, le souverain est représenté en relation directe avec la divinité, la tête illuminée par ses rayons. Pharaon et empereur lèvent les bras en signe de soumission et de dévotion. Inspirés par

la divinité, ils portent les instruments de leur pouvoir et regardent vers la terre et les hommes.

3. Ces deux représentations expriment, malgré des différences civilisationnelles, une même relation traditionnelle entre pouvoir politique et religion. Le souverain est l'intermédiaire entre les dieux et les hommes. Légitimé par la puissance divine, le pouvoir temporel apporte prospérité aux Égyptiens et force aux Japonais. Dans le cas du Japon, le culte impérial retrouve son importance à partir de l'ère Meiji. Les interactions entre religion et politique sont donc anciennes et partagées.

JALON 1

Le pape et Charlemagne deux figures du pouvoir

P. 282-283

➔ Réponses aux questions

1. Les deux premiers documents permettent de mettre en évidence l'évolution du royaume des Francs à la fin du VIII^e siècle. Charles prolonge la politique de conquête et de consolidation du royaume entamée par son père Pépin. Roi conquérant, Charles étend les frontières aux limites de la péninsule ibérique face aux musulmans, en Allemagne et dans la péninsule italienne au détriment des Byzantins et de leurs alliés. Ainsi le pouvoir temporel est-il renforcé.

2. Les conquêtes militaires s'accompagnent d'une évangélisation des territoires. Pépin le Bref était le premier roi des Francs sacré par le pape. Son fils Charles poursuit sa politique. Ainsi, la conquête de la Saxe s'accompagne de conversions forcées. Fondation de nouvelles églises, nomination des évêques, organisation de conciles, participation aux débats théologiques, Charles contribue à structurer l'église à l'intérieur du royaume. Il s'appuie sur des prêtres lettrés qui jouent un rôle important auprès de lui. La construction du palais d'Aix-la-Chapelle en 790 exprime cette dualité du pouvoir politique et spirituel et place le trône au centre de l'église. Le pouvoir politique revêt donc une dimension spirituelle et influence l'église.

3. Les deux documents permettent de reprendre les étapes du couronnement de Charlemagne en 800. Le pape Léon III est forcé de quitter Rome à la suite d'émeutes et se réfugie auprès du roi des Francs. Charlemagne se rend à Rome pour rétablir l'autorité du pape sur la ville. En échange, le pape organise une cérémonie de couronnement le jour de Noël et lui confère le titre d'Empereur des Romains, jusqu'alors réservé à l'empereur byzantin. Cette cérémonie apporte une onction divine au pouvoir carolingien. À travers le geste du pape, c'est Dieu qui légitime le pouvoir impérial.

4. La confrontation des deux sources n'accorde pas la même place aux acteurs de la cérémonie. Ainsi, le chroniqueur byzantin insiste-t-il davantage sur les fragilités de la papauté. Plusieurs causes peuvent être relevées pour expliquer le couronnement : les faiblesses de la papauté en Italie qui cherche la protection de la dynastie carolingienne, un affaiblissement de l'autorité byzantine sur la péninsule, une reconnaissance de la réalité du pouvoir temporel de Charlemagne sur l'occident chrétien.

➔ BILAN

Le pouvoir de Charlemagne est temporel. Il revêt une dimension spirituelle. Il est renforcé par le couronnement. Le royaume des Francs devient l'héritier de l'Empire romain d'occident face à Byzance

et aux califats islamiques. Si le pouvoir de Charlemagne est renforcé, celui du pape l'est aussi. L'identité chrétienne de l'occident est consolidée, l'autorité de la papauté est protégée et assurée. À terme, la division de l'empire carolingien affaiblira la couronne impériale et consolidera cette autorité romaine sur l'Europe occidentale, renforçant ainsi le pouvoir spirituel.

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

Le sacre de Napoléon par David, entre tradition et modernité

P. 284-285

Arrêt sur l'image : 1. La scène centrale représente le couronnement de l'impératrice Joséphine par l'empereur Napoléon. L'éclairage met en avant les trois protagonistes principaux de la scène : l'empereur, l'impératrice et le pape Pie VII. Autour d'eux, se trouve la famille impériale, ainsi que des représentants du clergé, les principaux dignitaires du régime et de l'armée.

2. Ce tableau est une composition réalisée par David à la demande de l'Empereur. Plusieurs procédés artistiques sont destinés à le glorifier : l'occupation du centre du tableau, l'usage de la lumière et des couleurs claires, le corps agrandi par les bras tendus et son positionnement en haut de l'estrade, la direction des regards, etc. Les symboles religieux mis en valeur à l'intérieur de la cathédrale Notre-Dame décorée pour l'occasion sont une croix centrale qui bénit le geste du couronnement et deux autres qui bornent les extrémités de la composition.

Arrêt sur son histoire : 3. Le tableau de David évoque la dynastie carolingienne par le geste du couronnement et la présence des attributs royaux dont l'origine remonte à Charlemagne. On retrouve en même temps une référence aux rituels capétiens et au souvenir de la cérémonie du sacre de Reims. Ces choix expriment un projet politique et inscrivent la cérémonie du couronnement dans la tradition française.

4. La cérémonie présente de nombreuses différences avec celle des sacres royaux. Le tableau ne représente pas le moment du sacre impérial. Le pape est en retrait de la composition. Napoléon dépose lui-même la couronne sur la tête de l'impératrice Joséphine. Il ne tient son pouvoir que de lui-même. L'autorité temporelle l'emporte sur le religieux comme le souligne M^{me} de Staël.

Arrêt sur sa portée politique : 5. Cette image offre une vision partielle et idéalisée. La cérémonie s'est déroulée dans la cathédrale à l'abri des regards. Le tableau ne montre pas ce qui précède : Napoléon recevant l'onction du pape puis se couronnant lui-même avant de prononcer un serment constitutionnel. Par ailleurs la représentation fige un moment idéal en recomposant une partie de la réalité. Ainsi la mère de l'Empereur représentée au balcon était-elle absente.

6. Cette image symbolise la volonté de placer le nouvel empire dans une continuité avec l'histoire de la monarchie française. L'abondante diffusion de l'image vise à convaincre le peuple que le France a retrouvé un souverain, dont le pouvoir politique est légitimé par la religion. Le concordat de 1801 a redonné sa place à l'église catholique associée au pouvoir. De même, les conquêtes napoléoniennes s'inscrivent dans la continuité de l'empire carolingien et replacent la France au sommet de la hiérarchie des puissances européennes. Parallèlement la présence des principaux dignitaires de l'État vise à rassurer sur le projet politique de l'Empereur qui ne remet pas en cause certains acquis de la Révolution. Un pouvoir politique autonome

s'impose. Au-delà de l'image, la réelle légitimité du pouvoir est temporelle et date du coup d'État du 18 brumaire, renforcée par le plébiscite du 2 août 1804 validant la proclamation du nouvel empire.

JALON 2

Empereurs byzantins et califes : l'origine religieuse des pouvoirs politiques P. 286-287

➔ Mettre des documents en relation

1. La miniature illustrant le document 3 présente clairement l'origine divine des pouvoirs de l'empereur byzantin. Il est saint, auréolé et couronné par le Christ. La sacralité de la personne impériale est renforcée par le rituel de proskynèse qui le distingue parmi les hommes. Ce pouvoir fondé par une autorité spirituelle est renforcé par l'autorité temporelle de l'empereur. Il est tout puissant, « *autocrator* ». Ainsi, l'autorité impériale associe-t-elle à la fois un pouvoir politique et un magistère religieux, comme en témoigne la cérémonie du couronnement par le patriarche de Constantinople décrite dans le document 2.

2. Le Basileus dispose d'un pouvoir politique absolu, dont les différentes composantes peuvent être relevées : pouvoir militaire, autorité politique, justice. Il est le successeur de l'Empire romain. Le pouvoir temporel étant légitimé par la religion, il contrôle l'église. L'Empereur nomme le patriarche et se doit de faire respecter les principes fondamentaux de l'orthodoxie chrétienne.

3. Le calife est l'autorité politique. Ainsi les deux documents mettent en évidence un pouvoir militaire à la tête de la communauté islamique. Les pouvoirs du calife abbasside sont toutefois limités par l'ampleur du territoire qu'il a sous son contrôle. Des chefs militaires, les émirs, gouvernent les provinces au nom du calife. Au cours du IX^e siècle, les terres d'Islam se divisent en plusieurs califats concurrents, reconnaissant les autorités politiques réelles.

4. L'origine du pouvoir du calife est théocratique. Il « succède à l'apôtre de Dieu ». L'autorité politique est donc fondée sur des arguments spirituels qui justifient qu'il se place à la tête du peuple des croyants.

➔ BILAN

La question de synthèse permet de comparer le pouvoir politique et le magistère religieux des empereurs byzantins et des califes. On pourra relever une même origine et légitimation du pouvoir qui confère aux deux personnages une autorité sur la hiérarchie religieuse. Toutefois, empereurs et califes doivent composer avec un clergé qui peut remettre en cause leur autorité spirituelle (exemple de la crise iconoclaste à Byzance). Si le pouvoir temporel semble absolu dans les deux cas, le pouvoir politique et militaire de l'Empereur se renforce dans le cadre des conquêtes militaires de la dynastie byzantine macédonienne. En terres d'Islam en revanche, le calife voit son pouvoir politique limité par des pouvoirs locaux qui prennent le titre califal.

Pour aller plus loin

Le pouvoir religieux confère un magistère qui distingue les autorités politiques du reste des hommes. Empereurs et califes sont des intermédiaires pour accéder à Dieu ou interpréter sa parole. Contester le pouvoir politique reviendrait alors à contester la religion. La proclamation du Califat de Cordoue témoigne de ce que le pouvoir

politique de l'émir est renforcé dès lors qu'il s'affranchit de l'autorité spirituelle de Bagdad.

FOCUS

Empereur et calife : la mise en scène du pouvoir

P. 288-289

➔ Comparer des lieux de pouvoir

1. Fondée par Constantin, Constantinople est la ville aménagée par les empereurs et concentre pouvoir et richesse de l'Empire byzantin. Les principaux monuments sont des lieux de pouvoir qui inscrivent l'autorité temporelle dans l'espace urbain : palais impériaux, mausolée de Constantin, hippodrome (lieux des principales cérémonies publiques en l'honneur du Basileus). La dimension spirituelle est incarnée par les nombreuses églises, dont la plus importante est la basilique Sainte Sophie où se déroulent les cérémonies du couronnement impérial et dont les icônes rappellent le magistère spirituel de l'Empereur.

2. Le pouvoir est mis en scène lors de cérémonies qui distinguent et séparent la personne du souverain. Le document 2 décrit une ambassade étrangère dans une annexe du palais impérial où était aménagée une mécanique destinée à impressionner les visiteurs.

3. Fondée par Al-Mansur en 762, Bagdad est l'espace du pouvoir. La ville ronde d'origine est progressivement abandonnée par les califes qui se font construire de nouveaux palais sur les rives du Tigre. La ville s'étend et devient polycentrique. Les califes aménagent l'espace urbain en construisant palais et mosquée pour inscrire leur pouvoir. À l'intérieur des grandes mosquées, les califes disposent d'un espace séparé : la *Maksoura* contient le *Mihrab* indiquant la direction de la Mecque, et le *Minbar*, la chaire d'où le Calife s'adresse aux fidèles lors des grandes prières.

4. Le cérémonial qui entoure la personne du calife le distingue des fidèles et des visiteurs par plusieurs procédés qui peuvent être mis en évidence dans les documents : vêtements, distance, dissimulation derrière un voile, somptuosité de la décoration, etc. La mise en scène du pouvoir exprime la supériorité, le caractère unique, sacré et l'autorité du calife.

➔ BILAN

La question de synthèse permet de comparer la mise en scène des deux pouvoirs. Le pouvoir s'exprime dans l'espace urbain par la construction de monuments qui associent palais et lieux de culte. Les cérémonies sacrées et profanes renforcent la distinction et l'autorité. Si les cérémonies ne font que rarement référence à la religion, elles contribuent à entretenir le pouvoir.

Pour aller plus loin

La capitale est le lieu de la mise en scène du pouvoir, ainsi elle symbolise le lien entre pouvoir politique et religieux. Constantinople est une ville unique, image de Rome et nouvelle Rome, identifiée à l'histoire de l'Empire de sa fondation à sa chute en 1453. Dans le cas des terres d'Islam, les califes fondent des villes qui inscrivent leur autorité sur les territoires conquis et se concurrencent à partir de l'éclatement du califat abbasside au X^e siècle, comme le montre la carte de la page 286.

AXE 2

États et religions : une inégale sécularisation

P. 296-297

➔ Réponses aux questions

1. En tant que chef de l'État, le président Macron a prononcé un éloge funéraire en hommage Johnny Hallyday, star de la chanson française qui a marqué plusieurs générations. Par respect pour le principe de neutralité de l'État vis-à-vis des religions, il s'exprime sur le parvis de l'église et non à l'intérieur où se tiendra la cérémonie religieuse.
2. Une prise de parole pendant la cérémonie religieuse aurait été interprétée comme un impair vis-à-vis de la conception française de la laïcité : une stricte séparation entre l'État et la religion. Il n'y a plus de religion officielle en France, depuis la loi de 1905, appelée loi de séparation.
3. Le souverain britannique est le chef de l'église anglicane depuis le XVI^e siècle : il s'agit d'une église établie, c'est-à-dire d'une religion officielle. L'État finance la religion anglicane ; à la Chambre des Lords, siègent 26 évêques anglicans. Mais cet état de fait n'est pas incompatible avec la laïcité, puisque la liberté de conscience est garantie par l'État, qui reconnaît le libre exercice de toutes les religions dans le royaume et garantit l'égalité de tous les citoyens.
4. La société britannique est sécularisée, même si les signes d'appartenance religieuse sont acceptés dans l'espace public au sens large : par exemple, le port du voile islamique ou du turban sikh est autorisé à l'école et au travail.

JALON 1

La laïcité en Turquie : l'abolition du califat par Mustapha Kemal (1924)

P. 298-299

➔ Prélever et relier des informations

1. Les réformes kémalistes sont mises en place dans un triple contexte :
 - Le démantèlement de l'Empire ottoman après sa défaite de 1918, acté dans le traité de Sèvres (août 1920), suivi par la guerre d'indépendance contre les Grecs (1920-1922). Celle-ci s'achève par le traité de Lausanne (1923) qui donne naissance à la Turquie avec ses frontières actuelles. M. Kemal, fasciné par l'Occident, entreprend de construire un État-nation. Ses réformes s'inscrivent dans une conception du nationalisme turc qui se construit contre les minorités.
 - La disparition de l'Empire, remplacé par une République autoritaire.
 - Une rupture religieuse : le califat est aboli. En parallèle, le pays devient majoritairement musulman (95 % de la population en 1923), à cause du génocide arménien, des massacres et des grandes migrations de la guerre d'indépendance (les Grecs quittent en masse l'Anatolie et les musulmans quittent la Grèce).
2. L'État ne reconnaît qu'une seule religion musulmane sur laquelle il exerce un contrôle total (temporel et spirituel) : l'Islam sunnite.

Les autres minorités musulmanes (alévis et chiïtes) et le soufisme n'ont aucune reconnaissance. Elles ont le droit d'exister, mais n'ont aucune aide ni statut. Toutes les confréries musulmanes sont interdites. Seules les trois minorités religieuses (orthodoxes grecs, chrétiens arméniens et juifs) reconnues par le traité de Lausanne ont un statut.

3. Sécularisation de l'État : la laïcité est inscrite dans la Constitution. Sécularisation par le nouveau code civil, inspiré de celui de la Suisse : abandon de la charia, égalité hommes/femmes. La société est incitée à se séculariser par l'adoption de nouveaux codes vestimentaires.

4. Les réformes sont portées par l'élite bourgeoise et militaire, par les Turcs qui vivaient en Europe : M. Kemal a grandi à Salonique, ville la plus cosmopolite de l'Empire ottoman. Il est resté fasciné par la culture occidentale et la modernité européenne. Les réformes laïques n'ont pas été facilement acceptées : au tournant des années 1920 et 1930, des résistances et des révoltes éclatent. Elles émanent essentiellement des classes populaires et des élites locales des zones rurales. Elles sont peu connues et étudiées par l'historiographie turque, car elles vont à l'encontre du mythe kémaliste.

➔ BILAN

La laïcité turque trouve ses origines dans la construction de l'État-nation par une République autoritaire sur le modèle occidental, en particulier français. La laïcité est protégée par la Constitution et pensée comme une modernisation de la société. M. Kemal est influencé par le positivisme d'Auguste Comte. Il y a aussi une influence gallicane par le contrôle de l'État sur la religion. La Turquie est le 1^{er} pays musulman à adopter la laïcité.

Les spécificités de la laïcité turque : pas de véritable séparation entre l'État et la religion musulmane sunnite majoritaire qui est reconnue et gérée par l'État, c'est une laïcité de contrôle ; trois religions minoritaires (chrétiens grecs, juifs, chrétiens arméniens) sont protégées par le statut de Lausanne ; les autres religions musulmanes n'existent pas officiellement.

Les limites de la sécularisation de la société : seules les élites se laïcisent, sur le modèle occidental. Les campagnes gardent leurs traditions religieuses et vestimentaires, surtout les femmes. Il y a un décalage entre les élites et le reste de la population, entre les villes et les campagnes, entre Istanbul l'Européenne et le reste de la Turquie ; il y a des cas de résistance et de révoltes (ex : l'incident de Menemen en 1930) ; mais celui-ci agit comme un État dans l'État et le risque, à long terme, est d'être noyauté par le parti au pouvoir (aujourd'hui l'AKP).

En Turquie, la sécularisation de la société se fait par l'autorité d'un homme et d'un parti qui installent les réformes dans un contexte nationaliste (de construction et modernisation de l'État-nation). La laïcité est vue par Mustapha Kemal comme une rupture avec l'Empire ottoman, associé au retard économique et à l'affaiblissement géopolitique du pays.

Pour prolonger au-delà des documents : Le décalage élites/reste du peuple est dénoncé par les classes moyennes à la fin du XX^e s : c'est le terreau du vote islamiste (AKP d'Erdogan), phénomène courant dans tout le monde musulman. On observe le même phénomène en Égypte où les Frères musulmans (fondés en 1928) dénoncent l'« occidentalite » des élites égyptiennes.

Pour aller plus loin

– C'est une laïcité de contrôle : l'État est neutre mais contrôle une seule religion : neutralité religieuse ? Reconnaissance et garantie des libertés religieuses ?

– La laïcité se met en place au moment où le pluralisme religieux qui caractérisait l'Empire ottoman disparaît presque complètement.

– La laïcité s'inscrit habituellement dans un contexte de démocratisation d'un pays, mais ici, elle est un instrument de contrôle de la société par une république autoritaire, d'esprit jacobin.

JALON 2

États et religions dans la politique intérieure des États-Unis depuis 1945

P. 300-301

➔ Prélever et relier des informations

1. 1^{er} élément : il n'y a pas de religion officielle (clause d'établissement, c'est-à-dire que l'État garantit qu'il n'y a pas d'établissement de religion officielle à l'échelle fédérale). 2^e élément : l'État garantit la liberté religieuse ou de conscience (clause de garantie).

2. Éléments de laïcité : séparation de l'État et des religions (clause d'établissement) (doc 1), mur de séparation (doc 2) ; liberté de conscience : la religion relève du domaine privé (doc 3) et ne doit pas être un critère dans le domaine politique (doc 1 et 3)

3. Le catholicisme du candidat Kennedy fait peur aux Américains, très majoritairement protestants à cette époque ; les États-Unis sont profondément marqués par le protestantisme des pionniers. La culture WASP (*white anglo-saxon protestant*) est encore prégnante à cette époque. Dans l'opinion publique, on craint les catholiques en politique, par peur d'allégeance à la papauté, ce qui risquerait de mettre fragiliser la souveraineté des États-Unis. C'est pourquoi il est essentiel qu'il s'adresse aux puissantes associations protestantes au cours de sa campagne électorale : le discours est prononcé le 12 septembre 1960, moins de deux mois avant les élections, un moment-clé de la campagne. Kennedy est le premier président américain non protestant.

4. 1954 : ajout de la mention à Dieu dans le serment d'allégeance ; 1956 : la devise « *in God we trust* » est adoptée et inscrite sur les billets de banque. Les références à Dieu sont ajoutées dans le contexte de la guerre froide, sous la présidence Eisenhower, après la guerre de Corée. Les États-Unis entendent s'affirmer comme le pays de toutes les libertés, y compris religieuses, et dénoncent l'athéisme communiste qui s'impose dans un cadre totalitaire.

➔ BILAN

Définition de la religion civile américaine : croyance en la protection divine de la nation américaine associée au respect des textes fondateurs constitutionnels, ce qui entraîne une religiosité dans le champ politique et social.

La référence à Dieu est permanente dans la vie politique et civique américaine : les chansons patriotiques, le serment d'allégeance, la devise, les serments de fidélité à la Constitution du Président, mais également de tous les nouveaux élus. La référence est également présente dans la déclaration d'indépendance de 1776. Ce Dieu n'est pas celui d'une religion, mais plutôt celui d'une transcendance ; en laquelle croient plus des ¾ des Américains, même si le nombre d'incroyants augmente ces dernières années. C'est un héritage du protestantisme des origines, mais dans lequel chaque citoyen, y compris non chrétien, peut aujourd'hui reconnaître des valeurs communes.

Pour aller plus loin

On note que les ajouts de références à la religion sont liés à la Première Guerre mondiale (*God bless America*) ou à la Guerre froide. On peut ouvrir au-delà de l'étude documentaire en soulignant que la politique extérieure américaine est fortement empreinte de messianisme (la *Destinée manifeste*). La droite reaganienne a su jouer du lien entre la réactivation de l'interventionnisme américain dans les années 1980 et le devoir moral de lutte contre l'Empire du Mal (expression de R. Reagan).

LA FABRIQUE DE L'IMAGE

27 juin 2015 : Barack Obama chante *Amazing grace*

P. 302-303

Arrêt sur l'image (doc 3) : 1. Un président qui entonne un chant religieux au sein d'une cérémonie religieuse, suivi par la foule. C'est une conception de la séparation État / religion très différente de celle de la France. Cette photo peut être comparée à celle du président Macron lors de l'éloge funèbre de Johnny Hallyday (p. 296). En outre, le chant peut apparaître communautariste (défense de la communauté noire).

2. Un crime raciste : le massacre, le 17 juin 2015, dans une église de Charleston en Caroline du Sud, de neuf Afro-américains, réunis pour une prière. L'auteur, Dylan Roof, est un suprémaciste blanc.

Arrêt sur son histoire : 3. C'est une chanson écrite au XVIII^e s. par John Newton, un esclavagiste repent et devenu religieux. Elle a été reprise par les activistes du mouvement des droits civiques militant en faveur de la déségrégation dans les années 1960. Elle est donc devenue un symbole de la communauté noire américaine.

Arrêt sur sa portée politique : 4. La popularité a été immense : vue 5,7 millions sur Youtube, Chantée devant 6 000 personnes, elle montre le talent d'Obama. Cette scène est hautement politique et n'a pas été improvisée. Il avait prévenu son entourage qu'il chanterait *Amazing Grace*. Elle a eu un immense succès auprès de la communauté noire, qui s'était un peu sentie délaissée par Obama. Elle a aussi alimenté la popularité de Barack Obama à l'étranger : le premier président noir des États-Unis, jeune, qui n'hésite pas à casser les codes.

5. Elle illustre la religiosité du peuple américain, qui oscille, comme le disait Tocqueville, entre esprit de laïcité et esprit de religion.

Compléments

On peut visionner l'interview (en anglais) donnée par Valérie Jarret, conseillère principale à la Maison Blanche, sur ABC News le 7 juillet 2015, dans laquelle elle explique la genèse de l'événement et où l'on découvre que la démarche de Barack Obama avait été soigneusement préparée. <https://abcnews.go.com/Politics/story-president-obama-singing-amazing-grace-charleston-funeral/story?id=32264346> (en anglais).

JALON 3

Le conservatisme religieux dans la vie politique des États-Unis

P. 304-305

➔ Mettre des documents en relation

1. Si les différentes religions se répartissent sur tout le territoire des États-Unis, il y a des éléments de polarisation dans certaines régions :

- Le Vieux Sud protestant forme la Bible Belt ; c'est là que se concentrent les protestants fondamentalistes et les évangélistes ;
- Les États limitrophes du Mexique sont fortement catholiques, à cause de l'immigration latino-américaine ;
- Les États du Nord-est, encore marqués par les immigrations massives irlandaise et italienne, restent à forte concentration catholique ;

– Le cas de l'Utah, berceau et capitale des Mormons, est à part.

La carte ne fait pas apparaître la diversité religieuse des grandes métropoles à caractère cosmopolite.

2. Le document 2 montre que le poids des chrétiens reste fort dans la société américaine : plus de 70 % des Américains sont chrétiens. Le conservatisme chrétien est un courant que l'on retrouve aussi bien chez les protestants que chez les catholiques. Le document 4 montre également le développement du mouvement des *Born again* (25 à 38 % des Américains) qui, par définition, sont fortement engagés dans leur foi et par conséquent dans la défense de leurs valeurs. Plus largement, la société américaine est massivement croyante, même si la proportion des « sans religion » progresse.

3. Attention : malgré des similitudes, ne pas confondre les fondamentalistes religieux et les évangélistes. L'évangélisme dans ses aspects religieux : il se caractérise par le lien direct avec Dieu qui inspire l'individu, et par la conversion (renaissance). Il se développe grâce au rôle des télévangélistes, à l'organisation de grands rassemblements dans des *Megachurches*, de prières publiques, et il entretient des liens avec les hommes politiques. Son contenu politique : la plupart des mouvements évangélistes prônent le retour à l'ordre moral (contre l'avortement, le mariage homosexuel, pour l'introduction de la prière à l'école et du créationnisme dans les programmes scolaires). Les évangélistes et surtout les fondamentalistes conçoivent le sécularisme davantage comme une défense de la liberté religieuse que comme une séparation. C'est pourquoi leurs revendications vont à l'encontre du « mur de séparation ».

4. Ronald Reagan (président 1981-1989) fait alliance avec les conservateurs religieux (le mouvement *Moral majority*) pour ses deux élections. Sous leur influence, il inscrit dans son programme électoral un retour à l'ordre moral. Le conservatisme religieux se développe à partir des années 1970-80 dans un contexte de crise économique, de déperdition de la puissance américaine à l'échelle internationale et en réaction aux mouvements de masse des années 1960 (droits civiques) qui ont fait perdre leur identité aux États du Sud.

5. Les résultats sont mitigés : succès des candidats qui affichent leur soutien au conservatisme religieux (R. Reagan, G.W. Bush puis D. Trump) ; échec des revendications religieuses dans l'espace public (école, prières publiques, avortement qui n'a pas été aboli, malgré la volonté des conservateurs) mais inquiétudes au sujet de l'avortement, avec D. Trump (cf. juges conservateurs de la Cour suprême).

→ BILAN

La religion prend une place grandissante dans la vie politique américaine depuis les années 1970, surtout dans les thèmes de campagnes électorales. Le vote conservateur est devenu un enjeu électoral ; R. Reagan l'a bien compris en intégrant des conservateurs de la *Moral Majority* dans ses équipes de campagnes. Il a fait entrer le lobby religieux dans les rangs des démocrates ; ses successeurs républicains ne peuvent plus en faire l'impasse, y compris D. Trump, pourtant peu religieux, mais qui a su séduire le vote conservateur lors de sa campagne électorale de 2016.

Pour aller plus loin

La question porte sur l'interprétation de la laïcité. Pour les fondamentalistes, la laïcité doit d'abord être une défense des libertés religieuses, y compris dans l'espace public. A contrario, les partisans de la laïcité s'appuient sur le principe du mur de séparation qu'ils entendent faire respecter (nombreux recours auprès de la Cour suprême). Le contenu du débat porte sur des questions de société (mœurs, religion à l'école par exemple). Avec le poids des juges conservateurs au sein de la Cour suprême, le défi du sécularisme reste entier aux États-Unis.

OBJET CONCLUSIF

État et religions en Inde P. 312-313

➔ Réponses aux questions

1. La diversité religieuse se lit dans le graphique proportionnel. Les chiffres absolus sont intéressants, car ils font apparaître la force numérique des musulmans en Inde, qui est le 3^e pays musulman du monde après l'Indonésie et le Pakistan. L'Inde a vu naître plusieurs religions : bouddhisme et jaïnisme aux VI^e-V^e siècle av. J.-C., hindouisme au III^e s. avant J.-C. et sikhisme au XV^e s. L'Islam s'y implante au VII^e s. par le biais de commerçants et l'empire moghol, dirigé par des empereurs musulmans (1526-1857), s'est étendu sur la majeure partie de l'Inde actuelle. C'est l'empereur moghol qui fait construire le Taj-Mahal (1631-1648), monument aujourd'hui le plus visité du pays. Le christianisme connaît une première implantation au I^{er} siècle puis fin XV^e s. – début XVI^e s. avec les colons portugais.

2. L'hindouisme est la religion de l'écrasante majorité de la population : 80 %. L'explication est historique. L'Inde est le berceau de l'hindouisme, qui ne s'est pas exporté. Son poids a été accentué après la partition, qui s'est faite sur le critère religieux. La société étant peu sécularisée, c'est-à-dire que la religion est omniprésente dans l'espace public, le poids de l'hindouisme est très fort. C'est ce que montre le document 1 : le pèlerinage de la Kumbh Mela est le plus important du monde. En 2019, il s'est tenu à Allahabad et a rassemblé 130 millions de personnes. À l'échelle des États, il y a une polarisation de certaines religions. L'État du Jammu-et-Cachemire est l'un des deux États de l'Union indienne à majorité musulmane ; d'autres États, dans le Nord, abritent de très fortes communautés musulmanes. L'État du Pendjab abrite une majorité de sikhs. On dénombre aussi de fortes minorités chrétiennes dans le Sud de l'Inde.

3. L'Inde étant le 2^e pays le plus peuplé du monde (1,339 milliard d'habitants en 2017), la minorité religieuse musulmane prend une place considérable en chiffres absolus. Avec 14 % de musulmans, l'Inde est le 3^e pays musulman du monde derrière l'Indonésie et le Pakistan. Les conflits interreligieux sont récurrents dans certains États du pays, là où les minorités religieuses sont importantes, ou bien là où des lieux saints sont en jeu (Uttar Pradesh par exemple qui abrite des lieux saints hindous, mais également le Taj Mahal, qui n'est pas un lieu saint, mais jugé trop musulman par les nationalistes).

hindous). En outre, au Jammu-et-Cachemire, la population musulmane, majoritaire, est étroitement surveillée par les forces de sécurité, par crainte d'une sécession et d'un rattachement au Pakistan.

JALON 1

Le sécularisme et la persistance des tensions religieuses en Inde P. 314-315

➔ Prélever des informations

1. Le sécularisme a été mis en place en Inde dans le contexte de l'indépendance. Celle-ci, négociée dans la précipitation entre le gouvernement britannique d'une part et le Parti du Congrès et la Ligue musulmane de l'autre, aboutit à la partition : le Pakistan est créé le 14 août 1947 et l'Inde le 15 août 1947. Le Parti du Congrès, créé en 1885, défendait le projet de la création d'un État multiconfessionnel ; la Ligue musulmane, créée en 1906, défendait la « théorie des deux nations », donc de la partition. Elle repose sur une théorie née parmi les élites musulmanes, nostalgiques du passé glorieux de l'empire moghol indien. Malgré les mouvements de population qui suivent la partition, l'Inde recouvre une grande diversité religieuse. En 1950, il reste 10 % de musulmans en Inde.
2. Pas de religion officielle : neutralité de l'État en matière religieuse, pas de financement des religions (institutions, lieux de culte, écoles confessionnelles) par l'État ; garantie de la liberté de conscience ; reconnaissance des particularismes des minorités religieuses en matière d'affaires familiales (droit civil) ; donc il n'existe pas d'unification du code civil indien.
3. La lutte politique contre le sécularisme remonte à l'indépendance et est incarnée par les nationalistes hindouistes qui refusent le sécularisme de l'Union indienne voulue par le Parti du Congrès ainsi que l'aspect multiconfessionnel du pays. Gandhi, pourtant personnellement très religieux, est attaqué pour sa tolérance envers les minorités religieuses. Il est assassiné par Nathuram Godse un extrémiste nationaliste hindou appartenant à la RSS (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, « association des volontaires hindous ») créée en 1925. Alors influencée par le fascisme européen, elle organise des milices qui proposent des exercices de pratiques militaires et vise la création d'un corps social soudé pour former une nation indienne homogène. Elle nie l'héritage historique multiculturel du pays ; selon elle, le sécularisme indien vise à favoriser les minorités religieuses présentes dans l'Union. Elle a été interdite de 1948 à 1950. La RSS est fréquentée au départ par des membres des hautes castes indiennes humiliées par la domination britannique et partisane d'une régénérescence de la société indienne. Le parti BJP, créé en 1980, recrute dans ses rangs.
4. Depuis les années 1980, le Parti du Congrès, longtemps au pouvoir depuis l'indépendance, perd de son influence au profit du BJP, au pouvoir au niveau fédéral en 1996-97, puis de 1998 à 2004, et de retour aux affaires depuis 2014 avec Narendra Modi. On constate un vote important pour le BJP aux élections générales dans les États où il y a de fortes minorités religieuses, et dans les États du Nord, proches des frontières contestées (surtout au nord-ouest, à proximité du Pakistan). Sociologiquement, le vote BJP est composé de la classe moyenne de hautes castes, à laquelle se sont récemment ajoutées de petites classes moyennes hindoues urbaines des basses castes, fraîchement issues de l'exode rural (appelées *neo middle class* par Modi) : elles ont été séduites par le discours identitaire associé aux

promesses de développement accéléré et de réforme de la classe politique corrompue. Les stratégies d'arrivée au pouvoir du BJP consistent, localement, à instrumentaliser la violence religieuse, en laissant faire les violences des extrémistes hindous contre les musulmans (cf. Jalon 2) ; ou bien à prendre des mesures antimusulmanes ou antichrétiennes au nom de la tradition hindoue. Par exemple dans l'Uttar Pradesh, dirigé par un moine hindouiste extrémiste, le Taj Mahal n'est plus mentionné dans les guides officiels de l'État qui cherche à effacer de l'histoire la présence musulmane (doc 4) ; dans le même État, en 2018, la ville d'Allahabad, à consonance trop musulmane, est débaptisée. Ailleurs, l'abattage des bovins est interdit (doc 5), car la vache est sacrée pour les hindous : une mesure qui affaiblit économiquement les bouchers musulmans. En conséquence, la neutralité religieuse de l'État, principe fondamental du sécularisme, est de plus en plus remise en cause par les extrémistes hindous et l'arrivée au pouvoir du BJP, que ce soit au niveau local ou au niveau fédéral.

➔ BILAN

Théoriquement, les religions sont traitées de manière neutre par l'État, sauf en matière des traditions familiales, où l'État reconnaît des droits différents. Le sécularisme est pensé pour laisser toutes les religions coexister avec leurs coutumes, dans une société très religieuse (où les pratiques religieuses restent très fortes), et où l'hindouisme, pratiqué par près de 80 % des habitants, reste très visible dans l'espace public. Mais, depuis les années 1980, les questions religieuses ont pénétré le débat politique ; la progression, puis l'arrivée au pouvoir du BJP, qui instrumentalise le nationalisme religieux hindou, en sont l'illustration. Le BJP attise l'idée selon laquelle la tolérance de l'État vis-à-vis des minorités religieuses serait préjudiciable à la religion hindoue, qui ne bénéficierait pas de ce traitement de faveur. Le Parti du Congrès lui-même, resté en dehors des questions religieuses sous Nehru, utilise celles-ci à des fins politiques à partir des années 1980. Ainsi, Indira Gandhi et son fils Rajiv Gandhi ont manqué de fermeté vis-à-vis des violences antimusulmanes perpétrées par les hindous, espérant récolter un vote populaire, alors que le Parti du Congrès faiblissait. Cependant, il ne faut pas oublier que la contestation du sécularisme indien est présente dès le début de l'histoire de l'Inde indépendante, comme en témoigne l'assassinat de Gandhi en 1948.

Pour aller plus loin

Le sécularisme indien repose sur les critères classiques de laïcité (neutralité religieuse de l'État, garantie de la liberté de conscience) et des critères qui lui sont propres : la reconnaissance et la protection des minorités religieuses. Ce sécularisme est rejeté par les nationalistes hindous, dont la traduction politique, le BJP, progresse depuis les années 1980 et est au pouvoir à l'échelle fédérale depuis 2014 avec le Premier ministre Narendra Modi. Il refuse le caractère particulier des religions minoritaires de l'Inde, facteur, selon les nationalistes hindous, de discrimination négative à l'égard des hindous, et cherche à faire disparaître le sécularisme, au prétexte que l'Inde serait intrinsèquement hindoue. Les heurts entre communautés religieuses ne bénéficient pas toujours d'un arbitrage impartial à l'échelle locale, là où le BJP est majoritaire. À l'échelle fédérale, l'État a de plus en plus de difficultés à arbitrer de manière neutre, même si le sécularisme, tel qu'il est inscrit dans la Constitution indienne, n'est pas remis en cause.

Les minorités religieuses

P. 316-317

➔ Analyser des documents

1. Si l'hindouisme est la religion majoritaire de l'Inde (cf. chiffres Jalon 1), elle abrite une grande diversité religieuse. Elle a été le berceau de religions qui sont restées implantées en Inde (jaïnisme, sikhisme), mais également du bouddhisme. Elle accueille le dalaï-lama qui s'est réfugié au Nord-ouest de l'Inde en 1959, après sa fuite du Tibet, occupé par la Chine. Cette diversité s'explique aussi par l'histoire politique de l'Inde : le peuplement perse, les premières implantations musulmanes, dès le VII^e siècle et la domination de l'Inde du Nord par les empereurs moghols (1526-1857). Les 177,2 millions de musulmans forment la première minorité religieuse indienne, et font de l'Inde le 3^e pays musulman du monde. Les premières implantations chrétiennes datent des I^{er} et II^e s. ap. J.-C., mais elles se développent à partir de la fin du XV^e s., par l'action des missionnaires et colons portugais, puis français.

2. L'État est neutre en matière religieuse (sécularisme) : il ne favorise aucune religion. Mais, en refusant d'établir un droit civil uniforme (ce qui implique l'acceptation de la charia musulmane), il cherche à préserver les religions minoritaires de l'influence de la religion majoritaire, l'hindouisme. L'objectif est de protéger les particularités religieuses des minorités, pour leur permettre d'exister en toute liberté de conscience. Conséquence pratique, évoquée dans le document 2 : la contradiction entre la loi traditionnelle religieuse et les droits fondamentaux des individus (la femme face à la tradition musulmane). Dans ce cas, l'État a arbitré en faveur de la femme, contre sa loi religieuse, car l'État estime que le droit individuel prime sur la tradition religieuse.

3. Comme dans tout État fédéral, les États locaux peuvent avoir leur propre législation, ici en matière religieuse. Le Kerala est un des États qui abritent une forte minorité chrétienne (plus de 20 % de la population). Mais sous la pression des nationalistes hindous (BJP), il a adopté une loi qui va à l'encontre des pratiques religieuses chrétiennes : l'interdiction du vin de messe. Car les hindouistes traditionnels ne consomment pas d'alcool. À l'heure actuelle, l'État fédéral subit la pression des nationalistes hindous pour généraliser ces mesures visant les minorités. Mais, par ses lois, et par la Cour suprême, il reste garant de la Constitution et peut invalider des mesures prises au niveau local.

4. Beaucoup d'hindous ont le sentiment qu'il y a un traitement inéquitable de la part de l'État entre les religions minoritaires, dont les particularismes sont protégés, et la religion hindoue : les nationalistes hindous (hindouistes) jouent sur ce sentiment d'injustice. Ceux-ci attisent un sentiment de perte d'identité du pays qui est, selon eux, intrinsèquement hindou : ils considèrent l'hindouisme comme l'unique religion endogène et les autres religions comme exogènes. C'est ce qui explique l'organisation de la destruction en 1992 de la mosquée d'Ayodhya, qui a engendré des émeutes intercommunautaires (2 000 morts). Cet événement a été instrumentalisé par le BJP, à la tête de l'État de l'Uttar Pradesh où se situe la mosquée. La police n'est pas intervenue lors de la destruction, présentée comme émanant spontanément de la population. Ayodhya est le lieu de naissance du roi divinisé Ram (ou Rama) et est, à ce titre, l'un des lieux saints de l'hindouisme. À l'heure actuelle, le projet d'édification d'un temple consacré à Ram à la place de la mosquée détruite, n'a toujours pas été réalisé.

➔ BILAN

L'Inde est un État séculariste : celui-ci est inscrit dans la Constitution, qui garantit la neutralité de l'État en matière religieuse. Cependant, la société indienne est profondément religieuse, le pays ne compte pratiquement pas d'athées. L'État garantit la liberté religieuse, dans un pays multiconfessionnel : c'est pourquoi l'État reconnaît certains particularismes. Mais les conflits interreligieux sont récurrents, et depuis les années 1980, certains partis politiques donnent prise aux questions religieuses identitaires. Ainsi, beaucoup d'États locaux hindouistes discriminent les religions minoritaires, allant à l'encontre de la loi fédérale : c'est une menace pour les minorités religieuses.

Pour aller plus loin

La violence religieuse n'est pas nouvelle dans l'histoire indienne, en témoignent les massacres qui précèdent et suivent la signature de l'indépendance et de la partition, puis l'assassinat de Gandhi en 1948 ou d'Indira Gandhi en 1984. Mais il y a une accentuation des violences depuis les années 1990, qui correspondent à la montée politique du nationalisme hindouiste. Le BJP fait preuve de laxisme vis-à-vis des exactions hindouistes à l'égard des minorités religieuses et instrumentalise la question religieuse à des fins politiques.

JALON 3

Un enjeu géopolitique : l'Inde et le Pakistan

P. 318-319

➔ Réponses aux questions

1. La partition de 1947 entraîne des déplacements massifs de population : 7,3 millions d'hindous. Ces migrations font suite à des massacres intercommunautaires qui ont eu lieu dans les deux territoires avant la signature de l'indépendance le 15 août 1947. Après l'indépendance, d'autres massacres se sont produits ; on compte au total 1 million de morts. Autre conséquence, au niveau religieux : la baisse de la part des musulmans de l'Union indienne. L'Inde coloniale britannique comptait 24 % de musulmans avant l'indépendance, ceux-ci ne constituaient plus que 10 % de la population du pays en 1950.

L'État princier de Jammu-et-Cachemire, pourtant alors peuplé de 80 % de musulmans, dirigé par un maharajah hindou, est rattaché à l'Union indienne. Cela conduit au 1^{er} conflit indopakistanaï à propos du Cachemire (1947-1949), à l'issue duquel l'Inde annexe les deux tiers de la région.

2. Les tensions géopolitiques entre les deux pays trouvent leur source dans le tracé de la frontière. Celui-ci a été réalisé pendant les négociations d'indépendance par le juriste britannique Radcliffe en 1947 et opéré dans la précipitation, le gouvernement britannique souhaitant se retirer au plus tôt des Indes dans un contexte de conflits communautaires. Le tracé est contesté par l'Inde et le Pakistan, qui se disputent le Cachemire, coupé en deux, sur la ligne de cessez-le-feu de 1949 (ligne imposée aux deux parties par l'ONU). Cela a donné lieu à trois guerres (1947-1949, 1965 et 1971), qui aboutissent en 1972 à l'accord Simla entre l'Inde et le Pakistan stipulant que tout différend entre les deux États doit être réglé de manière bilatérale. La ligne de cessez-le-feu devient alors la ligne de contrôle. Mais les heurts ne s'éteignent pas. Les deux puissances se sont dotées de l'arme nucléaire en 1998. Le conflit s'est peu à peu déplacé de la zone cachemirienne lors de la 3^e guerre indo-

pakistanaise. Pour mieux affaiblir son adversaire pakistanais, l'Inde soutient l'indépendance du Bangladesh (Pakistan oriental depuis 1947) vis-à-vis du Pakistan. Depuis, le conflit s'est encore élargi et devient asymétrique. L'État de Jammu-et-Cachemire est régulièrement soumis à l'état d'urgence, la police faisant face à des émeutes récurrentes de la population – mouvements que certains comparent à l'intifada palestinienne. Par ailleurs, l'Inde fait face à des attentats émanant d'islamistes pakistanais, dont celui de Bombay en 2008 est le plus spectaculaire aux yeux de la communauté internationale, car touchant la vitrine économique de l'Inde ; de nombreux ressortissants étrangers ont été comptés parmi les victimes. Ces attentats touchent aussi les symboles du pouvoir (le Parlement indien à New Delhi en 2001) ou les intérêts militaires, comme l'attentat du 14 février 2019 au Cachemire. Presque systématiquement, le pouvoir indien riposte à ces attentats par des opérations militaires au Pakistan. La réponse à l'attentat du 14 février 2019 s'est traduite par un survol du sol pakistanais par l'aviation indienne ; deux avions indiens ont été abattus et un pilote fait prisonnier, engendrant une escalade de la violence entre les deux États pendant quelques jours. Pour prolonger les documents : le conflit indo-pakistanaï s'étend aussi au Ladakh, en Himalaya, dans la région du glacier de Siachen, à plus de 5000m d'altitude, ce qui a engendré un conflit en 1984, surnommé le plus haut conflit du monde.

3. La tension liée à l'eau est un risque fort, même s'il n'y a pas eu de conflit à ce sujet depuis la signature du traité de partage des eaux de l'Indus en 1960. Mais la pression démographique est grande et les besoins en eau et en électricité risquent de développer des tensions. Avec la mondialisation et la maritimisation des économies, est apparue la concurrence économique sur la façade maritime Nord-ouest, en mer d'Oman, d'autant que l'Inde n'a pas développé une économie extravertie, qui reste très centrée sur l'intérieur du pays, et ce malgré ses 7 500 km de côtes. Le problème est aggravé par l'alliance du Pakistan avec la Chine, qui finance la construction du port de Gwadar, au débouché de l'une de ses routes de la soie. En réponse, l'Inde développe le port iranien de Chabahar.

4. L'Inde développe une stratégie géopolitique en plusieurs cercles concentriques, stratégie multiséculaire, qui a été théorisée dans le traité de l'Arthashastra (iv^e siècle av. J.-C.). Le 1^{er} cercle est celui des voisins limitrophes. Il existe une Association pour la coopération régionale en Asie du Sud (SAARC), mais elle fonctionne mal, étant données les difficultés de voisinage de l'Inde avec presque tous ses pays limitrophes. Celle-ci a donc développé des relations avec des voisins de ses voisins : l'Iran (dont le port de Chabahar est financé par l'Inde) et le Myanmar, voire Maurice et les Seychelles. Donc le 1^{er} cercle englobe l'Asie du Sud. Les autres cercles sortent du cadre

de l'Asie du Sud. L'Inde se heurte à la puissance chinoise. C'est une très ancienne rivalité de puissances, marquée en 1962 par un conflit de frontière. La rivalité est réactivée aujourd'hui par le réveil de la puissance chinoise, qui développe deux stratégies : le collier de perles dans l'Océan indien et les routes de la soie, qui se marquent par des alliances de la Chine avec des ennemis de l'Inde. Celle-ci risque l'isolement régional, d'où sa politique active d'élargissement de ses « cercles » au-delà de l'Asie du Sud.

→ BILAN

Le conflit est né avec la partition et n'a cessé depuis lors. Il est dû à une mauvaise conciliation sur le tracé de la frontière et à une conception antagoniste de l'indépendance (contrairement à son voisin, l'Inde est un État multiconfessionnel, ce qui engendre la persistance de fortes minorités musulmanes dans certains États). La question religieuse est donc le facteur dominant. Le conflit est permanent entre les deux puissances : conflit symétrique avec un jeu d'alliances mondiales dans le cadre de la guerre froide ; course à l'armement ; statu quo imposé par l'ONU mais qui n'aboutit pas à un terrain d'entente, ce qui engendre une militarisation de la frontière. Le conflit, non réglé, se déplace sur un autre terrain, et devient asymétrique : attentats sur les lieux du pouvoir indien (Parlement, casernes militaires), sur les lieux prestigieux et touristiques (Bombay) et les lieux les plus fréquentés par la population indienne (gare) ; situation conflictuelle permanente entre la population musulmane du Cachemire et les forces de l'ordre, ce qui engendre une situation presque insurrectionnelle. Dans les deux pays les extrémismes religieux (islamisme pakistanais / extrémisme hindouiste) pèsent de plus en plus dans le jeu de la politique intérieure. Donc le facteur religieux est devenu un enjeu de politique intérieure, économique (concurrence des deux puissances) et géopolitique, avec l'entrée en jeu de la Chine.

Pour aller plus loin

Le conflit est au départ bipolaire, mais l'ONU impose en 1949 la ligne de contrôle sur la frontière issue du 1^{er} conflit. Le conflit s'inscrit également dans la stratégie géopolitique indienne qui est aussi celle d'une grande puissance en construction. Elle se heurte au Pakistan, allié des USA depuis la guerre froide, et à la Chine, grande puissance en construction. Dans le contexte de la Guerre froide, l'Inde a vainement tenté le non-alignement. Ses ambitions géopolitiques l'obligent à relever des défis économiques : la façade maritime, la gestion de l'eau, l'énergie, l'accès aux ressources. C'est pourquoi elle multiplie les alliances stratégiques avec le cercle lointain (Japon, Asie du Sud-est, certains pays africains).

BIBLIOGRAPHIE – SITOGRAPHIE

Introduction : États et religions aujourd'hui

Bibliographie

- BAUBÉROT J., *Les laïcités dans le monde*, PUF, « Que sais-je ? », 2009.
BAUBÉROT J., *Histoire de la laïcité en France*, PUF, « Que sais-je ? », 2000.
BAUBÉROT J., MILOT M., *Parlons laïcité en 30 questions*, La Documentation française, 2017.
DIECKHOFF A., PORTIER P., *Religion et politique, L'enjeu mondial*, Sciences Po, 2017.
ROY O., *La sainte ignorance*, Éditions du Seuil, 2008.
TÉTARD F., *Atlas des religions*, Autrement, 2017.
ZUBER V., *La laïcité en France et dans le monde*, La Documentation photographique, n° 8119, 2017.

Sitographie

- <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/programmes/classes/ressources-pour-le-lycee-gt/ressources-programmes-1ere-specialite-hggsp#section-4>
<http://www.sciencespo.fr/ceri/oir>
Institut européen en sciences des religions : <http://www.iesr.ephe.sorbonne.fr>
<http://classes.bnf.fr/laicite/>
Pew Research Center : <http://www.pewforum.org>
HCDH : <https://www.ohchr.org/FR/Issues/FreedomReligion/Pages/FreedomReligionIndex.aspx>
Département d'État américain – rapport sur la liberté religieuse : <https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm#wrapper>
<http://www.liberte-religieuse.org/>
<https://espace-mondial-atlas.sciencespo.fr/fr/>

Axe 1 : Pouvoir et religion, des liens historiques traditionnels

Le couronnement de Charlemagne

- BÜHRER-THIERRY G., MÉRIAUX C., *La France avant la France (481-888)*, Belin, 2010.
FOLZ R., *Le couronnement impérial de Charlemagne*, Gallimard, 2008.
HALPHEN L., *Charlemagne et l'Empire carolingien*, Albin Michel, 1968.
LE GOFF J., *Héros et merveilles du Moyen Âge*, Éditions du Seuil, 2008.
MÉRIENE P., *Atlas mondial du Moyen Âge*, Éditions Ouest-France, 2014.
PIRENNE H., *Mahomet et Charlemagne*, PUF, éd. 2005.
Trésors Carolingiens, Exposition BNF : <http://expositions.bnf.fr/carolingiens/>
L'Empereur byzantin
BRÉHIER L., *Les institutions de l'Empire byzantin*, Albin Michel, 2006.
CHEYNET J.-C., *Le Monde Byzantin*, Armand Colin, 2006.
CHEYNET J.-C., *Histoire de Byzance*, PUF, « Que sais-je ? », 2017.
DUCÉLIER A., *Les Byzantins, histoire et culture*, Éditions du seuil, éd. 1988.
KAPLAN M., *Tout l'or de Byzance*, Gallimard, 1994.
« Byzance, l'empire de Mille ans », *L'Histoire*, juillet 2018.
« Les mystères de Byzance », *L'Histoire*, avril 2017.

Les califes

- EDDÉ A.-M., NEF A., *Pouvoirs en Islam*, La documentation photographique, n° 8103, 2015.
MAZZOLI-GUINARD C., *Gouverner en terre d'Islam*, Presses universitaires de Rennes, 2014.
« Le vrai pouvoir des califes », *L'Histoire*, mai 2016.
« Bagdad », *L'Histoire*, juin 2015.
Les Mille et Une Nuits, Exposition BNF : <http://expositions.bnf.fr/1001nuits/>
Le Sacre de Napoléon
CABANIS J., *Le sacre de Napoléon*, Gallimard, 2007.
BOUDON J.-O., *Les Bonaparte*, La documentation photographique, n° 8023.

Axe 2 : États et religions : une inégale sécularisation

Sur la laïcité en général

- Comporte un article sur la laïcité en Turquie et un article sur les États-Unis :
ZUBER V., (sous la dir.de), *La laïcité en France et dans le monde*, La Documentation française, septembre-octobre 2017.

Ouvrage utile pour comprendre les subtilités de la laïcité française

- BAUDEROT J., *Les 7 laïcités françaises*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, coll. « interventions », 2015.
Synthèse des différents concepts et des différents liens entre État et religions dans le monde (en 1999) :
JEZEQUIEL L., *Liberté de croire, liberté de penser*, Gallimard Éducation, coll. « Le Forum », 1999.
Glossaire riche en textes variés (bibliques, philosophiques, législatifs, littéraires) sur la question :
DIECKHOFF A., PORTIER P., (sous la dir. de), Religion et politique, Paris, Science Po les Presses, coll. « L'enjeu mondial », 2017.

Turquie et laïcité

- BOZAARSLAN H., *Histoire de la Turquie contemporaine*, Repères, La Découverte.
BOZAARSLAN H., *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Tallandier, 2015.
GEORGEON F., « Atatürk invente la Turquie moderne », *Les collections de l'Histoire*, n° 45, octobre-décembre 2009.
SCHMID D., *La Turquie en 100 questions*, Tallandier, Texto, 2017.
MASSICARD E., « L'organisation des rapports entre État et religion en Turquie », *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, Presses universitaires de Caen, 2005, p. 119-128.
KAVAL A., « Comprendre la laïcité turque », *Les clés du Moyen-Orient*, 1^{er} septembre 2011.
États-Unis et sécularisme :
LACORNE D., *De la religion en Amérique, essai d'histoire politique*, Gallimard, 2007.
LACORNE D., « Une laïcité à l'américaine », *Études*, S.E.R., 2008-2010, p. 297-305.
FROIDEVEAUX-METTERIE C., *Politique et religion aux États-Unis*, La Découverte, 2009.
RICHEL I., « Religion et politique aux États-Unis : une pas si sainte alliance », *Hérodote*, Géopolitique des religions, 2002/3, n° 106, p. 151-166.

Sitographie

- <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>
Un Site de Sciences Po Paris :
Sa cartothèque <http://cartotheque.sciences-po.fr/> ;
Ses publications géopolitiques <https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr> ;
<https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/>
<https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/les-etats-unis-une-democratie-laique-mais-une-societe-tres-religieuse>
<https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/make-america-great-again-les-chretiens-conservateurs-entre-attraire-pour-trump-et-rejet-de-clinto>
Le rapport annuel de l'observatoire de la liberté religieuse :
<https://www.liberte-religieuse.org/>
Un documentaire très intéressant sur Mustapha Kemal :
<http://www.pewforum.org/> : institut américain privé de statistiques religieuses.
<https://www.arte.tv/fr/videos/065303-000-A/ataturk-pere-de-la-turquie-moderne/>

Objet conclusif : État et religions en Inde

Bibliographie

Ouvrages géographiques et manuels universitaires

- Présentation très claire des tensions du sécularisme indien dans un pays multiconfessionnel et très religieux :
BHARGAVA R., « La spécificité de la laïcité à l'indienne », *Critique internationale*, n° 2, 2007.
BALARESQUE N., BRUNEAU M., COLIN S., PIBOULES J.-Y., SCOCCIMARO P., VIGUIER A., *Géopolitique de l'Asie*, Paris, Nathan, 2017.
CADENE P., DUMORTIER B., (dir.), *L'Inde, une géographie*, Paris, Armand Colin, 2015.
JAFFRELOT C., (sous la dir. de), *L'Inde contemporaine, de 1990 à aujourd'hui*, Fayard, Pluriel /ScPo CERI, 2014.
JAFFRELOT C., *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Fayard, 2019.

JAFFRELOT C., MOHAMMAD-ARIF A., (*sous la dir. de*), *Politique et religions en Asie du Sud : le sécularisme dans tous ses États ? Purusartha*, n° 30, EHESS, 2012.

LANDY, F., VARREL A., *L'Inde, du développement à l'émergence*, Paris, Armand Colin, 2015.

SAINT-MÉZARD I., *Atlas de l'Inde, une nouvelle puissance mondiale*, Autrement, 2016.

L'auteur, philosophe et économiste indien, a inventé l'IDH et a reçu le prix Nobel d'économie en 1998 :

SEN A., *L'Inde, Histoire, culture et identité*, Paris, Odile Jacob, 2005.

L'Histoire, « Les mondes de l'Inde », n° 437-438, juillet-août 2017.

Sitographie

L'émission « Culture monde » animée par F. Delorme sur France Culture a consacré deux émissions sur l'Inde et la religion : « Pouvoirs et religions, liaisons dangereuses » et « L'hindouisme est-il un nationalisme ? » avec C. Jaffrelot le 21 novembre 2018 :

<https://www.franceculture.fr/emissions/cultures-monde/pouvoirs-et-religions-les-liaisons-dangereuses-34-lhindouisme-est-il-un-nationalisme>